



CONSEIL COMMUNAL DU 21 DÉCEMBRE 2021
GEMEENTERAAD VAN 21 DECEMBER 2021

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Le conseil approuve les procès-verbaux des séances des 20 avril, 15 juin et 06 juillet 2021.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De Raad keurt de proces-verbalen van de zittingen van 20 april, 15 juni en 06 juli 2021 goed.

3 annexes / 3 bijlagen

SÉCURITÉ CIVILE - CIVIELE BESCHERMING

Sécurité civile - Civiele bescherming

2 Sécurité civile - Extension des missions de la Commune subsidiées par la Cocom dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 - Application de l'article 249, § 1er, alinéa 2 NLC.

LE CONSEIL,

Vu l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Vu l'article 249, § 1er, alinéa 2, de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, instituant les agences locales pour l'emploi (A.L.E.) ;

Considérant que la situation épidémiologique observée en Région de Bruxelles-Capitale est comparable à celle relevée lors de la troisième vague ;

Qu'en ce qui concerne la commune de Forest le taux de vaccination des plus de 12 ans est de 69%, ce qui est sensiblement supérieure à la moyenne régionale mais demeure préoccupant d'un point de vue épidémiologique ;

Que compte tenu de cette situation particulière en Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune a fait appel à la commune de Forest pour faire évoluer le taux de vaccination et fournir un appui local ciblé à cette fin ;

Considérant que la Commission communautaire commune a donné son accord quant à l'octroi d'un subside facultatif de 58.079,30 € à la commune de Forest dans ce contexte ;

Considérant que le service de sécurité civile de la commune a élaboré un plan d'action circonstancié visant à la sensibilisation accrue de la population à la vaccination, tout particulièrement dans les quartiers à faible taux de vaccination ;

Que celui-ci a été transmis et approuvé par la Commission communautaire commune en date du 19 octobre 2021 ;

Considérant que le déploiement d'une équipe de travailleurs dont la mission exclusive serait de sensibiliser la population aux bénéfices de la vaccination et de fournir toute information utile sur les dispositifs mis en place au niveau communal pour se faire vacciner ;

Considérant que les autorités locales peuvent être bénéficiaires de services de l'A.L.E pour l'organisation d'activités répondant à des besoins non rencontrés par les circuits de travail réguliers et ceci compte tenu du caractère temporaire et exceptionnel du besoin, tel qu'aller à la rencontre des riverains et la sensibilisation de ceux-ci à la vaccination ;

Considérant que les moyens humains de la commune ne permettent pas de remplir cette tâche ;

Considérant que le besoin en personnel s'élève à 8 personnes pendant les mois de novembre et de décembre 2021 à raison de 36 heures par semaine, soit 256 heures et que le coût d'un chèque A.L.E, correspondant à 1h de travail, est de 5,95 € ;

Considérant dès lors que faire appel à une agence locale pour l'emploi rencontre les obligations en matière de personne et d'économies ;

Considérant que la commande de chèques ne peut se faire que par multiple de 10 et qu'il convient dès lors d'en acheter 260 pour un montant total de 12.185,60 € (5,95 € *260) et que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 140/122-48/93 du service ordinaire du budget 2021 ;

Considérant que cette équipe de sensibilisation doit disposer de vêtements permettant d'identifier leur fonction et de leur fournir une visibilité auprès de la population dans le cadre de leurs missions ;

Considérant qu'il convient dès lors d'acheter des vestes coupe-vent et de procéder à leur flocage pour un montant total de 1.500 euros et que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 140/124-05/93 du service ordinaire du budget 2021 ;

Considérant que la sensibilisation dans les quartiers doit être complétée par des moyens de communication externe plus élaborés telle que l'installation de deux cubes publicitaires reprenant toutes les informations utiles aux initiatives locales en matière de vaccination et disposés dans des lieux stratégiques du territoire répond à ce besoin ;

Considérant que pour ce type de fourniture, il n'y a pas de fournisseur désigné par la commune ;

Considérant que les opérateurs économiques suivant ont été invités à remettre offre pour 2 cubes publicitaires autoportants de dimension 2000 mm x 2000 mm et de bâches imprimées aux dimensions adaptées à ceux-ci :

- Screen-group sa, chaussée de Ruisbroek 267 à 1620 Drogenbos ;
- Pixis sprl, boulevard Saint-Michel 47 à 1040 Etterbeek ;
- Koto Global Trade sprl, boulevard de la Deuxième Armée Britannique 140 à 1190 Forest ;

- DPI sprl, rue Van Soust 277 à 1070 Anderlecht;
- Coyoteprint sprl, chaussée de la Hulpe 185 à 1170 Watermael-Boitsfort.

Considérant qu'à la date du 26 octobre 2021 avant 12h, seule la société « Pixis », sise boulevard Saint-Michel 47 à 1040 Etterbeek, a remis offre pour un montant de 1.973,46 € TVAC et qu'il est dès lors proposé de lui attribuer le marché et d'inscrire cette dépense à l'article 140/124-02/93 du service ordinaire du budget 2021;

Considérant que la sensibilisation des jeunes à la vaccination nécessite une approche plus ciblée en termes de moyens de communication et que la réalisation d'une capsule vidéo convient à la rencontre de cet objectif ;

Considérant que la réalisation d'un tel clip vidéo peut être exécutée par le biais du service jeunesse de la commune pour un budget de 5.000 € et d'inscrire cette dépense à l'article 761/123-16/93 du service ordinaire du budget 2021;

Considérant que la sensibilisation de la population aux actions locales entreprises par l'autorité communale et ses services nécessite la mise en place d'un plan de communication spécifique selon plusieurs critères socioéconomiques et démographiques tels que l'âge et le genre ;

Considérant qu'il convient dès lors de prévoir un budget pour organiser et mettre en œuvre plusieurs campagnes ciblées via les médias sociaux et qu'un budget de 2.000 € couvre les frais de telles campagnes publicitaires via les plateformes utilisées par la commune et d'inscrire ceux-ci à l'article 140/123-16/93 du service ordinaire du budget 2021 ;

Considérant que la coordination du plan d'action communal relatif à l'appui au plan régional de vaccination, et par conséquent que l'encadrement du personnel, du suivi et de l'évaluation de l'impact des mesures déployées nécessite des moyens en personnel ;

Considérant que la Commission communautaire commune sollicite auprès des communes subsidiées, la mise en place d'un coordinateur communal désigné en tant que point unique de contact (SPOC) ;

Considérant que le coût horaire via le tarif de la Commission communautaire commune s'élève à 80,34 € et que la fonction de coordinateur communal induit une charge de travail à raison de 36 heures par semaine du 15 octobre au 31 décembre 2021 et que le coût total s'élève par conséquent à 30.079,30 € (7,2h par jour * 52 jours ouvrés * 80,34 €) ;

Considérant que cette fonction sera assurée par du personnel communal ;

Considérant que des frais de fonctionnement divers peuvent survenir et qu'il convient dès lors d'y dédier le solde restant du subside octroyé par la Commission communautaire commune, soit 5.341,04 € à inscrire à l'article 140/123-16/93 du service ordinaire du budget 2021;

Vu la décision du Collège du 28 octobre 2021 :

- D'appliquer l'article 249, § 1er, alinéa 2, de la nouvelle loi communale ;
- D'inscrire la recette liée au subside de la Commission communautaire commune à l'article 140/465-01/93 soit 58.079,30 € ;
- D'attribuer le marché public « cubes publicitaires autoportants et bâches imprimées » au seul prestataire ayant remis offre, à savoir la société « Pixis » sise boulevard Saint-Michel 47 à 1040 Etterbeek pour le montant d'offre de 1.973,46 € TVAC et d'inscrire cette dépense à l'article 140/124-02/93 ;
- D'autoriser le service Jeunesse de la commune à réaliser un clip vidéo visant à sensibiliser les plus jeunes à la vaccination et d'inscrire les dépenses y afférentes à l'article 761/123-16/93 soit 5.000,00 € ;
- D'inscrire également les dépenses suivantes : - à l'article 140/ 122-48/93 : l'achat de 260 chèques A.L.E

dans le cadre du recrutement d'une équipe d'agents de sensibilisation à la vaccination : 12.185,60 € ; - à l'article 140/124-05/93 : l'achat d'équipement pour ce personnel : 1.500,00 € ; - à l'article 140/123-16/93 : frais de fonctionnement et frais liés à l'usage de campagnes de communication via médias sociaux : 7.341,04 €.

DECIDE :

De prendre acte de la décision du Collège du 28 octobre 2021 ;

D'admettre les dépenses de 58.079,30 € et d'inscrire les crédits aux articles susmentionnés du service ordinaire du budget 2021 lors de la prochaine modification budgétaire.

Civiele veiligheid - Uitbreiding van de opdrachten van de Gemeente gesubsidieerd door de GGC in het kader van de coronapandemie - Toepassing artikel 249 §1 2e lid NGW.

DE RAAD,

Gelet op artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op artikel 249, §1, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 79 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 tot instelling van de Plaatselijke WerkgelegenheidsAgentschappen (PWA);

Overwegende dat de epidemiologische situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vergelijkbaar is met die tijdens de derde golf;

Dat in de gemeente Vorst de vaccinatiegraad voor personen boven de 12 jaar 69% bedraagt, wat aanzienlijk hoger is dan het gewestelijke gemiddelde, maar vanuit epidemiologisch oogpunt nog steeds zorgwekkend is;

Dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gelet op deze bijzondere situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Vorst heeft verzocht de vaccinatiegraad te verbeteren en daartoe gerichte plaatselijke steun te verlenen;

Overwegende dat de GGC in dit verband heeft ingestemd met een facultatieve subsidie van 58.079,30 euro aan de gemeente Vorst;

Overwegende dat de dienst civiele veiligheid van de gemeente een gedetailleerd actieplan heeft opgesteld om de bevolking te sensibiliseren voor vaccinatie, in het bijzonder in wijken met een lage vaccinatiegraad;

Dat dit plan op 19 oktober 2021 door de GGC is ingediend en goedgekeurd;

Overwegende de inzet van een team van medewerkers met als enige opdracht de bevolking bewust te maken van de voordelen van vaccinatie en alle nuttige informatie te verstrekken over de op gemeentelijk niveau getroffen maatregelen in verband met vaccinatie;

Overwegende dat de lokale overheden gebruik kunnen maken van de diensten van het PWA voor de organisatie van activiteiten die beantwoorden aan behoeften waarin niet wordt voorzien door de reguliere werkcircuits, rekening houdend met het tijdelijke en uitzonderlijke karakter van de behoefte, zoals naar de mensen toe gaan en hen sensibiliseren voor vaccinatie;

Overwegende dat de personele middelen van de gemeente niet toereikend zijn om deze taak te vervullen;

Overwegende dat de behoefte aan personeel in de maanden november en december 2021 8 personen bedraagt, 36

uur per week, d.w.z. 256 uur, en dat de kosten van een PWA-cheque, voor 1 uur werk, 5,95 euro bedragen;

Overwegende dat de inschakeling van een PWA voldoet aan de verplichtingen op het vlak van mensen en besparingen;

Overwegende dat de cheques slechts kunnen worden besteld in veelvouden van 10 en dat er dus 260 cheques moeten worden gekocht voor een totaalbedrag van 12.185,60 euro (5,95 euro * 260) en dat het krediet voor deze uitgaven ingeschreven zal worden op artikel 140/122-48/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat dit sensibiliseringsteam moet beschikken over kleding die hun functie herkenbaar maakt en hun in het kader van hun opdracht zichtbaarheid verschaft ten aanzien van de bevolking;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is windjacks aan te schaffen en over te gaan tot het flokken ervan voor een totaalbedrag van 1.500 euro en dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden in artikel 140/124-05/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de sensibilisering in de wijken aangevuld met uitgebreidere middelen voor externe communicatie, zoals de plaatsing van twee reclameblokken met alle nuttige informatie over plaatselijke initiatieven op het vlak van vaccinatie, die op strategische plaatsen in het gebied worden geplaatst, beantwoordt aan deze behoefte;

Aangezien er voor dit type voorziening geen door de gemeente aangewezen leverancier is;

Overwegende dat aan de volgende economische operatoren werd verzocht een offerte in te dienen voor 2 zelfdragende reclameblokken van 2.000 mm x 2.000 mm en bedrukte dekzeilen van aangepaste afmetingen:

- Screen-group nv, Ruisbroeksesteenweg 267 in 1620 Drogenbos;
- Pixis bvba, Sint-Michielslaan 47 in 1040 Etterbeek;
- Koto Global Trade bvba, Brits Tweedelegerlaan 140 in 1190 Vorst;
- DPI bvba, Van Souststraat 277 in 1070 Anderlecht;
- Coyoteprint bvba, Terhulpssteenweg 185 in 1170 Watermaal-Bosvoorde.

Overwegende dat op 26 oktober 2021 vóór 12 uur alleen het bedrijf Pixis, gevestigd aan de Sint-Michielslaan 47 in 1040 Etterbeek, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 1.973,46 euro incl. btw, en dat daarom wordt voorgesteld de opdracht aan dit bedrijf te gunnen en deze uitgave in te schrijven op artikel 140/124-02/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de sensibilisering van jongeren ten aanzien van vaccinatie een meer gerichte aanpak van de communicatiemiddelen vereist en dat de productie van een videofilmje geschikt is om deze doelstelling te verwezenlijken;

Overwegende dat de productie van een dergelijke videoclip door de Jeugddienst van de gemeente kan worden uitgevoerd voor een budget van 5.000 euro en deze uitgave wordt ingeschreven op artikel 761/123-16/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat de sensibilisering van de bevolking voor de lokale acties van het gemeentebestuur en zijn diensten de opstelling vereist van een specifiek communicatieplan dat is afgestemd op verschillende sociaal-economische en demografische criteria zoals leeftijd en geslacht;

Overwegende dat er bijgevolg dient te worden voorzien in een budget voor de organisatie en uitvoering van verschillende gerichte campagnes via de sociale media en dat een budget van 2.000 euro de kosten dekt van dergelijke reclamecampagnes via de door de gemeente gebruikte platforms, en deze kosten in te schrijven op

artikel 140/123-16/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Overwegende dat voor de coördinatie van het gemeentelijk actieplan ter ondersteuning van het gewestelijk vaccinatieplan, en bijgevolg voor het toezicht op het personeel, de follow-up en de evaluatie van het effect van de gevoerde acties personele middelen nodig zijn;

Overwegende dat de GGC de gesubsidieerde gemeenten verzoekt een gemeentelijk coördinator aan te stellen die als enig contactpunt (SPOC) fungeert;

Overwegende dat de kosten per uur volgens het tarief van de GGC 80,34 euro bedragen en dat de functie van gemeentelijk coördinator van 15 oktober tot en met 31 december 2021 een werkbelasting van 36 uur per week teweegbrengt en dat de totale kosten derhalve 30.079,30 euro bedragen (7,2 uur per dag * 52 werkdagen * 80,34 euro);

Overwegende dat deze functie door gemeentepersoneel zal worden vervuld;

Overwegende dat er diverse werkingskosten kunnen ontstaan en dat het derhalve nuttig is het resterende saldo van de door de GGC toegekende subsidie, zijnde 5.341,04 euro, in te schrijven op artikel 140/123-16/93 van de gewone dienst van de begroting 2021;

Gelet op de beslissing van het College van 28 oktober 2021 om:

- Artikel 249, §1, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen;
- De ontvangst in verband met de subsidie van de GGC in te schrijven op artikel 140/465-01/93, zijnde 58.079,30 euro;
- De overheidsopdracht “zelfdragende reclameblokken en bedrukte dekzeilen” te gunnen aan de enige dienstverlener die een offerte heeft ingediend, namelijk de onderneming Pixis, gevestigd Sint-Michielslaan 47 te 1040 Etterbeek, voor een bedrag van 1.973,46 euro incl. BTW, en deze uitgave in te schrijven op artikel 140/124-02/93;
- De Jeugdendienst van de gemeente toestemming te verlenen voor de productie van een videoclip om jongeren te sensibiliseren voor vaccinatie en de desbetreffende uitgaven in te schrijven op artikel 761/123-16/93, zijnde 5.000,00 euro;
- Om ook de volgende uitgaven in te schrijven: - op artikel 140/122-48/93: de aankoop van 260 PWA-cheques in het kader van de aanwerving van een team medewerkers voor de sensibilisering voor vaccinatie: 12.185,60 euro; - op artikel 140/124-05/93: de aankoop van materiaal voor dit personeel: 1.500,00 euro; - op artikel 140/123-16/93: werkingskosten en kosten in verband met het gebruik van communicatiecampagnes via de sociale media: 7.341,04 euro.

BESLIST:

Akte te nemen van de beslissing van het College van 28 oktober 2021;

De uitgave van € 58.079,30 toe te staan en de kredieten bij de volgende begrotingswijziging in te schrijven op de bovengenoemde artikelen van de gewone dienst van de begroting 2021.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Communication - Communicatie

3 Communication - Participation citoyenne – Sélection du second thème traité par le Conseil Citoyen

Forestois.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 117 ;

Vu la Déclaration de politique générale qui promeut une approche participative « transversale à toutes les compétences » ;

Considérant l'article 22 du règlement du Conseil Citoyen Forestois (CCF), adopté en séance du Conseil Communal du 20 avril 2021 ;

Considérant que cet article prévoit :

- que 3 thèmes seront abordés durant le mandat du CCF : la première sur initiative du Conseil Communal, et 2 sur codécision du Conseil Communal et du CCF ;
- qu'à l'issue de chaque cycle thématique, le CCF identifie 3 thèmes qui seront proposés au Conseil Communal, et que parmi ces 3 propositions, le Conseil Communal sélectionne une proposition et émette un avis quant à l'opportunité de chacune des 3 propositions qui lui ont été soumises ;
- qu'un thème à traiter est définitivement fixé et connu par le CCF un mois avant la première tenue des 3 réunions consacrées à cette thématique.

Considérant que lors de sa séance du 20 novembre 2021, le CCF a identifié les trois thématiques suivantes qu'il souhaite proposer au Conseil communal :

- Propreté : Comment la commune de Forest peut-elle tendre vers le zéro-déchets dans l'espace public ?
- Logement : Comment faire pour que les citoyens accèdent à des logements de qualité et à moindre coûts ?
- Sécurité : Comment faire pour améliorer le sentiment de sécurité dans l'espace public dans un volet routier et de la personne ?

Considérant que les thèmes doivent impacter le quotidien des Forestois.es et nourrir le travail effectué par l'administration ;

Considérant que ce travail d'information et d'analyse nécessite une collaboration renforcée avec les services concernés par le thème sélectionné ;

DECIDE :

De sélectionner le thème à traiter comme second thème par le CCF durant ses débats.

Communicatie - Burgerparticipatie - Selectie van het tweede thema voor de Vorstse Burgerraad.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de algemene beleidsverklaring, die een participatieve aanpak 'transversaal voor alle bevoegdheden' bevordert;

Overwegende artikel 22 §3 van het reglement van de Vorstse Burgerraad, aangenomen tijdens de zitting van de Gemeenteraad van 20 april 2021;

Overwegende dat dit artikel bepaalt:

- dat in de loop van het mandaat van de Vorstse Burgerraad 3 thema's worden behandeld: het eerste op initiatief van de Gemeenteraad en 2 op medebeslissing van de Gemeenteraad en de Burgerraad;
- dat de Burgerraad aan het eind van elke thematische cyclus 3 thema's aanwijst die aan de Gemeenteraad worden voorgelegd, en dat de Gemeenteraad uit deze 3 voorstellen één voorstel selecteert en een advies uitbrengt over de geschiktheid van elk van de 3 voorgelegde voorstellen;
- dat een te behandelen thema één maand vóór de eerste van de 3 aan dit thema gewijde vergaderingen definitief wordt vastgelegd en gekend is door de Burgerraad.

Overwegende dat de Vorstse Burgerraad op zijn vergadering van 20 november 2021 de volgende 3 thema's heeft vastgelegd om aan de Gemeenteraad voor te stellen:

- Nethheid: Hoe kan de gemeente Vorst streven naar nulafval in de openbare ruimte?
- Huisvesting: Hoe kunnen we burgers toegang geven tot degelijke huisvesting tegen zo laag mogelijke kosten?
- Veiligheid: Hoe kunnen we het veiligheidsgevoel in de openbare ruimte verbeteren, zowel op het vlak van verkeer als persoonlijk?

Overwegende dat de thema's een impact moeten hebben op het dagelijkse leven van de Vorstenaren en een bijdrage leveren aan het werk van de administratie;

Overwegende dat deze informatie en analyse een versterkte samenwerking vergen met de betrokken diensten per geselecteerd thema;

BESLIST:

Het thema te kiezen als tweede thema dat de Vorstse Burgerraad in zijn debatten zal behandelen.

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

4 Tutelle CPAS - Approbation du Budget 2022 du CPAS.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 09 décembre 2021, arrêtant le budget de l'exercice 2022 du CPAS ;

Vu l'article 112 § 2. de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu l'article 112 bis § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant le budget de l'exercice 2022 est parvenue à l'administration communale de Forest le 10 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 08 décembre 2021 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 09 décembre 2021 arrêtant le budget de l'exercice 2022 du CPAS.

Toezicht OCMW - Goedkeuring van de Begroting 2022 van het OCMW.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 9 december 2021, waarin de begroting van het dienstjaar 2022 van het OCMW vastgelegd werd;

Gelet op artikel 112 §2 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op artikel 112bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2022 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 10 december 2021;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 08 december 2021;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 09 december 2021 tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2022 van het OCMW.

15 annexes / 15 bijlagen

5 Tutelle CPAS - Approbation des modifications budgétaires 2 (mise en oeuvre de l'accord sectoriel 2021/1 conclu au sein du Comité de négociation C) et 3 (aménagement de certains crédits indispensables pour la bonne continuité de l'exercice budgétaire).

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 09 décembre 2021, arrêtant les modifications budgétaires 2 et 3 de l'exercice 2021 du CPAS ;

Vu l'article 112 § 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu l'article 112bis § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant les dites modifications budgétaires de l'exercice 2021 du CPAS est parvenue à l'administration communale de Forest le 10 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 08 décembre 2021 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 09 décembre 2021 arrêtant les modifications budgétaires 2 et 3 de l'exercice 2021 du CPAS.

Toezicht OCMW - Goedkeuring van begrotingswijzigingen 2 (uitvoering van sectoraal akkoord 2021/1 afgesloten in Onderhandelingscomité C) en 3 (aanpassing van bepaalde kredieten noodzakelijk voor de goede continuïteit van het begrotingsjaar).

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 9 december 2021, waarin de begrotingswijzigingen 2 en 3 van het dienstjaar 2021 van het OCMW vastgelegd werden;

Gelet op artikel 112 §2 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op artikel 112bis §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de zogenoemde begrotingswijzigingen van het dienstjaar 2021 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 10 december 2021;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 08 december 2021;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 09 december 2021 tot vaststelling van de begrotingswijzigingen 2 en 3 van het dienstjaar 2021 van het OCMW.

6 annexes / 6 bijlagen

VIE URBAINE - STADSLEVEN

Développement économique - Economische Ontwikkeling

6 Commerce - Dérogation - Jours de fermetures hebdomadaires - 2022 - Revu.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 21 décembre 2021 approuvant la liste des périodes dans lesquels les 15 jours de dérogations sont accordés pour l'année 2022 ;

Considérant que la pandémie due au coronavirus a engendré la fermeture de certains magasins ;

Attendu que plusieurs commerçants demandent de pouvoir ouvrir leur commerce lors de certaines festivités ou d'évènements sur notre territoire ;

Vu la loi fédérale du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture et au jour de fermeture hebdomadaire dans les commerces, l'artisanat et les services, et plus particulièrement son chapitre 4 article 15, le collège des Bourgmestre et échevins peut accorder des dérogations aux dispositions de ladite loi au jour de fermeture hebdomadaire ;

Vu ladite loi autorisant en son article 15 un maximum de 15 jours sur une année civile ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'autoriser tous les commerçants à prendre 15 jours de dérogations (de leurs choix) dans l'année 2022.

Handel - Afwijking - Wekelijkse sluitingsdagen - 2022 - Herzien.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 21 december 2021 herziend tot goedkeuring van de lijst met de perioden waarin de 15 afwijkende dagen voor het jaar 2022 toegekend werden;

Overwegende dat de pandemie te wijten aan het coronavirus heeft geleid tot de sluiting van bepaalde winkels;

Overwegende dat meerdere handelaars vragen om hun handelszaak te mogen openen tijdens bepaalde festiviteiten of evenementen op ons grondgebied;

Gelet op de federale wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren en de wekelijkse sluitingsdag in handel, ambacht en dienstverlening, en meer in het bijzonder hoofdstuk 4 artikel 15, kan het College van Burgemeester en Schepenen afwijkingen op de bepalingen van voormelde wet op de wekelijkse sluitingsdag toestaan;

Gelet op voormelde wet die in artikel 15 maximaal 15 dagen per kalenderjaar toestaat;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

Alle handelaars toestemming te geven om 15 afwijkende dagen (naar keuze) te nemen voor het jaar 2022.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

7 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Projet B3 « De l'antenne de quartier à la Maison des Initiatives » – Lancement de l'Appel à Initiatives Citoyennes 2022 - Approbation

du règlement.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW en sa séance du 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mars 2021 d'approuver la modification de programme n°2 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne dont le programme comprend l'opération B.3 « De l'Antenne de Quartier à la Maison des Initiatives » ;

Considérant que le lancement de cet appel, en soutenant les initiatives de petite échelle portées par et pour les habitants du quartier Wiels-Sur-senne, ambitionne d'impacter positivement le cadre de vie et les liens entre les habitants et usagers du quartier ;

Considérant la proposition de règlement rédigée par l'équipe du CQDW et jointe en annexe ;

Considérant que la procédure de sélection pour désigner les lauréats de cet appel à Initiatives Citoyennes prévoit que le Collège des bourgmestre et échevins désigne in fine les lauréats ;

Considérant que le montant total fixé pour le financement de cet Appel s'élève à 50.000,00 € (maximum de 4.000€ par initiative soutenue) ;

Considérant que les crédits nécessaires au subventionnement sont inscrits à l'article 9308/331-01/88 « AP Initiatives Citoyennes – subsides ménages » du service ordinaire du budget 2022 du projet socio-économique B3 « De l'Antenne de Quartier à la Maison des Initiatives » ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capital ;

DECIDE,

D'approuver le lancement de l'Appel à Initiatives Citoyennes ;

D'approuver le modèle de règlement proposé en annexe ;

D'inscrire les crédits nécessaires au subventionnement à l'article 9308/331-01/88 « AP Initiatives Citoyennes – subsides ménages » du service ordinaire du budget 2022 du projet socio-économique B3 « De l'Antenne de Quartier à la Maison des Initiatives » ;

De financer la dépense à hauteur de 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale.

Heropleving van de Wijken - Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Project B3 “Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven” - Lancering van de oproep tot burgerinitiatieven 2022 - Goedkeuring van het reglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gewestregering in zitting van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 maart 2021 tot goedkeuring van programmawijziging nr. 2 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, waarvan het programma Operatie B3 "Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven" omvat;

Overwegende dat deze oproep, door kleinschalige initiatieven te steunen die door en voor de inwoners van de wijk Wiels aan de Zenne worden uitgevoerd, streeft naar een positieve impact op de leefomgeving en de verbondenheid tussen de inwoners en de gebruikers van de wijk;

Overwegende het bijgevoegde voorgestelde reglement dat door het DWCW-team is opgesteld;

Overwegende dat de selectieprocedure voor de aanwijzing van de winnaars van deze oproep tot het indienen van burgerinitiatieven voorziet in de aanwijzing van de winnaars in fine door het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het totale bedrag dat voor de financiering van deze oproep is vastgesteld, 50.000,00 euro bedraagt (maximaal 4.000 euro per gesteund initiatief);

Overwegende dat de voor de subsidie benodigde kredieten zijn opgenomen in artikel 9308/331-01/88 "Projectoproep Burgerinitiatieven - subsidies gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2022 voor het sociaal-economisch project B3 "Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven";

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de oproep tot burgerinitiatieven;

Goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde voorgestelde modelreglement;

De voor de subsidie benodigde kredieten in te schrijven op begrotingsartikel 9308/331-01/88 "Projectoproep Burgerinitiatieven - subsidies gezinnen" van de gewone dienst van de begroting 2022 voor het sociaal-economisch project B3 "Van wijkantenne tot Huis van de Initiatieven";

De uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2 annexes / 2 bijlagen

8 **Revitalisation des quartiers – Salle des sports des Primeurs - Protocole 4.1.41 « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre » - Avenant - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 décembre 2009 octroyant un subside de 10.898.662 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier

Primeurs-Pont de Luttre ;

Vu l'accord de Coopération BELIRIS du 15 septembre 1993 et ses Avenants conclu entre l'Etat fédéral et la Région Bruxelles-Capitale prévoyant différentes initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de Capitale de Bruxelles ;

Considérant que l'une de ses initiatives (4.1.41) concerne : le réaménagement du Complexe sportif « les Primeurs », sis rue des Primeurs, 20-22 à Forest dans le cadre du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre dont la Commune est propriétaire et Beliris le Maître d'ouvrage ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 d'approuver le Protocole 4.1.41 « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre » ;

Vu le protocole d'accord du 9 août 2018 (approuvé par le Conseil Communal le 24/04/2018) entre l'Etat, la Région de Bruxelles-capitale et la Commune de Forest réglant les droits et les obligations des différents intervenants en vue de la mise en œuvre de ces initiatives ;

Considérant que le montant financé par Beliris a été revu dans le cadre de l'avenant 14 conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces dernières évolutions ayant un impact sur les droits et les obligations des parties dans le projet ;

Considérant que ces modifications concernent certains articles du protocole de base et qu'il y a donc lieu d'approuver un avenant – (ci-joint);

DECIDE :

D'approuver les termes de cet avenant au protocole d'accord avec Beliris (voir document annexe);

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer l'avenant au Protocole d'accord 4.1.41. « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre ».

Heropleving van de Wijken - Sportzaal VroegeGroenten - Protocol 4.1.41 “Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug” - Aanhangsel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2009 tot toekenning van een subsidie van 10.898.662 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug;

Gelet op het BELIRIS-samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en diens aanhangsels, gesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die in verschillende initiatieven voorzien, om de internationale rol en hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat een van zijn initiatieven (4.1.41) betrekking heeft op: de herinrichting van het Sportcomplex 'VroegeGroenten', gelegen Vroegegroeentenstraat 20-22 te Vorst, in het kader van het Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug, waar de Gemeente eigenaar van is en Beliris Bouwheer;

Gelet op zijn beslissing van 24 april 2018 tot goedkeuring van het protocolakkoord 4.1.41 “Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug;

Gelet op het protocolakkoord van 9 augustus 2018 (goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/04/2018) tussen de Staat, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst waarin de rechten en plichten van de verschillende betrokken partijen met het oog op de uitvoering van deze initiatieven worden geregeld;

Overwegende dat het door Beliris gefinancierde bedrag werd herzien in het kader van aanhangsel nr. 14 dat tussen de Belgische federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten;

Overwegende dat het noodzakelijk is rekening te houden met deze laatste evolutie, die een impact heeft voor de rechten en verplichtingen van de bij het project betrokken partijen;

Overwegende dat deze wijzigingen betrekking hebben op bepaalde artikelen van het basisprotocol en dat het derhalve noodzakelijk is een aanhangsel goed te keuren (als bijlage);

BESLIST:

De voorwaarden van het aanhangsel bij het protocolakkoord met Beliris (zie document als bijlage) goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het aanhangsel bij het protocolakkoord 4.1.41 “Wijkcontract VroegeGroenten-Luttrebrug” te ondertekenen.

1 annexe / 1 bijlage

9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine n°4 Avenue du Roi et Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Parc infrastructurel de l’Avant-Senne – Approbation du protocole n° 2.23.1.3 de Beliris – Revu de sa décision du 23 novembre 2021.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu sa décision du 24 avril 2018 :

[...]

D’adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...]

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d’approuver le programme du CQDW ;

Vu sa décision du 22 octobre 2019

D’approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

[...]

Vu le courrier du 11 mars 2020 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la modification programme n°1 du CQDW ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la première modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Considérant que Beliris assure la maîtrise d’ouvrage déléguée des opérations du CRU4 : 1.A.1 *Terrain Van Volxem*, 1.A.2 *Talus SNCB* et 1.A.3 *Basic Fit* ;

Considérant que la commune de Forest assure la maîtrise d’ouvrage de l’opération du CRU4 : 1.E.4 *Excavation des talus Infrabel* ;

Considérant que la commune de Forest assure la maîtrise d’ouvrage de l’opération du CQDW : B.1.1 *Nouvelle centralité* ;

Considérant que les opérations 1.E.4 du CRU4 et B.1.1 du CQDW forment une seule et même opération cofinancée par le CQDW d’une part et le CRU4 d’autre part ;

Considérant qu’il est proposé de déléguer la maîtrise d’ouvrage des études pour cette opération à Beliris ;

Considérant que cette délégation doit être conditionnée à la faisabilité de cette opération notamment quant au respect des délais inhérents aux financements propres et cette opération ;

Vu sa décision du 15 septembre 2020 :

D’approuver le protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris concernant les études des opérations susmentionnées et regroupées sous la terminologie Parc infrastructurel de l’Avant-Senne, conclu entre le SPF Mobilité et Transport – direction Infrastructure de transport – Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 approuvant la deuxième modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 *Avenue du Roi* ;

Considérant que la deuxième modification de programme du Contrat de Rénovation urbaine n°4 induit que le périmètre d’intervention de l’étude peut prendre en compte les terrains adjacents à l’opération 1.A.1 *Terrain Van Volxem* ;

Vu sa décision du 23 novembre 2021 :

D’approuver la proposition de modification du protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris concernant les études des opérations susmentionnées et regroupées sous la terminologie Parc infrastructurel de l’Avant-Senne, conclu entre le SPF Mobilité et Transport – direction Infrastructure de transport – Beliris, la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Considérant que le budget disponible pour financer l’intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l’exception de l’opération 1.C.1. « Chassart » du CRU, indiqué à l’article 5.1 Financement par l’Accord de Coopération Beliris, dans la modification de protocole faisant l’objet sa décision du 23 novembre 2021, est erroné ;

Considérant que ce dernier s’élève à 4.899.589,29 euros TVAC et non 4.893.352,07 euros TVAC ;

Considérant la proposition de modification de l’article 5.1. Financement par l’Accord de Coopération Beliris du protocole n° 2.23.1.3 ci-joint pour intégrer la rectification de ce budget comme suit :

5.1. Financement par l’Accord de Coopération Beliris

Un budget de 4.899.589,29 € TVAC est disponible à l’Accord de Coopération pour pouvoir financer l’intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l’exception de l’opération 1.C.1. « Chassart » du CRU. L’affectation exacte de ce montant sera

déterminée ultérieurement dans le cadre d'un second protocole (voir article 6 ci-dessous).
[...]

DECIDE :

D'approuver la proposition de modification du protocole n° 2.23.1.3 ci-joint, rédigé par Beliris pour intégrer la rectification du budget disponible pour financer l'intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l'exception de l'opération 1.C.1. « Chassart » du CRU, indiqué à l'article 5.1 Financement par l'Accord de Coopération Beliris, comme suit :

5.1. Financement par l'Accord de Coopération Beliris

Un budget de 4.899.589,29 € TVAC est disponible à l'Accord de Coopération pour pouvoir financer l'intervention de Beliris dans le contrat de rénovation urbaine « Avenue du Roi » (études et travaux) à l'exception de l'opération 1.C.1. « Chassart » du CRU. L'affectation exacte de ce montant sera déterminée ultérieurement dans le cadre d'un second protocole (voir article 6 ci-dessous).

[...]

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit protocole.

Heropleving van de Wijken - Stadsvernieuwingscontract nr. 4 Koningslaan en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Infrastructuurpark van de Voorzennel - Wijziging van protocol nr. 2.23.1.3 van Beliris - Herziening van de beslissing van 23 november 2021.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 24 april 2018 om:

[...]

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;

[...];

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de beslissing van 22 oktober 2019

Programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne goed te keuren;

[...];

Gelet op de brief van 11 maart 2020 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCW;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van de eerste programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Overwegende dat Beliris optreedt als gedelegeerd bouwheer van de operaties van het SVC 4: 1.A.1 *Terrein Van Volxem*, 1.A.2 *Talud NMBS* en 1.A.3 *Basic Fit*;

Overwegende dat de Gemeente Vorst optreedt als bouwheer van de operatie van het SVC4: 1.E.4 *Afgraving van*

de taluds Infrabel;

Overwegende dat de Gemeente Vorst optreedt als bouwheer van de operatie van het DWCW: B.1.1 *Nieuwe centraliteit*;

Overwegende dat de operaties 1.E.4 van het SVC4 et B.1.1 van het DWCW één operatie vormen die medegefinancierd wordt door het DWCW enerzijds en het SVC4 anderzijds;

Overwegende dat er wordt voorgesteld het bouwheerschap van de studies voor deze operatie over te dragen aan Beliris;

Overwegende dat deze delegatie afhangt van de haalbaarheid van de operatie op het vlak van de naleving van de termijnen inherent aan de eigen financiering en deze operatie;

Gelet op de beslissing van 15 september 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, opgemaakt door Beliris betreffende de studies van de bovenvermelde operaties en gegroepeerd onder de terminologie Infrastructuurpark van de Voorzenne, afgesloten tussen de FOD Mobiliteit en Vervoer - Directie Vervoerinfrastructuur, Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 tot goedkeuring van de tweede programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan*;

Overwegende dat de tweede programmawijziging van Stadsvernieuwingscontract nr. 4 *Koningslaan* tot gevolg heeft dat het interventiegebied van de studie rekening kan houden met de gronden die grenzen aan de operatie 1.A.1 *Terrein Van Volxem*;

Gelet op de beslissing van 23 november 2021 om:

Goedkeuring te verlenen aan het voorstel tot wijziging van protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, opgemaakt door Beliris betreffende de studies van de bovenvermelde operaties en gegroepeerd onder de terminologie Infrastructuurpark van de Voorzenne, afgesloten tussen de FOD Mobiliteit en Vervoer - Directie Vervoerinfrastructuur, Beliris, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

Overwegende dat het budget dat beschikbaar is voor de financiering van de interventie van Beliris in het kader van het stadsvernieuwingscontract “*Koningslaan*” (studies en werken), met uitzondering van operatie 1.C.1 *Chassart*” van het SVC, vermeld in artikel 5.1 Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris, in de wijziging van het protocol die het voorwerp uitmaakt van zijn beslissing van 23 november 2021, foutief is;

Overwegende dat deze laatste 4.899.589,29 euro incl. btw bedraagt en niet 4.893.352,07 euro incl. btw;

Overwegende de voorgestelde wijziging van artikel 5.1. Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris van protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, om de correctie van deze begroting als volgt op te nemen:

5.1. Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris

Een budget van € 4.899.589,29 incl. btw is beschikbaar bij het Samenwerkingsakkoord met het oog op de interventie van Beliris in het kader van stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken) met uitzondering van operatie 1.C.1. “Chassart” van het SVC. De exacte aanwending van dit bedrag zal later worden vastgesteld in het kader van een tweede protocol (zie artikel 6 infra).

[...]

BESLIST:

De voorgestelde wijziging van protocol nr. 2.23.1.3, als bijlage, opgesteld door Beliris, goed te keuren, om de correctie op te nemen van het budget dat beschikbaar is voor de financiering van de interventie van Beliris in het kader van het stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken), met uitzondering van operatie 1.C.1 “Chassart” van het SVC, vermeld in artikel 5.1 Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris, als volgt:

5.1. Financiering door het samenwerkingsakkoord Beliris

Een budget van € 4.899.589,29 incl. btw is beschikbaar bij het Samenwerkingsakkoord met het oog op de interventie van Beliris in het kader van stadsvernieuwingscontract “Koningslaan” (studies en werken) met uitzondering van operatie 1.C.1. “Chassart” van het SVC. De exacte aanwending van dit bedrag zal later worden vastgesteld in het kader van een tweede protocol (zie artikel 6 infra).

[...]

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld protocolakkoord te ondertekenen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

- 10 **Affaires communautaires - Bibliothèque francophone - Marchés publics de « Tapis d’animation », « Jouets pour la ludothèque », « Serre-livres pour la bibliothèque », « Jeux et jouets (assemblage, construction, extérieur, sportifs) pour la ludothèque », « Jeux de rôles pour la ludothèque », « Jeux de société pour la ludothèque », « Jeux de société (inventaire n°2) pour la ludothèque » - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l’article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 234, § 3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition d’un tapis d’animation pour la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Tapis d’animation » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 150,00 € hors TVA ou 181,50 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de jouets pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.395,29 € hors TVA ou 1.688,30 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de serre-livres pour la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Serre-livres pour la bibliothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 864,50 € hors TVA ou 1.046,60 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux et jouets d'assemblage, de construction, d'extérieur, sportifs pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux et jouets (assemblage, construction, extérieur, sportifs) pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 859,79 € hors TVA ou 1.040,32 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de rôles pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de rôles pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 296,14 € hors TVA ou 374,85 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux de société pour la ludothèque de la bibliothèque francophone ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 750,50 € hors TVA ou 950,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société (inventaire n°2) pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 487,61 € hors TVA ou 590,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. décision du 09 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Tapis d'animation » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 150,00 € hors TVA ou

- 181,50 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
2. décision du 18 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jouets pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.395,29 € hors TVA ou 1.688,30 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
 3. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Serre-livres pour la bibliothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 864,50 € hors TVA ou 1.046,60 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
 4. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux et jouets (assemblage, construction, extérieur, sportifs) pour la ludothèque» en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 859,79 € hors TVA ou 1.040,32 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
 5. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de rôles pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 296,14 € hors TVA ou 374,85 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
 6. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 750,50 € hors TVA ou 950,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).
 7. décision du 25 novembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux de société (inventaire n°2) pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 487,61 € hors TVA ou 590,00 €, 21% TVA comprise (financement par emprunt).

Gemeenschapszaken - Franstalige bibliotheek - Overheidsopdrachten voor “Tapijt voor animaties”, “Speelgoed voor de ludotheek”, “Boekensteunen voor de bibliotheek”, “Spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) voor de ludotheek”, “Rollenspellen voor de ludotheek”, “Gezelschapspellen voor de ludotheek”, “Gezelschapspellen voor de ludotheek (inventaris nr. 2)”- Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was om tapijt voor animaties aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Tapijt voor animaties” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 150,00 € excl. btw of 181,50 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om speelgoed aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.395,29 € excl. btw of 1.688,30 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om boekensteunen voor de bibliotheek aan te kopen voor de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Boekensteunen voor de bibliotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 864,50 € excl. btw of 1.046,60 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 859,79 € excl. btw of 1.040,32 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om rollenspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Rollenspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 296,14 € excl. btw of 374,85 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Overwegende dat het noodzakelijk was om gezelschapspellen aan te kopen voor de ludotheek van de Franstalige bibliotheek;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 750,50 € excl. btw of 950,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek (inventaris nr. 2)” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 487,61 € excl. btw of 590,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. beslissing van 9 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Tapijt voor animaties” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 150,00 € excl. btw of 181,50 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
2. beslissing van 18 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Speelgoed voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.395,29 € excl. btw of 1.688,30 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
3. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Boekensteunen voor de bibliotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 864,50 € excl. btw of 1.046,60 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
4. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Spellen en speelgoed (assemblage-, constructie-, buiten- en sportspeelgoed) voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 859,79 € excl. btw of 1.040,32 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
5. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Rollenspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 296,14 € excl. btw of 374,85 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
6. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 750,50 € excl. btw of 950,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).
7. beslissing van 25 november 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Gezelschapspellen voor de ludotheek (inventaris nr. 2)” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 487,61 € excl. btw of 590,00 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening).

11 **Affaires communautaires - Bibliothèque francophone - Marché public de « Jeux pédagogiques pour la ludothèque » - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, §3 de la Nouvelle loi communale habilitant le Collège à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil est informé de la décision du Collège lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux pédagogiques à destination d'un public d'apprenants en alphabétisation et d'un public « français langue étrangère » pour la ludothèque de la bibliothèque francophone (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège du 2 décembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux pédagogiques pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.107,65 € hors TVA ou 1.340,26 € 21% TVA comprise (financement par emprunt) ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications

ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège du 2 décembre 2021 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet « Jeux pédagogiques pour la ludothèque » en tant que marché public de faible montant, au montant estimé de 1.107,65 € hors TVA ou 1.340,26 € 21% TVA comprise (financement par emprunt).

Gemeenschapszaken - Franstalige bibliotheek - Overheidsopdracht voor “Educatieve spellen voor de ludothek” - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht - Toepassing artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet dat het College machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat verduidelijkt dat in dat geval de Raad op de eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College ;

Overwegende dat het noodzakelijk was om educatieve spellen voor een publiek van geletterdheidsleerlingen en een publiek "Frans als vreemde taal" aan te kopen voor de ludothek van de Franstalige bibliotheek (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van 2 december 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Educatieve spellen voor de ludothek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.107,65 € excl. btw of 1.340,26 €, 21% btw inbegrepen (financiering door een lening);

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College op 2 december 2021 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Educatieve spellen voor de ludothek” als overheidsopdracht van beperkte waarde, voor het geraamde bedrag van 1.107,65 € excl. btw of 1.340,26 €, 21% btw inbegrepen

(financiering door een lening).

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

12 Informatique – Acquisition de matériel informatique via la Convention de mandat avec le CIRB – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition du matériel informatique suivant pour l'hôtel communal et sa future intégration dans le parc informatique communal :

2	HP DL380 -6231 1P 32 G NC 8SFF SVR	9.036,00 €
TOTAL		9.036,00 €
TOTAL +TVA		10.935,00 €

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09/11/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 9.036,00 € hors TVA (10.935,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt) ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins 09/11/2021 de désigner, sur base de la Convention de mandat entre le CIRB et l'Administration communale, le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique pour un montant estimé à 9.036,00 € hors TVA (10.935,00 €, 21% TVAC) et d'inscrire la dépense à l'article budgétaire 139/742-53/- /15 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par emprunt).

Informatica – Aankoop van informaticamateriaal via de mandaatovereenkomst met het CIBG – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseerd dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk is het volgende informaticamateriaal aan te kopen voor het gemeentehuis en zijn toekomstige integratie in het gemeentelijk informaticapark:

Hoeveelheid		Prijs x hoeveelheid
2	HP DL380 -6231 1P 32 G NC 8SFF SVR	9.036,00 €
TOTAAL		9.036,00 €
TOTAAL +BTW		10.935,00 €

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/11/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 9.036,00 € excl. btw (10.935,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/- /15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door lening);

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/11/2021 om, op basis van de mandaatovereenkomst tussen het CIBG en het Gemeentebestuur, het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informaticamateriaal voor een geraamd bedrag van 9.036,00 € excl. btw (10.935,00 €, incl. 21% btw) en de uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 139/742-53/- /15 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door lening).

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

13 Finances – F.R.B.R.T.C. – Convention de prêts pour investissements 2022 – Rénovation de l’Hôtel communal, aménagement des combles.

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 08 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésorerie Communales telle que modifiée par l’ordonnance du 24 novembre 2011 et par l’arrêté du 25 juin 2020 ;

Vu le courrier du 07 décembre 2021 reçu de la Région de Bruxelles-Capitale confirmant la convention de prêt d’un montant de **2.083.033 €**, remboursable en 20 ans, entre la commune de Forest et la Région de Bruxelles-Capitale pour le projet : **Rénovation de l’Hôtel communal, aménagement des combles**;

DECIDE,

D’adopter les termes de la présente convention de prêt d’un montant de **2.083.033 €**, remboursable en 20 ans, entre la commune et le F.R.B.R.T.C. destiné à financer le projet suivant : **Rénovation de l’Hôtel communal, aménagement des combles**, ci – annexée ;

De s’engager à ne pas aliéner ni modifier l’affectation des biens financés par le prêt pendant la durée de celui-ci sans autorisation préalable du Fonds, conformément à l’article 7 de la présente convention ;

De soumettre au Fonds, conformément à l’article 5 de la présente convention :

- Jusqu’à la réalisation complète de l’investissement, un rapport annuel sur l’état d’avancement de la réalisation de l’investissement couvert par le prêt octroyé. Ce rapport sera transmis chaque année pour le 30 juin au plus tard.

- Dans un délai de 180 jours à dater de la réception provisoire ou de l'acte d'achat, le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé. A ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives.

D'autoriser un représentant du Fonds à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation du prêt octroyé, conformément à l'article 6 de la convention.

Financiën - BGHGT - Overeenkomst betreffende leningen voor investeringen 2022 – Gemeentehuis Vorst – Verbouwing van de zolder;

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en door het besluit van 25 juni 2020;

Gelet op de brief van 07 december 2021 ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter bevestiging van de overeenkomst betreffende de lening van een bedrag van 2.083.033 €, terugbetaalbaar in 20 jaar, tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor het project: Gemeentehuis Vorst – Verbouwing van de zolder;

BESLIST,

De onderhavige overeenkomst goed te keuren betreffende de lening van een bedrag van 2.083.033 €, terugbetaalbaar in 20 jaar, tussen de gemeente en het BGHGT, voor de financiering van het volgende project: Gemeentehuis Vorst – Verbouwing van de zolder, als bijlage;

Zich ertoe te verbinden de door de lening gefinancierde goederen gedurende de looptijd ervan zonder de voorafgaande toelating van het Fonds niet te vervreemden en evenmin de bestemming ervan te wijzigen, overeenkomstig artikel 7 van de overeenkomst;

Aan het Fonds, overeenkomstig artikel 5 van onderhavige overeenkomst, het volgende voor te leggen:

- Tot de volledige verwezenlijking van de investering, een jaarverslag betreffende de vordering van de verwezenlijking van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening. Dit verslag moet elk jaar uiterlijk op 30 juni ingediend worden.
- Binnen een termijn van 180 dagen te rekenen vanaf de voorlopige oplevering of de aankoopakte, de afrekening van alle betalingen die met de toegekende lening verricht werden. Bij deze afrekening worden alle bewijsstukken gevoegd.

Een vertegenwoordiger van het Fonds toelating te geven om op stukken en ter plaatse iedere mogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening, overeenkomstig artikel 6 van de overeenkomst.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Comptabilité - Boekhouding

14 Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Compte 2020.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2020 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	32.100,00 €	21.128,12 €	53.228,12 €
DEPENSES	29.665,19 €	-	29.665,19 €

EXCEDENT : 23.562,93 €

Considérant qu'aucune demande d'intervention financière n'est demandée par la Communauté israélite libérale Beth Hillel et que les documents sont remis uniquement afin de continuer à bénéficier de l'indemnité de logement du ministre du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2020 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Rekening 2020.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2020 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	32.100,00 €	21.128,12 €	53.228,12 €
UITGAVEN	29.665,19 €	-	29.665,19 €

OVERSCHOT : 23.562,93 €

Overwegende dat er geen enkele financiële tussenkomst wordt gevraagd door de Israëlitische liberale gemeenschap Beth Hillel en dat de documenten enkel overgemaakt worden om de huisvestingsvergoeding van de bedienaar van de eredienst te kunnen blijven genieten;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2020 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

15 **Finances - Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur - Compte 2020**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	28.361,52 €	35.848,85 €	64.210,37 €
DEPENSES	47.506,79 €	1.282,90 €	48.789,69 €

EXCEDENT : 15.420,68 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Uccle, siège de l'église ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Financiën – Kerkfabriek van het Heilig Hart - Rekening 2020

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2020 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	28.361,52 €	35.848,85 €	64.210,37 €
UITGAVEN	47.506,79 €	1.282,90 €	48.789,69 €

OVERSCHOT: 15.420,68 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Ukkel, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2020 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart.

1 annexe / 1 bijlage

16 Finances - Fabrique de l'Eglise du Sacré-Coeur - Budget 2022.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	31.187,40 €	13.575,10 €	44.762,50 €
DEPENSES	44.762,50 €	-	44.762,50 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 8.152,40 € pour les frais ordinaires du culte et de 12.982,50 € au service ordinaire (article D 27), le montant de 12.982,50 € correspond au coût d'entretien et réparation de l'église ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $8.152,40 \text{ €} \times 13,24 \% = 1.079,38 \text{ €}$ au service ordinaire du culte et $12.982,50 \text{ €} \times 13,24 \% = 1.718,88 \text{ €}$ au service ordinaire ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2022 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Financiën - Kerkfabriek Heilig Hart - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Kerkfabriek Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	31.187,40 €	13.575,10 €	44.762,50 €
UITGAVEN	44.762,50 €	-	44.762,50 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 8.152,40 € voor gewone kosten van eredienst en 12.982,50 € voor gewone erediensten (artikel D 27), het bedrag van 12.982,50 € komt overeen met de kosten van onderhoud en reparatie van de kerk;

Het aandeel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $8.152,40 \text{ €} \times 13,24\% = 1.079,38 \text{ €}$ voor gewone dienst en $12.982,50 \text{ €} \times 13,24\% = 1.718,88 \text{ €}$ voor gewone dienst;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Kerkfabriek Heilig Hart.

1 annexe / 1 bijlage

17 **Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Budget 2022.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2022 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	32.100,00 €	-	32.100,00 €
DEPENSES	30.077,76 €	-	30.077,76 €

EXCEDENT : 2.022,24 €

Ce résultat budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2022, afin que celui-ci reste en équilibre.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Begroting 2022.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2022 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	32.100,00 €	-	32.100,00 €
UITGAVEN	30.077,76 €	-	30.077,76 €

OVERSCHOT: 2.022,24 €

Dit begrotingsresultaat wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2022 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2022, opdat deze in evenwicht blijft.

1 annexe / 1 bijlage

Taxes - Belastingen

18 Finances - Taxes sur les surfaces de bureaux - Règlement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution,

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les surfaces de bureaux, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des bureaux ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les immeubles qui accueillent les bureaux est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces bureaux dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces de bureaux des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité

contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les surfaces de bureaux :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur les surfaces de bureaux. Cette taxe a pour base la surface brute hors sol de bureaux.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Bureaux :

Tout espace muni d'un équipement et/ou mobilier adéquat, dans lequel est susceptible d'être traitée l'information au sens large (textes, rapports, études, conférences, données comptables, brevets, son, image,...) quel que soit son support (documents, fichiers informatiques, échantillons, prototypes,...).

Surface hors sols :

La surface à partir du rez-de-chaussée.

Surface brute :

La surface occupée par la personne physique ou morale en ce compris des surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférences, locaux de rangement et d'archivage, réfectoires, sanitaires, étages techniques,...), les parties communes et les surfaces accessibles au public, à l'exclusion des surfaces de parking.

La surface brute se calcule en additionnant la totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 m dans des locaux qui ne sont pas sous le niveau du sol. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs et façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs ni par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs.

Article 3 :

Le taux de la taxe sur les surfaces de bureaux est fixé à 15,52 € € par m² pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
15,83 €	16,14 €	16,46 €

Article 4

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les bureaux.

Est solidairement tenus, le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur l'immeuble qui accueille les bureaux.

Article 5

En cas de cessation ou de début d'occupation des surfaces de bureaux en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'occupation.

Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé est compté pour un mois entier.

Article 6

Sont exonérés du paiement de la taxe :

Les premiers 74 m² de la surface totale de bureaux.

Les surfaces occupées par les personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

Les surfaces servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou aux œuvres de bienfaisance.

Article 7

Lorsque l'administration communale constate l'existence de surfaces de bureaux, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** .

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au Service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration au plus tard pour le 31 décembre de l'année en cours.

Article 8

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 7 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe conformément à l'article 7 des dispositions légales en vigueur relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales;

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9

Toute modification de la base imposable ou toute création de bureaux (par construction ou changement d'affectation) doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

Article 10

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op de kantooroppervlakten - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de kantooroppervlakten, goedgekeurd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor kantoorgebruik.

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de gebouwen waarin de kantoren zijn gevestigd, gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze kantoren waarvan ze het gebruik mogelijk maken.

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de kantooroppervlakten van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de kantooroppervlakten gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de kantooroppervlakten als volgt *te wijzigen*:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op de kantooroppervlakten. Deze belasting heeft als basis de bruto bovengrondse oppervlakte.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

Kantoren:

Elke ruimte die beschikt over een aangepaste uitrusting en/of meubilair, waar informatie in de brede zin kan verwerkt worden (teksten, verslagen, studies, conferenties, boekhoudkundige gegevens, brevetten, geluid, beeld,

...) op eender welke informatiedrager (documenten, informaticabestanden, stalen, prototypen, ...).

Bovengrondse oppervlakte :

De oppervlakte vanaf de gelijkvloerse verdieping.

Bruto-oppervlakte :

De oppervlakte betrokken door de natuurlijke persoon of rechtspersoon, met inbegrip van de onrechtstreeks benutte oppervlakken (doorgangs- en ontvangstruimten, conferentiezalen, opslagplaatsen en archieven, eetzaal, sanitair, technische verdiepingen, ...), de gemeenschappelijke delen en de oppervlakken toegankelijk voor het publiek, met uitzondering van de parking.

De bruto bovengrondse oppervlakte wordt berekend door de som te maken van alle overdekte vloeroppervlakten die een vrije hoogte bieden van minstens 2,20 m in lokalen die niet onder het niveau van de grond liggen. De afmetingen van de vloeren worden gemeten aan de onbeklede buitenzijde van de gevels. Hier gaat men er dan van uit dat de vloeren doorlopen en houdt men geen rekening met de onderbrekingen erin door wanden en binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liftkooien.

Artikel 3:

Het tarief van de belasting op de kantooroppervlakten wordt vastgesteld op 15,52 € per m² voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
15,83 €	16,14 €	16,46 €

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die de kantoren betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op het gebouw dat de kantoren onderdak biedt.

Artikel 5

In geval van overdracht of van begin van bezetting van de kantooroppervlakten in de loop van het dienstjaar wordt de belasting gevestigd op basis van het aantal maanden dat de oppervlakten effectief betrokken waren.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt iedere aangevatte maand voor een gehele maand gerekend.

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld :

De eerste 74 m² van de totale kantooroppervlakte.

De oppervlakten gebruikt door publiekrechtelijke personen, met uitzondering evenwel van de oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevende of commerciële doeleinden;

De oppervlakten die gebruikt worden voor erediensten, onderwijsinstellingen, hospitalen, ziekenhuizen, consultatiebureaus of werken van liefdadigheid.

Artikel 7

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van kantooroppervlakten vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.**

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de Dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur ten laatste tegen 31 december van het lopende jaar.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 7 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform artikel 7 van de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 9

Elke wijziging aan de belastbare grondslag of elke oprichting van kantoren (door nieuwbouw of wijziging van bestemming) moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

Artikel 10

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

19 **Finances - Taxe sur les magasins de nuit - Règlement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les magasins de nuit, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les magasins de nuit requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que les magasins de nuit établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxé sur les magasins de nuit comme suit :

Article 1 : Définition.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit un magasin qui vend des produits d'alimentation et d'entretien, ouvert entre 21h et 7h, inscrit au registre de commerce sous la rubrique « vente de produits d'alimentation et d'entretien ».

Article 2 : Assiette de la taxe.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la commune.

Article 3 : Taux d'imposition.

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 12.500,00 euros et redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit situé sur le territoire de la commune. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle s'élève à 1.656,16 € par magasin de nuit pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
1.689,28 €	1.723,06 €	1.757,52 €

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4 : Redevables.

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 5 : Déclaration.

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Ils sont tenus de faciliter le contrôle éventuel de leur déclaration.

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire de déclaration qui devra être complété,

dûment signé et renvoyé *dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*.

A défaut d'une déclaration, en cas d'une déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit.

Si, pour une raison quelconque, les redevables n'ont pas encore été touchés par le recensement, ils sont tenus d'informer l'administration communale de leur propre initiative.

A défaut de déclaration, en cas d'insuffisance de celle-ci et pour les entreprises dont la conformité avec le permis requis n'est pas établie, l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Article 6 : Indemnité.

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des bourgmestres et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7 : Changement ou fermeture.

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8 : Perception.

Le présent impôt sera perçu par voie de rôle. La taxe devra être payée endéans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de déclaration, en cas d'insuffisance de celle-ci et pour les entreprises dont la conformité avec le permis requis n'est pas établie, l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Article 9 : Contestation.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestres et échevins.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les trois mois de la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;

- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Financiën - Belasting op de nachtwinkels - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de nachtwinkels, gestemd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de nachtwinkels bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de nachtwinkels gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de nachtwinkels als volgt te wijzigen:

Artikel 1: Definitie.

Voor de toepassing van het huidige reglement moet er onder nachtwinkel verstaan worden, een winkel waar algemene voedingswaren en huishoudartikelen worden verkocht, die tussen 21u en 7u open is en ingeschreven is in het handelsregister onder de rubriek “verkoop van algemene voedingsmiddelen en huishoudartikelen”.

Artikel 2: Grondslag van de belasting.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een openingsbelasting en een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3: Belastingtarief.

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 12.500,00 € en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel op het grondgebied van de gemeente. Elke wijziging van uitbating wordt beschouwd als een nieuwe handelsactiviteit. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

Het tarief van de jaarlijkse belasting bedraagt 1.656,16 € per nachtwinkel voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
1.689,28 €	1.723,06 €	1.757,52 €

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het ganse burgerlijke jaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van de uitbating in het jaar van de incohiering.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de incohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van het huidige belastingreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting om gelijk welke reden dan ook toegestaan.

Artikel 4: Belastingplichtigen.

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de zaak. De eigenaar van het pand of het deel van het pand

waar de zaak zich bevindt, is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 5: Aangifte.

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan evenals de eigenaar van het pand zijn verplicht aangifte te doen van elke economische activiteit bij de gemeentelijke overheid voordat deze activiteit gestart wordt. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen aan de gemeentelijke overheid bij de eerste aanvraag. Ze zijn verplicht de eventuele controle van hun aangifte mogelijk te maken.

Teneinde de belasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar alle bedrijven in uitbating waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving vastgesteld is, een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgelegde periode dient te worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.**

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. Dit zal geschieden door een beëdigde ambtenaar. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met de vaststelling van opening van een nachtwinkel.

Indien, om welke reden dan ook, de belastingplichtigen geen aangifteformulier ontvangen hebben, moeten zij op eigen initiatief het gemeentebestuur inlichten.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de vereiste vergunningen niet is vastgesteld, wordt de belasting van ambtswege gevestigd op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Artikel 6: Schadeloosstelling.

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 119bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7: Wijziging of stopzetting.

Elke wijziging of stopzetting van de economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8: Inning.

De genoemde belasting zal via een kohier ingevorderd worden. De belasting dient binnen de twee maanden na het versturen van het uittreksel betaald te worden.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid hiervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de vereiste vergunningen niet is vastgesteld, wordt de belasting van ambtswege geheven op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Artikel 9: Geschillen.

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid schriftelijk ingediend worden en moet op straffe van verval binnen de drie maanden na de verzenddatum van het aanslagbiljet. Het moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- de namen, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige voor wie de belasting werd opgemaakt.
- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les enseignes et réclames, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les commerçants apposant des enseignes et / ou réclames sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur les enseignes et réclames :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe communale sur :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;
- les cordons lumineux.

Est réputée enseigne toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître le commerce ou l'industrie qui s'exploitent en un lieu donné, la profession qui s'y exerce ou les opérations qui s'y effectuent.

Est réputée réclame toute indication visible de la voie publique et ayant pour but de faire connaître les produits ou les services qui sont en vente en un lieu donné.

Article 2.

Pour être imposables, il faut, en outre, que ces dispositifs soient exposés au regard du public du fait qu'ils se trouvent :

- 1) à l'extérieur des immeubles, tant à front de voie publique que dans les galeries ou passages couverts ou non, publics ou privés, les parkings ou sur le toit;
- 2) à l'intérieur des immeubles, dans les vitrines ou porches, soit encore derrière les vitres des fenêtres ou des portes.

Article 3.

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

- les enseignes et réclames appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- l'inscription du nom du commerçant et de son numéro de registre de commerce, ainsi que toute autre mention prescrite par les lois et règlements, pour autant que cette inscription n'excède pas une surface de dix décimètres carrés.

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de l'installation ou du retrait:

- pour les enseignes : par la personne physique ou morale qui exerce ou fait exercer la profession, l'industrie ou le commerce auquel se rapporte l'enseigne donnant lieu à la taxation;
- pour les réclames : par le propriétaire de la réclame.

Article 5.

Le taux de la taxe est fixé à 0,18 € le dm² ou fraction de dm², avec un minimum de 16,00 € pour :

- les enseignes lumineuses, éclairées ou projetées;
- les enseignes non lumineuses;
- les réclames lumineuses, éclairées ou projetées;
- les réclames non lumineuses;

et à 1,75 € par mètre courant ou fraction de mètre courant, avec un minimum de 16,00 € pour les cordons lumineux qui ne font pas corps avec l'enseigne ou avec la réclame.

Article 6.

La surface imposable est calculée comme suit :

- si l'enseigne ou la réclame présente une seule face : en fonction des dimensions du dispositif qui contient l'enseigne ou la réclame et, s'il s'agit d'une figure géométrique irrégulière, en fonction de celles de la figure géométrique régulière la plus petite dans laquelle le dispositif est susceptible d'être inscrit;
- si l'enseigne ou la réclame présente plusieurs faces : en fonction de la surface totale de toutes les faces visibles simultanément ou successivement;
- si l'enseigne ou la réclame est constituée elle-même par un volume, la surface de ce dernier est forfaitairement censée être le double du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur, le résultat étant exprimé en mesure de surface;
- si le dispositif permet la présentation ou la projection successive de plusieurs textes ou images : autant de fois la surface qu'il existe de représentations ou de projections différentes.

Article 7.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'enseignes et réclames, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***.

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale.

Article 8.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 7 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9.

Les personnes qui feront usage d'enseignes ou de réclames devront en faire la déclaration dans la quinzaine qui suit l'installation.

Tout changement apporté à une enseigne ou à une réclame doit être notifié à l'administration communale (service des taxes) dans les quinze jours.

Article 10.

La vérification du mesurage d'une enseigne ou d'une réclame se fera le cas échéant par un agent communal qualifié.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 11.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Financiën - Belasting op de uithang- en reclameborden - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uithang- en reclameborden, goedgekeurd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de handelaars die uithang- en reclameborden plaatsen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken

waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de uithang- en reclameborden te hernieuwen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een gemeentebelasting gevestigd op:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;
- de neonbuisverlichtingen.

Onder uithangbord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de handel of industrie die op een bepaalde plaats uitgebaat wordt, het beroep dat er uitgeoefend wordt of de verrichtingen die er gedaan worden.

Onder reclamebord dient te worden verstaan elke aanduiding zichtbaar van op de openbare weg en met als doel de aandacht te vestigen op de producten of diensten die te koop worden aangeboden op een bepaalde plaats.

Artikel 2 .

Om belastbaar te zijn moeten deze voorzieningen daarenboven in het zicht van het publiek staan door het feit dat ze zich bevinden:

- 1) buiten de gebouwen, zowel zichtbaar van op de openbare weg als in de al dan niet overdekte galerijen of doorgangen, openbaar of privaat, parkings of op het dak;
- 2) binnen de gebouwen, in de uitstalramen of overdekte ingangen, hetzij achter de ruiten van vensters of deuren.

Artikel 3 .

Geven geen aanleiding tot de heffing van de belasting:

- de uithang- en reclameborden die toebehoren aan publiekrechtelijke rechtspersonen, aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut;
- de vermelding van de naam van de handelaar en van zijn handelsregisternummer, alsook elke andere vermelding opgelegd door de wetten of de reglementen, voor zover dit opschrift geen oppervlakte beslaat van meer dan tien vierkante decimeter.

Artikel 4 .

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing of van wegneming:

- voor de uithangborden: door de natuurlijke of rechtspersoon die het beroep, de industrie of de handel uitoefent of laat uitoefenen waarop het belastbare uithangbord betrekking heeft;
- voor de reclameborden: door de eigenaar van het reclamebord.

Artikel 5

Het belastingtarief is vastgesteld op 0,18 € per dm² of deel van een dm², met een minimum van 16,00 € voor:

- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte uithangborden;
- de niet-lichtgevende uithangborden;
- de lichtgevende, verlichte of door middel van projectie verlichte reclameborden;
- de niet-lichtgevende reclameborden;

en op 1,75 € per lopende meter of deel van een lopende meter, met een minimum van 16,00 € voor de neonbuisverlichtingen die geen geheel vormen met het uithangbord of met het reclamebord.

Artikel 6.

De belastbare oppervlakte wordt als volgt berekend:

- indien het uithang- of reclamebord één zichtbare zijde bevat: in functie van de afmetingen van de armatuur die het uithang- of het reclamebord bevat en, indien het gaat om een onregelmatige geometrische figuur, in functie van de afmetingen van de kleinste regelmatige geometrische figuur waarin de voorziening zou kunnen ingeschreven worden;
- indien het uithang- of reclamebord meerdere zichtbare zijden bevat: in functie van de totale oppervlakte van alle terzelfdertijd of opeenvolgende zichtbare zijden;
- indien het uithang- of reclamebord een volume vormt, wordt de oppervlakte van deze laatste forfaitair geacht gelijk te zijn aan het dubbele van het product van de hoogte en zijn grootste breedte; het resultaat wordt uitgedrukt in oppervlaktematen;
- indien de voorziening achtereenvolgens verschillende voorstellingen of projecties van teksten of beelden mogelijk maakt: zoveel keer de oppervlakte als er verschillende voorstellingen of projecties zijn.

Artikel 7.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uithang- en reclameborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 8.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 7 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 9.

De personen die gebruik maken van uithang- en reclameborden moeten hiervan aangifte doen binnen de vijftien dagen na de ingebruikname.

Elke verandering aangebracht aan een uithang- of reclamebord moet binnen de vijftien dagen aan het gemeentebestuur (dienst der gemeentebelastingen) kenbaar gemaakt worden.

Artikel 10.

De juistheid van de opmeting van een uithang- of reclamebord zal in voorkomend geval gecontroleerd worden door een gemeentelijk bevoegd ambtenaar.

In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

Artikel 11 .

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

21 **Finances - Taxe sur les résidences secondaires - Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les résidences secondaires, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des résidences secondaires ;

Considérant que les personnes jouissant d'une résidence secondaire sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux;

DECIDE :

De modifier le règlement taxe sur les résidences secondaires comme suit :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe sur les secondes résidences.

Article 2

Le taux de la taxe sur les résidences secondaires est fixé à 2.601 € par résidence pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
2.653,02 €	2.706,08 €	2.760,20 €

Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui qui est affecté à la résidence principale, dont les usagers ne sont pas inscrits au registre de la population à titre de résidence habituelle et dont ils peuvent disposer à tout moment contre paiement ou non, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou de bénéficiaire d'une permission d'usage à titre gratuit.

Article 3

Sont redevables de la taxe, les personnes non inscrites au registre de la population ou des étrangers de la Commune de Forest qui réunissent, en outre, une ou plusieurs des conditions ci-après :

1. Etre propriétaire à Forest d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre secondaire ou de pied à terre.
2. Avoir loué au moins à Forest, à l'usage de seconde résidence ou de pied à terre, un logement meublé ou non par le propriétaire.
3. Exercer à Forest une activité commerciale ou une profession libérale et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

Ne sont pas redevables de la taxe :

1. Les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein, pour autant qu'ils justifient de leur qualité.
2. Les personnes qui se font inscrire aux registres de la population ou des étrangers de la commune de Forest au cours de l'exercice d'imposition.

Article 4

Lorsque l'Administration communale constate l'existence d'une seconde résidence, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***.

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'Administration communale les éléments nécessaires à la taxation, dans le mois de l'affectation à l'usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation et au plus tard, avant le 31 décembre de l'exercice en cours.

Le formulaire de déclaration signé vaut jusqu'à révocation adressé au service des taxes.

Article 5

En cas d'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe conformément à l'article 7 des dispositions légales en vigueur relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales;

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recouvrement à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt qui est dû.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 6

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op de tweede verblijfplaatsen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen, gestemd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten, ingenomen door tweede verblijfplaatsen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de personen die een tweede verblijfplaats bezitten op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de tweede verblijfplaatsen als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op de tweede verblijfplaatsen.

Artikel 2

Het tarief van de belasting op de tweede verblijfplaatsen wordt vastgesteld op 2.601 € per verblijfplaats voor het

jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
2.653,02 €	2.706,08 €	2.760,20 €

Onder tweede verblijfplaats dient te worden verstaan, iedere private woning, buiten diegene die bestemd is als hoofdverblijfplaats, waarvan de gebruikers niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister als gewoonlyke verblijfplaats en waarover ze te allen tijde kunnen beschikken, al dan niet tegen betaling, en dit in de hoedanigheid van eigenaar, van huurder of van begunstigde van een toelating voor kosteloos gebruik.

Artikel 3

Zijn de belasting verschuldigd, de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de Gemeente Vorst, en die bovendien aan één of meerdere onderstaande voorwaarden voldoen:

1. Eigenaar zijn te Vorst van eender welke privéwoning en zich het gebruik ervan voorbehouden als tweede verblijfplaats of als optrekje.
2. Minstens een door de eigenaar al dan niet gemeubelde woning te hebben gehuurd in Vorst, gebruikt als tweede verblijfplaats of als optrekje.
3. Te Vorst een handelsactiviteit of een vrij beroep uitoefenen, en er over een privéwoning beschikken, naast de lokalen bestemd voor de uitoefening van deze beroepsactiviteit.

Zijn de belasting niet verschuldigd:

1. De studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen en voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen.
2. De personen die zich laten inschrijven in de bevolkingsregisters of in het vreemdelingenregister van de gemeente Vorst tijdens het belastbare dienstjaar.

Artikel 4

Wanneer het Gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijfplaats vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

De betrokkenen die niet uitgenodigd zouden zijn om een aangifteformulier in te vullen, zijn er echter toe gehouden om de elementen nodig voor de belastingheffing spontaan mee te delen aan het Gemeentebestuur, in de maand die volgt op de bestemming tot het gebruik als tweede verblijfplaats, van het verwerven van de eigendom of van het gebruik en ten laatste, voor 31 december van het lopende dienstjaar.

Het ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

Artikel 5

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform artikel 7 van de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 6

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

22 **Finances - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Règlement – Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les établissements bancaires et assimilés, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune.

Considérant que le taux de la taxe sur les établissement bancaires et assimilés est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissement bancaires et assimilés établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des établissements bancaires et assimilés ;

DECIDE :

de renouveler le règlement-taxe sur les établissements bancaires et assimilés :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025, une taxe sur les établissements bancaires et assimilés ayant, sur le territoire de la commune, des locaux accessibles au public. Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissements bancaires et assimilés", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 2.

La taxe est due par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement est exploité.

Article 3.

La taxe est fixée à 5.000,00 € par agence. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'établissement.

Article 4.

Seront exonérés de la taxe les établissements n'occupant qu'une personne.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un établissement bancaire et assimilé, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** . La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière

de taxe sur les revenus.

Belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Reglement – Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente.

Overwegende dat het tarief van de belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen.

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de bewoonbare ruimten ingenomen door bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen hadden kunnen bezetten;

BESLIST:

Het belastingreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de bankinstellingen en dergelijke die op

het grondgebied van de gemeente lokalen hebben die toegankelijk zijn voor het publiek. Onder "bankinstellingen en dergelijke" dient men voor het toepassen van het vorige lid te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het kantoor wordt uitgebaat.

Artikel 3.

De belasting is vastgesteld op 5.000,00 € per agentschap. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van opening van het kantoor.

Artikel 4.

Worden van de belasting vrijgesteld: de kantoren met slechts één tewerkgestelde beampte.

Artikel 5.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een bankinstelling en dergelijke vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 6.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 7.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu que la Cour constitutionnelle, dans un arrêt du 15 décembre 2011, n° 189/2011, a décidé que: « Dans l'interprétation selon laquelle l'article 98, §2 de la loi du 21.03.1991 portant réforme de certaines entreprises publiques n'interdit pas aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, cette disposition ne viole pas l'article 170, §4 de la Constitution» ;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 mars 2012: « Ainsi que la Cour constitutionnelle l'a dit dans son arrêt n°189/2011 du 15 décembre 2011, la nécessité de l'intervention législative fédérale n'est donc établie qu'à l'égard de l'utilisation du domaine public et pour les seules installations visées par l'article 98, paragraphe 2. Cette disposition n'interdit dès lors pas aux provinces de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la province par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité» ;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 1er juin 2012: « aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité » ;

Considérant que les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie Hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables ;

Considérant que le taux de la taxe sur les antennes est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les antennes visées propagent des ondes électromagnétiques dont certains effets liés aux rayonnements électromagnétiques constituent un type de pollution, il convient que les propriétaires de ces antennes contribuent au maintien d'un environnement propre et vert afin de tenter d'atténuer les effets négatifs ou ressentis comme tels sur la population locale ;

Considérant que d'autres taxes sont déjà levées sur les entreprises qui ont leur siège social et/ou Administratif sur

le territoire de la commune de Forest qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage les charges fiscales de ces entreprises ;

Considérant qu'en outre, les opérateurs qui exploitent des antennes sur le territoire de la commune de Forest n'y ont pas leur siège social ou administratif et considérant que la commune ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte.

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur les antennes relais , pylônes et mâts de mobilophonie :

Article 1er :

Il est établi pour les années 2022 à 2025, une taxe annuelle sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie, situés sur le territoire de Forest.

Article 2 :

La taxe est due pour l'année civile entière par le propriétaire de l'antenne relais, du pylône ou du mât quelle que soit la date d'installation ou de l'enlèvement de l'antenne, du pylône ou du mât au cours de l'exercice. Le cas échéant, la taxe est due par les copropriétaires de l'antenne relais, du pylône ou du mât.

A défaut d'en déterminer le possesseur, le propriétaire de l'immeuble sur lequel l'antenne, le pylône ou le mat sont installés, sera considéré comme subsidiairement redevable de la taxe et personnellement obligé de l'acquitter de la même manière que le redevable originaire sauf recours contre celui-ci s'il y a lieu.

Article 3 :

Le taux d'imposition est fixé à 10.000 € par antenne de relais, pylône et mat de mobilophonie sans que le montant taxable ne puisse être fractionné.

Article 4 :

L'administration communale fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé *dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi* . Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire de déclaration sont tenus d'en réclamer un. La déclaration reste valable jusqu'à révocation. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

Article 5 :

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, d'après les éléments dont l'administration communale dispose. Les montants enrôlés d'office sont majorées d'un montant égal au droit dû ou estimé comme tel.

Article 6 :

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément aux dispositions légales en vigueur relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 7 :

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement – extrait de rôle. La notification devra lui être faite, sous peine de forclusion, dans les six mois de la date de visa exécutoire du rôle.

Article 8 :

La taxe est recouvrée par le receveur communal conformément aux dispositions légales en vigueur relatives à

l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 9 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement- extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives, au profit de la commune, d'intérêts de retard calculés d'après les règles en vigueur en matière d'impôts sur les revenus, ce, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues par les lois et les règlements.

Article 10 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le collège des bourgmestre et échevins.

Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et des moyens. Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à partir de la date d'envoi de l'avertissement – extrait de rôle.

Financiën - Belasting op antennes, pylonen en masten voor mobiele telefonie – Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 het volgende heeft beslist: "In de interpretatie volgens welke artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven de gemeenten niet verbiedt om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, om budgettaire of andere redenen te belasten, schendt deze bepaling artikel 170 §4 van de Grondwet niet";

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 30 maart 2012: "Het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 beslist dat de noodzaak van een federaal wetgevend optreden dus enkel vaststaat ten aanzien van het gebruik van het openbaar domein en uitsluitend voor de installaties bedoeld in artikel 98, paragraaf 2. Deze bepaling verbiedt derhalve de provincies niet om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de provincie verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belasten om budgettaire of andere redenen";

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 1 juni 2012: "geen enkele bepaling verbiedt de gemeenten om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit

worden aangewend, te belasten om budgettaire of andere redenen”;

Overwegende dat de pylonen, masten, antennes en andere installaties voor telecommunicatie, uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven infrastructuren vormen waardoor een economische activiteit verwezenlijkt wordt die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen actief in de sector van telecommunicatie, uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk, wetende dat andere belastingreglementen andere categorieën van belastingplichtigen beogen;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de antennes gerechtvaardigd is omwille van de almaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen, die onder andere hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de bedoelde antennes elektromagnetische golven voortbrengen waarvan bepaalde effecten die verband houden met elektromagnetische stralingen een type van vervuiling vormen, is het gepast dat de eigenaars van deze antennes bijdragen aan het behoud van een proper en groen leefmilieu teneinde te pogen de negatieve gevolgen ervan of als zodanig gevoeld door de plaatselijke bevolking te verzachten;

Overwegende dat reeds andere belastingen worden geheven op ondernemingen met maatschappelijke en/of administratieve zetel op het grondgebied van de gemeente Vorst en dat het aangewezen is om de belastingdruk op deze ondernemingen niet verder te verzwaren;

Overwegende dat de operatoren die deze antennes uitbaten op het grondgebied van de gemeente Vorst er bovendien niet hun maatschappelijke of administratieve zetel hebben en overwegende dat de gemeente uit deze vestigingen bijgevolg geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie verkrijgt;

BESLIST:

Het belastingreglement op antennes, pylonen en masten voor mobiele telefonie te hernieuwen:

Artikel 1 :

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een jaarlijkse belasting gevestigd op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie die zich bevinden op het grondgebied van Vorst.

Artikel 2 :

De belasting is verschuldigd voor het gehele kalenderjaar door de eigenaar van de relaisantenne, pyloon of mast, ongeacht de datum van installatie of van verwijdering van de antenne, pyloon of mast, in de loop van het dienstjaar. In voorkomend geval is de belasting verschuldigd door de mede-eigenaars van de relaisantenne, pyloon of mast.

Indien de bezitter niet kan worden aangeduid, wordt de eigenaar van het gebouw waarop de antenne, pyloon of mast zich bevindt, beschouwd als subsidiair aansprakelijk voor de belasting en persoonlijk verplicht deze te vereffenen op dezelfde wijze als de oorspronkelijke belastingplichtige, behoudens beroep tegen deze, indien nodig.

Artikel 3 :

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 10.000,00 € per relaisantenne, pyloon en mast van

mobilofonie, zonder dat het belastbaar bedrag opsplitsbaar is.

Artikel 4 :

Het gemeentebestuur zendt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend terugstuurt **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**.

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, zijn verplicht er één aan te vragen.

De aangifte blijft geldig tot herroeping. In geval van wijziging van de aanslagbasis zal binnen de 10 dagen een nieuwe aangifte moeten worden ingediend.

Artikel 5 :

De belastingplichtige is verplicht om de eventuele controle van zijn verklaring te vergemakkelijken, met name door alle documenten en inlichtingen te verschaffen die hem met het oog hierop zouden gevraagd worden. Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijnen ingediend wordt of bij onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt. De ambtshalve ingekohierde bedragen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan het verschuldigde of geschatte recht.

Artikel 6 :

De belasting zal ingevorderd worden door middel van een kohier. Het belastingskohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De invordering en de geschillen die hierop betrekking hebben, worden geregeld conform de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 7 :

De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet. De kennisgeving geschiedt op straffe van verval binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

Artikel 8 :

De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger volgens de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 9 :

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen ten bate van de gemeente verwijlinteressen berekend worden volgens de geldende regels inzake inkomstenbelastingen, ongeacht de vervolging en boeten voorzien door de wetten en reglementen.

Artikel 10 :

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat als bestuursoverheid optreedt. Op straffe van nietigheid moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen.

Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend worden door de bezwaarindienaar of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van dewelke de belasting gevestigd werd, alsook het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De bezwaren moeten – op straffe van verval – ingediend worden binnen een termijn van drie maanden volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

2 annexes / 2 bijlagen

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les équipements à des fins industrielles et / ou commerciales , voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant que le taux de la taxe est fonction d'un critère objectif, soit le nombre de mètres carrés qui sont affectés à des équipements à des fins industrielles et/ou commerciales ;

Considérant que la solidarité qui est prévue entre l'occupant et le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles ou commerciales est justifiée dès lors que ces titulaires tirent également profit de l'exploitation de ces équipements dont ils permettent l'occupation ;

Considérant que les exonérations prévues par le règlement-taxe sont raisonnablement justifiées : ainsi, la Commune estime nécessaire d'exonérer les surfaces d'équipements à des fins industrielles des personnes publiques à l'exception des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, étant entendu que lesdites surfaces poursuivent déjà une utilité publique et qu'il serait déraisonnable de les soumettre à un impôt visant à permettre le financement de la chose publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les utilisateurs des équipements à des fins industrielles et / ou commerciales établis sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ ou commerciales :

Article 1er

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe communale sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Sont visés, les ateliers, les magasins, les entrepôts, les halles de sports, les halles de démonstration et d'écolage, les salles d'exposition, les établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

Article 2

La taxe est due par la (les) personne(s) morale(s) ou physique(s) qui occupe(nt) les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Est solidairement tenu(s), le ou les titulaire(s) d'un droit réel sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales.

Article 3

La taxe n'est pas applicable :

Aux personnes morales de droit public, pour autant que leurs équipements ne soient pas affectés à la poursuite d'une activité industrielle ou commerciale. Si cette dernière activité ne couvre qu'une partie du bien, la taxe est due à concurrence de la surface des équipements affectée à l'activité industrielle et commerciale.

Aux surfaces de bureaux prises en compte pour la taxe sur la surface de bureaux.

Au 2/3 de la surface occupée par les salles d'exposition.

Aux premiers 400 m² de surface occupée par des ateliers, des magasins, des entrepôts, des halles de sports, des halles de démonstration et d'écolage, des salles d'exposition, des établissements industriels et commerciaux quelconques établis sur le territoire de la Commune de Forest.

Article 4 :

Le taux de la taxe sur les équipements à des fins industrielles et/ou commerciales est fixé à 2,23 € par m² pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
2,27 €	2,31 €	2,35 €

Article 5

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'ateliers, de magasins, d'entrepôts, de halles de sport, de démonstration ou d'écolage, ou de salles d'exposition situés sur le territoire de la Commune de Forest, elle adresse au contribuable une formule de déclaration.

Le contribuable est tenu de renvoyer la formule de déclaration dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** .

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration au plus tard le 31 mars de l'exercice de l'imposition est tenu de déclarer, au plus tard pour le 31 juillet de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation ou dans les trois mois du début de l'activité.

Article 6

En cas de non déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe, conformément à l'article 7 des dispositions légales en vigueur relative à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales;

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses

observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôt sur les revenus.

Financiën - Belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad op *17 december 2019*;

Overwegende dat het tarief van de belasting gebaseerd is op een objectief criterium, namelijk het aantal vierkante meter die bestemd zijn voor uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden;

Overwegende dat de solidariteit die voorzien is tussen de gebruiker en de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gerechtvaardigd is aangezien deze houders tevens voordeel trekken uit de uitbating van de deze uitrustingen waarvan ze het gebruik mogelijk maken;

Overwegende dat de vrijstellingen voorzien door het belastingreglement redelijkerwijs verantwoord zijn: zo vindt de Gemeente het nodig om de oppervlakten van uitrustingen met industriële doeleinden van de openbare personen vrij te stellen met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van de uitoefening van winstgevende of commerciële operaties, wetende dat de voornoemde oppervlakten reeds een openbaar nut nastreven en dat het niet redelijk zou zijn om ze te onderwerpen aan een belasting die erop gericht is de financiering van de publieke zaak mogelijk te maken;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gebruikers van de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter

beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een gemeentebelasting gevestigd op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Worden bedoeld, de werkplaatsen, de magazijnen, de opslagplaatsen, de sporthallen, de demonstratie- en opleidingszalen, de tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtsperso(o)n(en) die de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden betrek(t)(ken).

Is solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden.

Artikel 3

De belasting is niet van toepassing:

Op de publiekrechtelijke rechtspersonen, voor zover hun uitrustingen niet bestemd zijn voor het nastreven van een industriële of commerciële activiteit. Indien deze laatste activiteit slechts een deel van het goed dekt, is de belasting verschuldigd ten belope van de oppervlakte van de uitrustingen bestemd voor de industriële en commerciële activiteit.

Op de kantooroppervlakten in aanmerking genomen voor de belasting op de kantooroppervlakten;

Op 2/3 van de oppervlakte betrokken door tentoonstellingszalen.

Op de eerste 400 m² aan oppervlakte betrokken door werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen, tentoonstellingszalen, eender welke industriële en commerciële ondernemingen gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst.

Artikel 4:

Het tarief van de belasting op de uitrustingen met industriële en/of commerciële doeleinden wordt vastgesteld op 2,23 € per m² voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
2,27 €	2,31 €	2,35 €

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen, sporthallen, demonstratie- en opleidingszalen of tentoonstellingszalen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier.

De belastingplichtige moet het aangifteformulier behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft tegen ten laatste 31 maart van het jaar van de belastingheffing moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen tegen ten laatste 31 juli van het jaar van de belastingheffing of binnen de drie maanden vanaf de aanvang van de activiteit.

Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform artikel 7 van de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting.

Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

25 **Finances - Taxe sur les agences de paris aux courses - Règlement – Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des Taxes assimilées aux impôts sur le Revenu, notamment l'article 74, qui interdit aux communes d'établir, sous quelque forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au titre III de ce Code mais

leur permet d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses autorisée par application de l'article 66 du même Code, et qui dispose que la taxe communale ne peut excéder, par agence, 62€ par mois ou par fraction de mois d'application ;

Vu le règlement- taxe sur les agences de paris aux courses, voté par le conseil communal le *17 décembre 2019* ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune.

Considérant que le taux de la taxe sur les agences de paris aux courses est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales.

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des agences de paris aux courses ;

DECIDE :

de renouveler le règlement-taxe sur les agences paris aux courses :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur toutes les agences de paris aux courses de chevaux à l'étranger, et ses succursales, établies sur le territoire de la commune de Forest. (Sont exclues, les agences qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique).

Article 2.

Le montant de la taxe est fixé à 62,00 € par agence par mois ou fraction de mois d'exploitation durant l'exercice d'imposition. Tout mois entamé est compté pour un mois entier. La taxe est due par l'exploitant.

La taxe est due par quiconque accepte des mises, enjeux ou paris, soit pour son compte personnel, soit à titre d'intermédiaire. Toutefois, l'exploitant, le gérant ou tout autre préposé sont tenus solidairement au paiement de la taxe ;

Article 2bis

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant. Celui-ci est tenu d'ailleurs au paiement de la taxe au même titre que son prédécesseur.

Article 3.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une agence de paris aux courses, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.*** Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 4.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 3 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 5.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Financiën - Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen - Reglement – Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid artikel 74, dat de gemeenten verbiedt, onder welke vorm ook, belastingen te heffen op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek, maar hun wel toelaat een belasting te heffen op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen toegestaan in toepassing van artikel 66 van datzelfde Wetboek, en dat bepaalt dat de gemeentebelasting, per agentschap, niet meer mag bedragen dan 62€ per maand bedrijvigheid of per gedeelte daarvan;

Gelet op het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gepronounced streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, hadden kunnen bezetten;

BESLIST:

Het belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen te hernieuwen :

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting geheven op alle agentschappen van wedrennen in het buitenland, en de filialen, die gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst. Worden uitgesloten, de agentschappen die enkel de weddenschappen op de in België gelopen wedrennen aannemen.

Artikel 2.

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 62,00 € per agentschap, per gehele of gedeeltelijke maand van bedrijvigheid gedurende het aanslagjaar. Elke aangevatte maand wordt voor een gehele maand gerekend. De belasting is door de uitbater verschuldigd.

De belasting is verschuldigd door eenieder die inzet, inleggeld of weddenschappen aanvaardt, hetzij voor zijn persoonlijke rekening, hetzij als tussenpersoon. De uitbater, de beheerder of elke andere aangestelde zijn evenwel solidair verplicht tot het betalen van de belasting ;

Artikel 2bis

In geval van wijziging van uitbating van de instelling krijgt de nieuwe uitbater het voordeel van de betaalde belasting. Deze is overigens gehouden tot het betalen van de belasting op dezelfde wijze als zijn voorganger.

Artikel 3.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een agentschap van wedrennen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum***. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping, gericht aan de dienst der Belastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, is gehouden, uiterlijk op 31 maart van het aanslagjaar, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

Artikel 4.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 3 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 5.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

26 Finances - Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Règlement - Exercice 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le conseil communal le *16 mars 2021* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 7% le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 7% pour l'exercice d'imposition **2022**.

Financiën - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Reglement - Dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de gemeenteraad op *16 maart 2021*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te hernieuwen aan het ongewijzigde percentage van 7%;

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 7% voor het aanslagjaar **2022**.

27 Finances - Taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Règlement - Exercice 2022.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier, voté par le conseil communal le *16 mars 2021* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 3120 le règlement-taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier :

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est fixé à 3120 pour l'exercice d'imposition **2022**.

Financiën - Belasting betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing - Reglement - Dienstjaar 2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing gestemd door de gemeenteraad op *16 maart 2021*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLUIT:

Het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te hernieuwen aan de ongewijzigde aanslagvoet van 3120:

Artikel 1:

De aanslagvoet van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing is vastgesteld op 3120 voor het aanslagjaar **2022**.

28 **Finances - Taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité - Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique voté par le conseil communal en séance du 10 septembre 2019 ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant qu'une taxation de l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité n'est pas reprise dans le Plan Régional de Politique de Stationnement ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adopter un règlement-taxe portant sur l'occupation temporaire de places de stationnement par une entité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétique de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement par une entité :

Article 1:

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur l'occupation temporaire d'emplacements de stationnement.

Article 2 :

Toute entreprise ou association qui occupe temporairement des places de stationnement pour son activité est redevable de la taxe stationnement.

Article 3 :

La taxe est due pour la durée de l'occupation des places de stationnement, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 4 :

La taxe est établie proportionnellement au nombre de places de stationnement occupées.

Article 5 :

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et le nombre de places occupées doivent être déclarés à l'administration communale et au service stationnement au moins 8 jours avant le début de l'occupation.

Article 6 :

Lorsque l'administration communale constate une occupation temporaire non déclarée de places de stationnement, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***, la formule de déclaration de début d'occupation. S'il ne respecte pas cette obligation, il se verra appliquer une tarification majorée correspondant au triple du montant forfaitaire prévu au § 7 de cet article.

La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 7 :

En cas de non-déclaration dans les délais prévus aux paragraphes 4 et 5 de cet article ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe et selon les modalités tarifaires majorées.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8 :

La taxe est fixée à 10 € par emplacement de stationnement et par jour en zone verte, et 20 € en zone rouge.

Article 9 :

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité. En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Article 10 :

Sont exonérées de la taxe prévue au présent règlement, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés

aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées, des pouvoirs locaux et des administrations subordonnées.

Article 11 :

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation des places de stationnement. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

Article 12 :

La taxe est payable au comptant.

En cas de non-paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het retributiereglement op het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg, gestemd door de gemeenteraad in de zitting van 10 september 2019;

Gelet op het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit, gestemd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat er geen belasting op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit opgenomen is in het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is een belastingreglement aan te nemen houdende de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geprononceerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid en het doorgangsgemak te garanderen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen door een entiteit te hernieuwen:

Artikel 1:

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de tijdelijke bezetting van parkeerplaatsen.

Artikel 2:

Elke onderneming of vereniging die tijdelijk parkeerplaatsen bezet voor haar activiteit is de parkeerbelasting verschuldigd.

Artikel 3:

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de parkeerplaatsen; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

Artikel 4:

De belasting wordt berekend in evenredigheid met het aantal bezette parkeerplaatsen.

Artikel 5:

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten aan het gemeentebestuur en aan de parkeerdienst kenbaar gemaakt worden, ten minste 8 dagen voor het begin van de bezetting.

Artikel 6:

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een niet-aangegeven tijdelijk bezetting van de parkeerplaatsen vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige de aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het aangifteformulier met de begindatum van de bezetting behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. Indien hij deze verplichting niet naleeft, wordt een verhoogd tarief toegepast dat overeenkomt met het drievoud van het forfaitaire bedrag voorzien in § 7 van dit artikel.

Bij betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar rechtsgeldig zijn.

Artikel 7:

Bij gebrek aan aangifte binnen de in paragrafen 4 en 5 van dit artikel gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden volgens de verhoogde tarieven.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve belastingheffing betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

Artikel 8:

De belasting wordt vastgesteld op 10,00 € per parkeerplaats en per dag in een groene zone en 20,00 € in een rode zone.

Artikel 9:

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtigen geen recht op onherroepelijke vergunning, noch dienstbaarheid op de openbare weg, maar, deze laatsten zullen daarentegen het toegestane gebruik moeten opheffen of beperken bij het eerste bevel van de overheid en zonder dat hiervoor enige vergoeding geëist kan worden. Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

Artikel 10:

Zijn vrijgesteld van de belasting voorzien in huidig reglement, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg, ter gelegenheid van het bouwen, herbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de Federale Staat, de deelentiteiten, de lokale overheden en de ondergeschikte besturen.

Artikel 11:

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de parkeerplaatsen eindigt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen trimester in de volgende maand betaald worden.

Artikel 12:

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden en onmiddellijk invorderbaar zijn.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de belasting op de inkomsten toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

29 **Finances - Taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public - Règlement – Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur le placement de de marchandises et autres objets sur le domaine public , voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements plaçant des marchandises et autres objets sur le domaine public du territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public.

Article 2.

Le placement de marchandises et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Cependant, après autorisation, il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets mentionnés à l'article 1.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir de ce chef prétendre à indemnité ou restitution de sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation. Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée à la poste, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

Article 5.

La taxe n'est pas due pour les étalages de marchandises ou objets présentant moins de 0,50m de saillie sur la voie publique. Lorsque cette saillie est dépassée la taxe est exigée pour tout l'espace occupé.

Article 6.

La taxe est calculée par m² d'occupation du domaine public mentionné dans l'autorisation. Toute fraction de m² sera comptée pour 1 m². Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3 m².

Article 7.

Le taux de la taxe est fixé à 17,00 € le m²/an .

Article 8.

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

Article 9.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de placement de marchandises et autres objets sur le

domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer en même temps que l'autorisation requise conformément à l'article 3, dûment remplie et signée, *dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi* .

La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 10.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 9 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 11.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen

uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die koopwaren en andere voorwerpen uitstallen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het weggennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt, en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op het openbaar domein te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op het uitstallen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein.

Artikel 2.

Het uitstallen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt op de openbare wegen en pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het uitstallen van de voorwerpen vermeld in artikel 1.

Artikel 3.

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdienstbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op het eerste bevel van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op vergoeding of terruggave van reeds gestorte sommen. De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele bijzondere verplichting mee inzake toezicht.

Artikel 4.

De belasting is ondeelbaar en verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning. Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet betekend werd bij een ter post aangetekend schrijven aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen. Er zal geen enkele korting of terruggave worden toegestaan, ongeacht de reden.

Bij de overname van een zaak zal echter geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden ingevorderd voor éénzelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 5.

De belasting is niet verschuldigd voor de uitstallingen van waren of voorwerpen die minder dan 0,50 m op de openbare weg uitspringen. Indien deze uitsprong wordt overschreden, wordt de belasting gevorderd voor de ganse betrokken ruimte.

Artikel 6.

De belasting wordt berekend per m² bezetting van het openbaar domein vermeld in de vergunning. Elk deel van een m² wordt voor 1 m² aangerekend. Er zal in elk geval een minimale belasting ingevorderd worden die gelijk is aan een bezetting van 3 m².

Artikel 7.

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 17,00 € per m² per jaar.

Artikel 8.

In afwijking van de bepalingen van onderhavig reglement wordt geen belasting ingevorderd ter gelegenheid van de tijdelijke bezetting van het openbaar domein tijdens gemeentelijke feestelijkheden.

Artikel 9.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van uitstallingen van waren en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend, samen met de vereiste vergunning conform artikel 3, moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.**

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 10.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 9 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 11.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

30 **Finances - Taxe sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales - Règlement - Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxé sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales, voté par le conseil communal du 17 décembre 2019 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la diffusion de publicité constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales étant en mesure de placer des flèches directionnelles à des fins commerciales sur le territoire de la Commune de Forest disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxé sur les flèches directionnelles placées à des fins commerciales comme suit :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur les signaux de direction placés à l'initiative d'une entreprise industrielle ou commerciale :

Sont visés :

- les signaux de direction permanents;
- les signaux de direction temporaires.

Article 2.

Le placement de flèches directionnelles à des fins commerciales sur la voie publique est interdit, sauf autorisation préalable de l'autorité compétente.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé à 1 € du décimètre carré sans que celle-ci puisse être inférieure à 110,40 € par flèche. Les années suivantes, le taux annuel minimum, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
112,60 €	114,85 €	117,14 €

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière quelle que soit la date d'installation de la flèche.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de signaux de direction permanents ou temporaires, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, **dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi** . La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

En ce qui concerne les signaux de direction temporaires, le contribuable est tenu de déclarer à l'administration

communale, au plus tard la veille du jour au cours duquel le placement a lieu, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden, gestemd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geprononceerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de verspreiding van publiciteit een economische activiteit is, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de fysieke of rechtspersonen die in staat zijn richtingspijlen voor commerciële doeleinden te plaatsen op het grondgebied van de Gemeente Vorst, beschikken over bijdragemogelijkheden die hen in staat stellen om de hen ten laste gelegde belastingen te betalen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de richtingspijlen geplaatst voor commerciële doeleinden als volgt te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de richtingsborden geplaatst op initiatief van een industrie- of handelsbedrijf :

Worden beoogd :

- de permanente richtingsborden;
- de tijdelijke richtingsborden;

Artikel 2

Het plaatsen van richtingspijlen voor commerciële doeleinden op de openbare weg is verboden, behalve met voorafgaandelijke toestemming van de bevoegde overheid.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste toelating werd uitgereikt.

Artikel 4

Het belastingtarief is vastgesteld op 1 € per vierkante decimeter, zonder dat dit minder mag bedragen dan 110,40 € per pijl. De volgende jaren zal het minimumjaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
112,60 €	114,85 €	117,14 €

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van plaatsing van de pijl.

Artikel 5

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van permanente of tijdelijke richtingsborden vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door de bevoegde ambtenaar bewijskracht hebben.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Wat de tijdelijke richtingsborden betreft, is de belastingplichtige gehouden, uiterlijk de dag vóór ze geplaatst worden, aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken.

Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

31 **Finances - Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public - Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des appareils de télécommunication contre paiement par le public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mise à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour eux ;

Considérant qu'un second tarif moins élevé a été instauré pour la mise à disposition d'ordinateurs par le public, et que la différence de tarifs est expliquée par le fait que certains foyers ne disposent pas d'ordinateur, et que la mise à disposition de ces derniers peut dès lors jouer un rôle social ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre paiement par le public :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement.

Article 2.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique (c'est-à-dire : téléphone, fax, ordinateur, modem, vidéoconférence, etc...).

Article 3.

La taxe a pour base le nombre d'appareils de télécommunication fixes ou mobiles mis à la disposition du public.

Article 4.

La taxe est fixée à 70,00 € par appareil de télécommunication fixe ou mobile et à 20 € par ordinateur par trimestre. Tout trimestre entamé est dû en totalité.

La taxe est due pour le trimestre entier, à compter du 1er jour du trimestre, quelle que soit la date de l'installation de l'appareil.

Article 5.

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 6.

Sont exonérés de la taxe, les établissements qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991, pour ce qui concerne les équipements se rapportant à l'exercice du service universel.

Article 7.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'appareils de télécommunication mis à la disposition du public contre paiement dans un établissement, elle adresse à l'exploitant de cet établissement une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***.

Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard au moment de l'installation de ses appareils, les éléments nécessaires à la taxation.

Toute modification de la base imposable doit être signalée dans le mois, au Service des Taxes de l'Administration communale.

Article 8

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 8 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 9.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek, gestemd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de instellingen die telecommunicatietoestellen ter beschikking stellen tegen betaling door het publiek op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt zowel op gebied van netheid, feestelijke of bloemenversieringen, veiligheid, verlichting, en dat al deze voordelen voor hen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat er een tweede lager tarief ingevoerd werd voor de terbeschikkingstelling van computers voor het publiek, en dat het verschil in tarieven wordt uitgelegd door het feit dat sommige gezinnen niet over een computer beschikken, en dat de terbeschikkingstelling ervan bijgevolg een sociale rol kan spelen.

BESLIST:

Het belastingreglement op de terbeschikkingstelling van telecommunicatietoestellen tegen betaling door het publiek te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de instellingen die telecommunicatietoestellen tegen betaling ter beschikking stellen van het publiek.

Artikel 2.

Voor de toepassing van huidig reglement dient verstaan te worden onder telecommunicatietoestel, ieder toestel dat de overdracht, de uitstraling of de ontvangst mogelijk maakt van seinen, signalen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van elke aard, per draad, radio-elektriciteit, optische signalisatie of ander elektromagnetisch systeem (zoals: telefoon, fax, computer, modem, videoconferentie, enz...).

Artikel 3.

De belasting is gebaseerd op het aantal vaste of mobiele telecommunicatietoestellen die ter beschikking van het publiek gesteld worden.

Artikel 4.

De belasting wordt vastgesteld op 70,00 € per vast of mobiel telecommunicatietoestel en op 20 € per computer per trimester. Ieder begonnen trimester wordt volledig belast.

De belasting is verschuldigd voor het gehele trimester, te tellen vanaf de 1ste dag van het trimester, ongeacht de datum van installatie van het toestel.

Artikel 5.

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de instelling. De eigenaar van het gebouw of van het deel van het gebouw waar de instelling zich bevindt, is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 6.

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die de universele dienst verzorgen zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven die kunnen bewijzen de eigenschap van operator of de toelating te bezitten in de zin van diezelfde wet van 21 maart 1991, voor wat betreft de uitrustingen die betrekking hebben op de uitoefening van de universele dienst.

Artikel 7.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van telecommunicatietoestellen vaststelt die tegen betaling in een instelling ter beschikking gesteld worden van het publiek, stuurt het aan de uitbater van deze instelling een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd ***binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.***

Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het gemeentebestuur tegen ten laatste het ogenblik waarop de toestellen geïnstalleerd worden.

Elke wijziging aan de belastbare grondslag moet binnen de maand gemeld worden aan de belastingdienst van het gemeentebestuur.

Artikel 8.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 8 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van inkohiering van ambtswege wordt de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan dat van de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

Artikel 9.

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

32 Finances - Taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public - Règlement – Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, voté par le conseil communal du *17 décembre 2019* ;

Considérant que le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public vise une extension des activités commerciales sur la voie publique ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public.

Article 2.

Le placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public est et demeure interdit. Il peut être fait, après autorisation, exception à la règle qui précède sur les voies et sur les places publiques où la circulation ne serait pas entravée par le placement de ces objets.

Article 3.

La taxe est due par la personne à qui l'autorisation requise a été délivrée. Celle-ci ne peut induire de l'octroi de l'autorisation aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public.

Elle doit, au contraire, supprimer ou réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, sans pouvoir prétendre à indemnisation ou restitution des sommes déjà versées.

Le paiement de la taxe n'entraîne pour la commune aucune obligation de surveillance.

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier quelle que soit la date de l'autorisation.

Elle reste payable, aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée, par lettre recommandée, au service communal chargé de la délivrance des autorisations. Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours, pour une même surface imposable.

Article 5.

La taxe est calculée par m² d'occupation du domaine public. Toute fraction de m² sera comptée pour 1m². Il sera dans tous les cas perçu une taxe minimum égale à l'occupation de 3m².

Article 6.

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- a) surface occupée du domaine public non recouverte d'un plancher : 16,00 € le mètre carré;
- b) surface occupée du domaine public recouverte d'un plancher : 30,00 € le mètre carré.

Article 7.

Par dérogation aux dispositions du présent règlement, il ne sera pas perçu de taxe à l'occasion de l'occupation temporaire du domaine public lors de festivités communales.

Article 8.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un placement de chaises, bancs, tables, terrasses et autres objets sur le domaine public, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** . Cette déclaration signée vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes par l'assujetti.

La preuve de révocation incombe à l'assujetti. La constatation par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 9.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 8 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 10.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Financiën - Belasting op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein, goedgekeurd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein een uitbreiding van de handelsactiviteiten op de openbare weg beoogt;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen ter beschikking stellen op het openbaar domein van het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting gevestigd op het plaatsen van stoelen, banken, tafels,

terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein.

Artikel 2.

Het plaatsen van stoelen, banken, tafels en terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein is en blijft verboden. Na vergunning kan op voorgaande regel uitzondering worden gemaakt in straten en openbare pleinen waar het verkeer niet zou worden belemmerd door het plaatsen van voorwerpen of installaties.

Artikel 3.

De belasting is verschuldigd door de persoon aan wie de vereiste vergunning werd uitgereikt. Uit de toekenning van de vergunning mag door de betrokken persoon niet worden afgeleid dat hem enig onwederroepelijk recht of concessie, noch enige erfdienstbaarheid op het openbaar domein wordt verleend.

Hij moet integendeel op de eerste vordering van de overheid van het verleende gebruik afzien of dit beperken, zonder aanspraak te kunnen maken op vergoeding of teruggave van reeds gestorte bedragen.

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele verplichting mee inzake toezicht.

Artikel 4.

De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd voor het ganse jaar, te rekenen vanaf 1 januari, ongeacht de datum van de vergunning.

Ze blijft betaalbaar zolang de stopzetting van de bezetting niet werd betekend, door aangetekend schrijven, aan de gemeentedienst die belast is met de uitreiking van de vergunningen.

Geen enkele korting of teruggave zal worden toegestaan, ongeacht de reden. Ingeval van overname van een handelszaak, zal geen nieuwe belasting voor het lopende jaar worden geïnd, voor éénzelfde belastbare oppervlakte.

Artikel 5.

De belasting wordt berekend per m² bezetting van het openbaar domein. Elk deel van een m² wordt voor 1 m² aangerekend. In elk geval wordt een minimum belasting geheven die gelijk is aan een bezetting van 3 m².

Artikel 6.

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- a) betrokken oppervlakte van het openbaar domein dat niet door een vloer wordt bedekt : 16,00 € per m²;
- b) betrokken oppervlakte van het openbaar domein bedekt door een vloer : 30,00 € per m².

Artikel 7.

In afwijking van de bepalingen van huidig reglement zal geen belasting geheven worden ter gelegenheid van de tijdelijke betrekking van het openbaar domein tijdens gemeentelijke festiviteiten.

Artikel 8.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van plaatsing van stoelen, banken, tafels, terrassen en andere voorwerpen op het openbaar domein vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum.**

In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Deze ondertekende verklaring blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen door de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping is voor rekening van de belastingplichtige;

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 9.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 8 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste,

onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 10.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

33 **Finances - Taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public - Règlement - Renouvellement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public , voté par le conseil communal du *17 décembre 2019*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements mettant à disposition des distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public comme suit :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2022 à 2025, une taxe communale sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public.

La taxe est due pour les distributeurs existants au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2.

La taxe est due par le détenteur ou par le propriétaire de l'appareil. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 3 :

Le taux de la taxe sur les distributeurs de carburants et de lubrifiants accessibles au public s'élève à 662,45 € par pistolet à carburant pour l'année 2022. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

2023	2024	2025
675,69 €	689,20 €	702,98 €

Article 4.

La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service ou d'enlèvement de l'appareil.

Article 5.

Lorsque l'administration communale constate l'existence de distributeurs de carburants et de lubrifiants, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** . La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière d'impôts sur les revenus.

Financiën - Belasting op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroïën toegankelijk voor het publiek - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroïën toegankelijk voor het publiek, gestemd door de gemeenteraad van *17 december 2019*;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen die verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroïën toegankelijk voor het publiek ter beschikking stellen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

BESLIST:

Het belastingreglement op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroïën toegankelijk voor het publiek als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

Er wordt, voor de dienstjaren 2022 tot 2025, een belasting op de brandstof- en smeeroïeverdelers toegankelijk voor het publiek gevestigd.

De belasting is verschuldigd voor de verdelers die op 1 januari van het aanslagjaar bestaan.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de houder of door de eigenaar van het toestel. De eigenaar van het gebouw is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Artikel 3:

Het belastingtarief op de verdeelapparaten van brandstoffen en smeeroïën toegankelijk voor het publiek bedraagt 662,45 € per brandstofpistool voor het jaar 2022. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2 % per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2023	2024	2025
------	------	------

Artikel 4.

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen of verwijderd werd.

Artikel 5.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van brandstof- en smeerolieverdelers vaststelt, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient aan het gemeentebestuur de voor de aanslag noodzakelijke gegevens kenbaar te maken ten laaste tegen 31 maart van het aanslagjaar.

Artikel 6.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 7.

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

34 **Finances - Taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque - Règlement – Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, voté par le conseil communal le 17 décembre 2019 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les banques établies sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces habitables affectés à des appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets de banque ;

Considérant que le recours accru aux guichets automatisés dans le secteur bancaire réduit le volume d'offre d'emploi et conduit dès lors à l'appauvrissement général de la population ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou retrait des billets :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de retrait et/ou de dépôt de billets de banque.

Article 2.

La taxe est due par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient l'appareil automatique.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, par "établissement bancaire ou assimilé", il y a lieu d'entendre les personnes physiques ou morales se livrant, à titre principal ou à titre accessoire, à des activités de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Article 3.

La taxe est fixée à 1.500,00 € par appareil automatique intérieur ou extérieur à l'agence bancaire. La taxe est indivisible et est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'appareil.

Sont exonérés de la taxe les appareils extérieurs automatiques distributeurs de billets utilisables au moyen de n'importe quelle carte de banque ou carte de crédit.

Article 4.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'un appareil permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait des billets de banque, elle adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi***. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'administration.

Article 5.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 4 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 6.

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden - Reglement – Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gestemd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente.

Overwegende dat het tarief van de belasting op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen.

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten op het vlak van openbare veiligheid waarvan de financiering wat betreft de veiligheid ten laste van de gemeenten is;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gepronounced streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de banken gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortkomen uit het gebrek aan inkomsten van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting van personen die de bewoonbare ruimte, die ingenomen wordt door de toestellen voor automatische deponering of afhaling van bankbiljetten, bezet zouden kunnen hebben;

Overwegende dat de stijgende toevlucht tot geautomatiseerde loketten in de banksector het aantal werkaanbiedingen aanzienlijk vermindert en aldus leidt tot een algemene verarming van de bevolking;

BESLIST:

Het belastingreglement op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op de toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de beheerder van de bankinstelling of dergelijke aan wie het automatische toestel toebehoort.

Onder "bankinstelling of dergelijke" dient men voor het toepassen van het vorige lid te verstaan: de natuurlijke of rechtspersonen die als hoofdactiviteit of bijkomstige activiteit fondsen en/of kredieten onder welke vorm dan ook beheren.

Artikel 3.

De belasting is vastgesteld op 1.500,00 € per automatisch toestel binnen of buiten het bankagentschap. De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum waarop het toestel in gebruik is genomen.

Worden vrijgesteld van de belasting: de automatische biljettenverdelers buiten die met om het even welke bank- of kredietkaart gebruikt kunnen worden.

Artikel 4.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan vaststelt van toestellen waarmee automatisch bankbiljetten gedeponereerd en/of afgehaald kunnen worden, stuurt het aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben. Dit ondertekend formulier blijft geldig tot de schriftelijke herroeping ervan, gericht aan de dienst der gemeentebelastingen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, dient er een aan te vragen bij het gemeentebestuur.

Artikel 5.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 4 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 6.

De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn worden de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast.

2 annexes / 2 bijlagen

35 **Finances - Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles - Règlement - Renouvellement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de

taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement- taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation, ou d'entretien d'immeubles , voté par le conseil communal du *17 décembre 2019*;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il convient de définir et réglementer les conditions d'occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l'activité commerciale tout en préservant l'esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de passage ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction , de démolition , de reconstruction , de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles :

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2022 à 2025 une taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles.

Article 2.

La taxe est due par l'entrepreneur qui exécute les travaux.

Article 3.

La taxe est due pour la durée de l'occupation de la voie publique, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée souverainement par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 4.

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique.

La superficie est mesurée entre l'alignement décrété et le pourtour extérieur du chantier.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 5.

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et la superficie occupée doivent être déclarées à l'administration communale dans les 8 jours qui suivent respectivement le début et la fin de l'occupation.

Article 6.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une occupation temporaire de la voie publique, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, ***dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi*** , la formule de déclaration de début d'occupation. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 7.

En cas de non-déclaration dans les délais prévus aux articles 5 et 6 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée du double du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8.

Le taux de la taxe est fixé à 2 € par mètre carré et par jour.

Article 9.

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Article 10.

Sont exonérés de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées et des pouvoirs locaux.

Article 11.

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation de la voie publique. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

Article 12.

La taxe est payable au comptant.

En cas de non paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Financiën - Belasting op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen - Reglement - Hernieuwing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen, gestemd door de gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de ingebruikneming van het openbaar domein in eender welke vorm moeten worden gedefinieerd en gereguleerd, om de handelsactiviteit te bevorderen en tegelijk het esthetische uitzicht van de gemeente Vorst te bewaren en de veiligheid van het doorgangsgemak te garanderen;

BESLIST:

Het belastingreglement op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, sloop-, heropbouw-, verbouwings-, herstellings- of onderhoudswerken van gebouwen te hernieuwen:

Artikel 1.

Er wordt voor de dienstjaren 2022 tot 2025 een belasting gevestigd op het tijdelijk bezetten van de openbare weg ter gelegenheid van werken voor het oprichten, afbreken, heropbouwen, veranderen, herstellen of onderhouden van gebouwen.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de aannemer die de werken uitvoert.

Artikel 3.

De belasting is verschuldigd voor de duur van de bezetting van de openbare weg; iedere begonnen dag wordt geteld als een volledige dag. Iedere betwisting betreffende deze duur zal soeverein door het college van burgemeester en schepenen beslecht worden.

Artikel 4.

De belasting wordt berekend in evenredigheid met de bezette oppervlakte van de openbare weg.

De oppervlakte wordt gemeten tussen de gedecreteerde rooilijn en de buitenomtrek van de werf.

Voor de berekening van de oppervlakte wordt elk gedeelte van een vierkante meter voor een eenheid geteld.

Artikel 5.

De begindatum van de bezetting, de einddatum van de bezetting en de bezette oppervlakte moeten binnen de 8 dagen die respectievelijk volgen op het begin en het einde van de werken kenbaar gemaakt worden aan het gemeentebestuur.

Artikel 6.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een tijdelijk bezetting van de openbare weg vaststelt, stuurt zij aan de belastingplichtige aangifteformulieren van de begin- en einddatum van de bezetting. De belastingplichtige is ertoe gehouden het formulier van de begindatum behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen **binnen een termijn van een maand vanaf de verzendingsdatum**. In geval van betwisting zal de vaststelling door een bevoegd ambtenaar bewijskracht hebben.

Artikel 7.

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 5 en 6 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd

worden.

Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen volgend op de datum van verzending van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen. In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 8

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 2,00 € per vierkante meter en per dag.

Artikel 9.

De belastingheffing die het voorwerp uitmaakt van onderhavig reglement geeft voor de belastingplichtige geen enkel onherroepelijk recht van concessie, noch enige erfdiensbaarheid op de openbare weg, maar deze laatste zal daarentegen van het toegestane gebruik moeten afzien of dit beperken op het eerste bevel van de overheid en zonder uit dien hoofde aanspraak te kunnen maken op enige vergoeding.

Daarenboven wordt de belasting toegepast onverminderd de gebeurlijke verplichtingen inzake de te bekomen bestuurlijke of politiemachtigingen, die gebeurlijk door de gemeentelijke reglementen vereist zijn, en onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

Artikel 10.

Zijn van de belasting vrijgesteld, de tijdelijke bezettingen van de openbare weg, ter gelegenheid van het bouwen, heropbouwen en herstellen van gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor de openbare diensten van de federale Staat, van de deeltentiteiten en van de plaatselijke besturen.

Artikel 11.

De belasting is in haar geheel betaalbaar tijdens de maand waarin de bezetting van de openbare weg beëindigd wordt. Indien de bezetting echter meer dan drie maanden duurt, moet de belasting voor het afgelopen trimester betaald worden in de maand die volgt op elk trimester.

Artikel 12.

De belasting is contant betaalbaar.

Wanneer de belasting niet contant betaald wordt, zal ze ingekohierd worden met onmiddellijke invordering.

Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 36 **Propriétés communales - Crèche communale sise rue Vanden Corput, 44 à Forest - Occupation d'une partie de la parcelle par l'asbl Ecole en Couleurs - Convention.**

LE CONSEIL,

Considérant que la parcelle de terrain de la crèche communale La Ruche sise rue Vanden Corput, 44 à Forest, se prolonge en intérieur d'ilot et se trouve dans le prolongement de la cour de l'Ecole en Couleurs asbl voisine sise rue Rodenbach, 41 à Forest ;

Considérant que ce terrain qui fait partie de la parcelle communale, cadastrée 3^{ème} Division - Section B – n° 58 D 4, est déjà occupé par l'asbl Ecole en Couleurs et ce à l'entière satisfaction de tous ;

Considérant qu'une servitude de passage existe entre la crèche communale et l'Ecole en Couleurs et ce depuis que la commune lui a vendu l'immeuble en 1993 ;

Considérant qu'il y a lieu de passer une convention d'occupation avec l'Ecole en Couleurs afin de régler les conditions liées à l'occupation de ce terrain communal et de préciser les sorties de secours possibles pour chaque partie ;

Vu le projet de convention d'occupation précaire et le plan qui reprend la partie de parcelle concernée, ainsi que les sorties de secours, joints au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

D'approuver les termes de la convention d'occupation précaire avec l'asbl Ecole en Couleurs sise rue Rodenbach, 41 à Forest, concernant l'occupation d'une partie de terrain de la parcelle communale cadastrée 3^{ème} Division - Section B – n° 58 D 4, où se trouve la crèche communale La Ruche sise rue Vande Corput, 44 à Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune de Forest lors de la signature de la convention.

Gemeentelijke eigendommen - Gemeentelijk kinderdagverblijf gelegen Vanden Corputstraat 44 te Vorst - Gebruik van een deel van het perceel door de vzw Ecole en Couleurs - Overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat het perceel grond van het gemeentelijk kinderdagverblijf La Ruche, gelegen Vanden Corputstraat 44 te Vorst, zich uitstrekt binnenin het huizenblok en in het verlengde ligt van de binnenplaats van de naburige vzw Ecole en Couleurs gelegen Rodenbachstraat 41 te Vorst.

Overwegende dat dit terrein, dat deel uitmaakt van het gemeentelijk perceel, gekadastreerd als 3^e Afdeling – Sectie B – nr. 58 D 4, reeds wordt gebruikt door de vzw Ecole en Couleurs, tot volle tevredenheid van allen;

Overwegende dat er een erfdiensbaarheid van doorgang bestaat tussen het gemeentelijk kinderdagverblijf en de vzw Ecole en Couleurs, sinds de gemeente het gebouw in 1993 aan haar verkocht heeft;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst met de vzw Ecole en Couleurs moet worden afgesloten om de voorwaarden in verband met het gebruik van dit gemeentelijk terrein te regelen en de mogelijke nooduitgangen voor elk gedeelte te specificeren;

Gelet op het ontwerp van tijdelijke gebruiksovereenkomst en het bij het dossier gevoegde plan waarop het betreffende gedeelte van het perceel is aangegeven evenals de nooduitgangen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke gebruiksovereenkomst met de vzw Ecole en Couleurs, gelegen Rodenbachstraat 41 te Vorst, met betrekking tot het gebruik van een deel van het gemeentelijk perceel gekadastraerd als 3^e Afdeling – Sectie B – nr. 58 D 4, waar zich het gemeentelijk kinderdagverblijf La Ruche bevindt, gelegen Vanden Corputstraat 44 te Vorst;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

3 annexes / 3 bijlagen

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

37 Développement Durable - Appel à projet Action Climat 2021 à l'intention des communes et CPAS – Subside de Bruxelles Environnement - Conventions.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège du 10 juin 2021 de répondre à l'appel à projet 2021 « Action Climat » à l'intention des communes et CPAS Bruxellois ;

Considérant que la communes à déposé 5 dossiers de candidatures ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 2021 d'octroyer à la commune de Forest les 4 subsides suivants :

- Un subside de 75.000 € pour le projet « Atelier Sud Transformation Légumes & Fruits » ;
- Un subside de 69.000 € pour le projet « Les potagers de la chaussée de Neerstalle » ;
- Un subside de 40.000 € pour le projet « Vers une gestion durable du patrimoine arboré de Forest » ;
- Un subside de 40.000 € pour le projet « Le Végétalab, pépinière forestoise pour un espace public tout en vivace ».

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les 4 conventions relatives aux subsides mentionnés ci-dessus et jointes au dossier ;

DECIDE

D'adopter les 4 conventions entre la commune et Bruxelles Environnement jointes en annexe ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la commune lors de la signature de ces conventions.

Duurzame Ontwikkeling - Projectoproep Klimaatactie 2021 voor de gemeenten en OCMW's – Subsidie van Leefmilieu Brussel – Overeenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 10 juni 2021 om te antwoorden op de projectoproep “Klimaatactie 2021” voor de Brusselse gemeenten en OCMW’s;

Overwegende dat de gemeente 5 kandidaatstellingsdossiers heeft ingediend;

Gelet op de beslissing van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 november 2021 om de gemeente Vorst de volgende 4 subsidies toe te kennen:

- Een subsidie van 75.000 € voor het project “Atelier Sud - verwerking groenten & fruit”;
- Een subsidie van 69.000 € voor het project “De moestuinen op de Neerstalsesteenweg”;
- Een subsidie van 40.000 € voor het project “Naar een duurzaam beheer van het bomenpatrimonium in Vorst”;
- Een subsidie van 40.000 € voor het project “Het Vegetalab, Vorstse kweektuin voor een fleurige openbare ruimte”.

Overwegende dat de 4 overeenkomsten betreffende de bovenvermelde subsidies, die bij het dossier worden gevoegd, goedgekeurd moeten worden.

BESLIST

De 4 overeenkomsten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel, als bijlage, goed te keuren.

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van deze overeenkomsten.

4 annexes / 4 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Petite enfance - Kinderopvang

38 Petite enfance – Révision du Règlement d’Ordre Intérieur des milieux d’accueil communaux.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’adoption du Règlement d’Ordre Intérieur des crèches communales de Forest par le Conseil Communal en sa séance du 15 septembre 2015 ;

Vu le décret du Ministère de la Communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l’accessibilité de l’accueil de la petite enfance en Communauté française ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des

milieux d'accueil ;

Considérant que l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) impose aux pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil collectifs de modifier le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) des milieux d'accueil selon un modèle standardisé rédigé par l'O.N.E, à mettre en application à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que dans un souci de simplification, le modèle standardisé mis à disposition par l'O.N.E constitue une fusion du R.O.I et du contrat d'accueil signés entre la crèche et les parents ;

Considérant que le nouveau document résultant de cette fusion ne s'intitule pas « Règlement d'Ordre Intérieur » mais « Contrat d'accueil crèche » ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur des crèches communales a fait l'objet d'une révision, sur base du modèle standardisé de l'O.N.E. « Contrat d'accueil crèche », par le Service de la Petite Enfance en concertation avec les équipes de direction des crèches communales ;

DECIDE :

D'approuver la révision du Règlement d'Ordre Intérieur des crèches communales de Forest, qui devient le Contrat d'accueil crèche, et de faire exécuter son application à partir du 1^{er} janvier 2022.

Kinderopvang - Herziening van het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke opvangvoorzieningen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de kinderdagverblijven van Vorst door de Gemeenteraad in zitting van 15 september 2015;

Gelet op het decreet van het Ministerie van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthalouders;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen;

Overwegende dat de Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) de inrichtende machten van de collectieve kinderopvangvoorzieningen verplicht het huishoudelijk reglement van de opvangvoorzieningen te wijzigen volgens een door de ONE opgesteld gestandaardiseerd model, dat vanaf 1 januari 2022 moet worden toegepast;

Overwegende dat, met het oog op vereenvoudiging, het door de ONE verstrekte gestandaardiseerde model een samenvoeging is van het huishoudelijk reglement en het tussen het kinderdagverblijf en de ouders gesloten opvangcontract;

Overwegende dat het nieuwe document dat uit deze fusie voortkomt niet "huishoudelijk reglement" maar "opvangovereenkomst voor kinderdagverblijven" heet;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke kinderdagverblijven werd herzien op basis van het gestandaardiseerde ONE-model van "opvangovereenkomst voor kinderdagverblijven" door de dienst Kinderopvang in overleg met de directies van de gemeentelijke kinderdagverblijven;

BESLIST:

De herziening van het huishoudelijk reglement van de gemeentelijke kinderdagverblijven van Vorst, dat de opvangovereenkomst voor kinderdagverblijven wordt, goed te keuren en de toepassing ervan vanaf 1 januari 2022 te doen uitvoeren.

1 annexe / 1 bijlage

39 **Petite enfance – Crèche « Divercity » – Acquisition d’une cuisinière – Application de l’article 234 de la NLC - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 234 de la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, § 1, 1^o a

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l’arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 105;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 28 octobre 2021 de procéder à l’acquisition d’une cuisinière pour la crèche « Divercity » en vertu de l’article 234 de la NLC auprès de la firme **Paulus Stuart** – Rue Ropsy Chaudron 9 à 1070 Anderlecht; pour un montant de 2.499,00€ hors TVA ou 3.023,79€ 21% TVA comprise, aux conditions de son offre du 21 octobre 2021;

Considérant que la société désignée pour la réparation du matériel de cuisine, Depan-Elec, s’est rendue sur place le 19 octobre 2021 afin d’établir un devis de réparation;

Considérant que selon le réparateur, les coûts de réparation sont nettement supérieurs au prix d’achat d’une nouvelle cuisinière du même modèle;

Considérant le délai extrêmement long de disponibilité des pièces en question;

Considérant l’impératif de préparer quotidiennement les repas des 39 enfants accueillis dans la structure;

Considérant qu’il est indispensable de procéder d’urgence à l’achat d’une nouvelle cuisinière pour la crèche « Divercity » suite à la panne de l’ancienne;

Considérant qu’il est indispensable de procéder à l’acquisition d’une nouvelle cuisinière afin que l’accueil des enfants soit optimal;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés afin de prendre part à ce marché :

- **Ets R. Van Den Berg** – Avenue Everard 40 à 1190 Forest;
- **Paulus Stuart** – Rue Ropsy Chaudron 9 à 1070 Anderlecht;

- **Jadi** – Rue du Duc 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre;

Considérant que l'offre la plus intéressante sur base du rapport qualité/prix est celle de **Paulus Stuart**, pour le montant d'offre contrôlé 2.499,00 € hors TVA ou 3.023,79 € 21% TVA comprise;

Considérant qu'il y a encore des crédits disponibles à l'article 844/744-51 -/19 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » pour un montant de 31.670,6 4€;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 28 octobre 2021 de procéder à l'acquisition d'une cuisinière pour la crèche « Divercity » en vertu de l'article 234 de la NLC auprès de la firme Paulus Stuart – Rue Ropsy Chaudron 9 à 1070 Anderlecht; pour un montant de 2.499,00€ hors TVA ou 3.023,79€ 21% TVA comprise, aux conditions de son offre du 21 octobre 2021 ;

D'inscrire la dépense d'un montant de 2.499,00€ hors TVA ou 3.023,79€ 21% TVA comprise, à l'article 844/744-51 -/19 du service extraordinaire du budget 2021 ;

De financer cette dépense par un emprunt.

Kinderopvang - Kinderdagverblijf "Divercity" – Aankoop van een fornuis – Toepassing van artikel 234 van de NGW - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1°, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 oktober 2021 om over te gaan tot de aankoop van een fornuis voor het kinderdagverblijf 'Divercity' krachtens artikel 234 van de NGW bij de firma **Paulus Stuart** – Ropsy Chaudronstraat 9 te 1070 Anderlecht; voor een bedrag van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen, onder de voorwaarden van haar offerte van 21 oktober 2021;

Overwegende dat de firma die is aangesteld voor de herstelling van keukenapparatuur, Depan-Elec, op 19 oktober 2021 ter plaatse is geweest om een offerte te maken voor de herstelling;

Overwegende dat de herstellingskosten volgens de hersteller aanzienlijk hoger zijn dan de aankoopprijs van een nieuw fornuis van hetzelfde model;

Overwegende de zeer lange vertraging in de beschikbaarheid van de onderdelen in kwestie;

Overwegende de noodzaak om dagelijks maaltijden te bereiden voor 39 kinderen in de opvangvoorziening;

Overwegende dat het noodzakelijk is om met spoed over te gaan tot de aankoop van een nieuw fornuis voor het kinderdagverblijf 'Diversity' als gevolg van panne van het oude fornuis;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de aankoop van een nieuw fornuis opdat de kinderen optimaal opgevangen kunnen worden;

Overwegende dat de volgende economische operatoren werden geraadpleegd om deel te nemen aan deze opdracht:

- **Ets R. Van Den Berg** – Everardlaan 40 te 1190 Vorst;
- **Paulus Stuart** – Ropsy Chaudronstraat 9 te 1070 Anderlecht;
- **Jadi** – Hertogstraat 27 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende dat de interessantste offerte op basis van de prijs-kwaliteitsverhouding afkomstig is van **Paulus Stuart**, voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat er nog kredieten beschikbaar zijn op artikel 844/744-51 -/19 "Aankoop van machines en uitrustings- en exploitatiemateriaal" voor een bedrag van 31.670,64 €;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 oktober 2021 om over te gaan tot de aankoop van een fornuis voor het kinderdagverblijf 'Diversity' krachtens artikel 234 van de NGW bij de firma Paulus Stuart – Ropsy Chaudronstraat 9 te 1070 Anderlecht; voor een bedrag van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen, onder de voorwaarden van haar offerte van 21 oktober 2021 ;

De uitgave van 2.499,00 € excl. btw of 3.023,79 €, 21% btw inbegrepen, in te schrijven op artikel 844/744-51 - /19 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 ;

Deze uitgave te financieren door een lening.

40 **Petite enfance - « La Famille Forestoise » asbl - Compte de l'exercice 2020.**

LE CONSEIL,

Vu l'approbation par l'assemblée générale ordinaire en date 21 août 2021 des comptes de l'exercice 2020 de l'asbl « La Famille Forestoise », rue du Curé 35 à 1190 Forest en vue de l'obtention du subsidie communal ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'octroi de certaines subventions;

Vu la décision du Conseil Communal de Forest en séance du 14 février 1989 d'accorder un fonds de roulement de 12.394,68 francs belges à l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 35 à Forest;

Vu la décision du collège en séance du 9 novembre 2021;

Vu le compte de résultat 2020 annexé à la présente délibération;

Vu la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

De prendre acte du compte de résultat de l'exercice 2020 et du bilan de l'asbl « La Famille Forestoise » rue du Curé 35 à 1190 Forest en vue de la liquidation du subside communal de 89.000,00 euros dès réception du bilan estampie du cachet attestant de la preuve de dépôt au greffe du tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles.

Kinderopvang - "La Famille Forestoise" vzw - Rekening van het dienstjaar 2020.

DE RAAD,

Gelet op de goedkeuring door de gewone algemene vergadering op datum van 21 augustus 2021 van de rekeningen van het dienstjaar 2020 van de vzw "La Famille Forestoise", Pastoorstraat 35 te 1190 Vorst met het oog op het verkrijgen van de gemeentelijke subsidie;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle en de toekenning van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst in zitting van 14 februari 1989 om een werkkapitaal van 12.394,68 belgische frank toe te kennen aan de vzw "La Famille Forestoise" Pastoorstraat 35 te Vorst;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 9 november 2021;

Gelet op de resultatenrekening 2020, opgenomen in bijlage bij de huidige beraadslaging;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Akte te nemen van de resultatenrekening van het dienstjaar 2020 en van de balans van de vzw "La Famille Forestoise" Pastoorstraat 35 te 1190 Vorst met het oog op de uitbetaling van de gemeentelijke subsidie van 89.000,00 euro na ontvangst van de afgestempelde balans met het bewijs van neerlegging bij de griffie van de Franstalige ondernemingsrechtbank van Brussel.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

41 Marchés publics - Approbation de l'avenant 2 à la tranche ferme du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière» - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 236 §3 et 123, 5° relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Commandes supplémentaires	+ € 2.800,00
Total HTVA	= € 2.800,00
TVA	+ € 588,00
TOTAL	= € 3.388,00

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que dans le cadre de la demande du Permis d'Urbanisme pour la restauration de l'église St Denis qui en cours d'étude, les Monuments et Sites vont demander un complément d'étude pour le Monument ;

Considérant que l'éclairage actuel du Monument est vétuste ;

Considérant que les Monuments et Sites ne vont pas subventionner cette étude ;

Considérant que financièrement il est très intéressant de confier l'étude de l'éclairage du Monument au bureau d'étude chargé de l'étude de l'église (réduction d'au moins de 50% pour l'étude du Monument si les deux études sont réalisées parallèlement) ;

Vue la décision du collège des Bourgmestre et échevins du 3 décembre 2020 approuvant l'avenant 1 relatif à la réalisation de l'avant-projet de mise en lumière du Monument aux Morts ;

Considérant que le bureau d'étude a finalisé l'avant-projet de mise en lumière ;

Considérant que les essais de mise en lumière et le dossier de demande de Permis Unique doivent être réalisés prochainement;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 13,19% (4,79% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 32.490,00 € hors TVA ou 39.312,90 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28 mai 2020 relative à l'attribution du marché "Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière" à Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 à 4020 Liège pour le montant d'offre contrôlé de 33.370,00 € hors TVA ou 40.377,70 €, 21% TVA comprise. Le montant d'attribution étant réparti comme suit :

* 1 : Tranche ferme (28.090,00 € hors TVA ou 33.988,90 €, 21% TVA comprise).

* 2 : Tranche conditionnelle (5.280,00 € hors TVA ou 6.388,80 €, 21% TVA comprise).

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière» pour un montant total en plus de 2.800,00 € hors TVA ou 3.388,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 2 du marché «2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière» pour un montant total en plus de 2.800,00 € hors TVA ou 3.388,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Goedkeuring van aanhangsel 2 van het vaste gedeelte van de opdracht "2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting" - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 236 §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000,00 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

Bijkomende bestellingen	+	2.800,00 €
Totaal excl. btw	=	2.800,00 €
Btw	+	588,00 €
TOTAAL	=	3.388,00 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat in het kader van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor de restauratie van de Sint-Denijskerk, die momenteel in analyse is, Monumenten en Landschappen om een aanvullende studie voor het monument zal verzoeken;

Overwegende dat de huidige verlichting van het monument verouderd is;

Overwegende dat Monumenten en Landschappen deze studie niet zal subsidiëren;

Overwegende dat het financieel gezien zeer interessant is om de studie van de verlichting van het monument toe te vertrouwen aan het studiebureau dat belast is met de studie van de kerk (verlaging met minstens 50% voor de studie van het monument indien de twee studies parallel worden uitgevoerd);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 tot goedkeuring van aanhangsel 1 betreffende de uitvoering van het voorproject voor de verlichting van het Monument der Doden;

Overwegende dat het studiebureau het voorontwerp van de verlichting heeft afgerond;

Overwegende dat de verlichtingstests en de aanvraag voor een unieke vergunning binnenkort moeten worden uitgevoerd;

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 13,19% overschrijdt (4,79% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 32.490,00 € excl. btw of 39.312,90 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2020 betreffende de gunning van de opdracht “Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting” tot Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 te 4020 Luik voor een geraamd bedrag van 33.370,00 € excl. btw of 40.377,70 €, 21% btw inbegrepen. Het toegewezen bedrag wordt als volgt verdeeld:

*1: Vaste gedeelte (28.090,00 € excl. BTW of 33.988,90 €, 21% BTW inbegrepen).

*2: Voorwaardelijke gedeelte (5.280,00 € excl. BTW of 6.388,80 €, 21% BTW inbegrepen).

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 van de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting” voor een totaal bijkomend bedrag van 2.800,00 € excl. btw of 3.388,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 2 bij de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen van de verlichting” voor een totaal bijkomend bedrag van 2.800,00 € excl. btw of 3.388,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

42 **Marchés publics - Approbation de l'avenant 1 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234§3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +	€ 4.422,84
Travaux supplémentaires	+ € 14.444,54
Total HTVA	= € 18.867,38
TVA	+ € 1.132,04
TOTAL	= € 19.999,42

Considérant la motivation de cet avenant :

Considérant que lors de la réalisation de l'excavation des terres, l'entreprise a fait plusieurs découvertes des éléments inattendus ; que ces éléments ne pouvaient pas être anticipés au moment de l'établissement des documents du marché vu leur caractère (enterrés) ;

Considérant que trois chambres de visites et des redents maçonnés ont été découvertes ; que ces éléments ont du être démolis afin d'exécuter les travaux selon les règles d'art et afin de garantir l'étanchéité du mur enterré ;

Considérant que ces découvertes et démolitions impliquent l'adaptation du profil du mur enterré ; que cette adaptation implique que le mur n'est plus rectiligne ; que dès lors il faut adapter l'isolation du mur afin de garantir un bon écoulement des eaux long du mur ;

Considérant que le niveau réel de fondation a été relevé différent par rapport à celui indiqué dans les documents du marché ; que ce niveau n'avait pas pu être connu avec précision avant le démarrage des travaux ; que cette différence de niveau nécessite un travail complémentaire et que les quantités présumées doivent être revu à la hausse ;

Considérant qu'une cavité au-dessous d'une partie de la fondation du rez-de-chaussée de l'école à été découverte ; que cette situation est dangereuse et doit être traitée avant la fermeture de la tranchée ;

Considérant qu'un travail spécifique aux droits des joints de dilatation du mur enterré doit être réalisé afin de garantir leur étanchéité ;

Considérant que ces commandes supplémentaires s'inscrivent dans la perspective de continuité des travaux d'étanchéité à réaliser sur la façade arrière de l'école Arc-en-ciel et respectent la nature et l'objet du marché initial ;

Considérant que le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 18,53% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 120.697,62 € hors TVA ou 127.939,47 €, 6 % TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» pour un montant total en plus de 18.867,38 € hors TVA ou 19.999,42 €, 6 % TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière» pour un montant total en plus de 18.867,38 € hors TVA ou 19.999,42 €, 6 % TVA comprise et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et financé la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten – Goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel” – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het tijdens de uitvoering van de opdracht noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer	4.422,84 €
Aanvullende werken	+ 14.444,54 €
Totaal excl. btw	= 18.867,38 €
Btw	+ 1.132,04 €
TOTAAL	= 19.999,42 €

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Overwegende dat de onderneming bij het uitgraven van de grond verschillende onverwachte elementen heeft ontdekt; dat deze elementen op het moment van de opstelling van de opdrachtdocumenten niet konden worden voorzien, gelet op hun aard (ingegraven);

Overwegende dat er drie inspectiekamers en metselwerkresten werden ontdekt; dat deze elementen moesten worden afgebroken om de werkzaamheden volgens de regels van de kunst uit te voeren en om de waterdichtheid van de ingegraven muur te garanderen;

Overwegende dat deze ontdekkingen en afbraakwerken een aanpassing van het profiel van de ingegraven muur impliceren; dat deze aanpassing impliceert dat de muur niet langer rechtlijnig is; dat het bijgevolg noodzakelijk is de isolatie van de muur aan te passen om een goede waterdoorstroming langs de muur te garanderen;

Overwegende dat het werkelijke niveau van de fundering bleek af te wijken van het in de opdrachtdocumenten vermelde niveau; dat dit niveau vóór de aanvang van de werkzaamheden niet precies bekend kon zijn; dat dit niveauverschil extra werkzaamheden vereist en dat de veronderstelde hoeveelheden moeten worden opgetrokken;

Overwegende dat er een holte werd ontdekt onder een deel van de fundering van de benedenverdieping van de school; dat deze situatie gevaarlijk is en moet worden behandeld alvorens de sleuf te dichten;

Overwegende dat er specifieke werkzaamheden moeten worden verricht aan de dilatatievoegen van de ingegraven muur om de waterdichtheid ervan te garanderen;

Overwegende dat deze aanvullende bestellingen kaderen in de continuïteit van de werkzaamheden voor het waterdicht maken van de achtergevel van de school Arc-en-Ciel en de aard en het voorwerp van de oorspronkelijke opdracht volgen;

Overwegende dat de verandering van contractant om technische redenen onmogelijk is en zou leiden tot een aanzienlijke stijging van de kosten voor de aanbesteder;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 18,53% overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 120.697,62 € excl. btw of 127.939,47 €, 6% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel" voor een bijkomend totaalbedrag van 18.867,38 € excl. btw of 19.999,42 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel" voor een bijkomend totaalbedrag van 18.867,38 € excl. btw of 19.999,42 €, 6% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

43 **Marchés publics - 2014-S-020 - Rénovation et restauration de l'Eglise Saint-Denis - Marché fractionné: tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet - Approbation de l'adaptation des honoraires d'architectes (Avenant 1) - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, §3 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §2, 1° d) (la dépense à approuver HTVA

n'atteint pas le seuil de € 207.000,00);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2, §1, 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestres et échevins du 14 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'adaptation des honoraires d'architectes (Avenant 1) du marché «2014-S-020 - Rénovation et restauration de l'Eglise Saint-Denis - Marché fractionné: tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet» pour un montant total en plus de 107.438,01 € hors TVA ou 130.000,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 14 octobre 2021 faisant choix d'approuver l'adaptation des honoraires d'architectes (Avenant 1) du marché «2014-S-020 - Rénovation et restauration de l'Eglise Saint-Denis - Marché fractionné: tranche conditionnelle: mission d'auteur de projet» pour un montant total en plus de 107.438,01 € hors TVA ou 130.000,00 €, 21 % TVA comprise et inscrit à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2014-S-020 - Renovatie en restauratie van de Sint-Denijskerk - Gesplitste opdracht: voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper - Goedkeuring van de aanpassing van de honoraria van de architecten (Aanhangsel 1) - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §2, 1° d (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de limiet van € 207.000,00 niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2, §1, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/1 (Aanvullende werken/leveringen/diensten);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van de aanpassing van de honoraria van de architecten (Aanhangsel 1) van de opdracht "2014-S-020 - Renovatie en restauratie van de Sint-Denijskerk - Gesplitste opdracht: voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper" voor een totaal bijkomend bedrag van 107.438,01 € excl. btw of 130.000,00 €, 21% btw

inbegrepen, en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 oktober 2021 om te kiezen voor de goedkeuring van de aanpassing van de honoraria van de architecten (Aanhangsel 1) van de opdracht "2014-S-020 - Renovatie en restauratie van de Sint-Denijskerk - Gesplitste opdracht: voorwaardelijk gedeelte: opdracht van projectontwerper" voor een totaal bijkomend bedrag van 107.438,01 € excl. btw of 130.000,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

44 **Marchés publics - 2021-S-006 - Service d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux (3 ans) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que les exigences légales en matière de mise en conformité, d'entretien et de réparation des ascenseurs imposent la remise en état de ces derniers au sein des bâtiments communaux ;

Considérant la nécessité d'avoir des installations en bon état et en service afin de pouvoir assurer le bon fonctionnement de certaines structures et l'accueil de personnes à mobilité réduite ;

Considérant que le marché actuel expire en date du 31 décembre 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux, et ce pour une durée de 36 mois, soit 2022, 2023 et 2024 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-006 - Service d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux (3 ans)», pour un montant estimé à 126.000,00 € hors TVA (42.000,00 € HTVA par an) soit à 167.706,00 € TTC (55.902,00 € TTC par an) à inscrire aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024;

DECIDE;

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-006 - Service d'entretien et de réparation des ascenseurs des bâtiments communaux (3 ans)», pour un montant estimé à 126.000,00 € hors TVA (42.000,00 € HTVA par an) soit à 167.706,00 € TTC (55.902,00 € TTC par an) à inscrire aux articles budgétaires de code économique 125-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024 .

Overheidsopdrachten - 2021-S-006 - Onderhoud en herstelling van de liften van de gemeentebouwen (3 jaren) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat de wettelijke voorschriften inzake conformiteit, onderhoud en reparatie van liften de herstelling van deze liften in de gemeentebouwen voorschrijven;

Overwegende dat de installaties in goede staat en in bedrijf moeten zijn om de goede werking van bepaalde structuren en de opvang van personen met beperkte mobiliteit te garanderen;

Overwegende dat de huidige opdracht op 31 december 2021 afloopt;

Overwegende dat er een contract moet worden gesloten voor het onderhoud en de herstelling van de liften van de gemeentebouwen, voor een duur van 36 maanden, zijnde 2022, 2023 en 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-S-006 - Onderhoud en herstelling van de liften van de gemeentebouwen (3 jaren)”, voor een geraamd bedrag van 126.000,00 € excl. btw (42.000 € excl. btw per jaar) zijnde 167.706 € alle taksen inbegrepen (55.902,00 € alle taksen inbegrepen per jaar) om in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024;

BESLIST;

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-S-006 - Onderhoud en herstelling van de liften van de gemeentebouwen (3 jaren)”, voor een geraamd bedrag van 126.000,00 € excl. btw (42.000 € excl. btw per jaar) zijnde 167.706 € alle taksen inbegrepen

(55.902,00 € alle taksen inbegrepen per jaar) en om in te schrijven op de begrotingsartikelen met economische code 125-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024.

45 **Marchés publics - 2021-S-058 - Petites interventions sur les aires de jeux communales (2022-2024) - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §4 al.1 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5 ;

Considérant qu'en application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 février 2019 de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 28 octobre 2021 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-S-058 - Petites interventions sur les aires de jeux communales (2022-2024)», pour un montant estimé à 6.198,35 € hors TVA soit à 7.500,00 €, 21% TVA comprise, soit un budget annuel de 2.500,00 €, 21% TVA comprise à inscrire à l'article budgétaires de code économique 761/124-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 28 octobre 2021 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-S-058 - Petites interventions sur les aires de jeux communales (2022-2024)», pour un montant estimé à 6.198,35 € hors TVA soit à 7.500,00 €, 21% TVA comprise, soit un budget annuel de 2.500,00 €, 21% TVA comprise à inscrire à l'article budgétaires de code économique 761/124-06/03 du service ordinaire du budget des exercices 2022, 2023 et 2024.

Overheidsopdrachten - 2021-S-058 - Kleine interventies aan de gemeentelijke speelpleinen (2022-2024) - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 wet 17 juni 2016) - Goedkeuring gunning en voorwaarden - Toepassing art. 234 §4 1e lid Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen van toepassing zijn op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 om zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen, over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor wat betreft de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-S-058 - Kleine interventies aan de gemeentelijke speelpleinen (2022-2024)”, voor een geraamd bedrag van 6.198,35 € excl. btw of 7.500,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde een jaarlijks budget van € 2.500,00, 21% btw inbegrepen, om in te schrijven op begrotingsartikel met economische code 761/124-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2021-S-058 - Kleine interventies aan de gemeentelijke speelpleinen (2022-2024)”, voor een geraamd bedrag van 6.198,35 € excl. btw of 7.500,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde een jaarlijks budget van € 2.500,00, 21% btw inbegrepen, om in te schrijven op begrotingsartikel met economische code 761/124-06/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2022, 2023 en 2024.

46 **Marchés publics - 2021-S-063 - Hôtel communal de Forest : restauration des luminaires historiques - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés

publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que plusieurs luminaires historiques de l'Hôtel communal de Forest sont en mauvais état en raison des dégâts des eaux ainsi que de la restauration insuffisante lors des travaux précédents;

Considérant que les luminaires en question sont équipés de sources lumineuses énergivores et vétustes ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder aux travaux de restauration des luminaires historiques de l'Hôtel communal de Forest ;

Considérant que la demande des subsides qui financent la dépense à concurrence de 90.000 € sera effectuée ultérieurement auprès de la DMS, comme exigé au sein de ses conditions d'accès;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-063 - Hôtel communal de Forest : restauration des luminaires historiques», pour un montant estimé à 138.500,00 € HTVA , ou 167.585,00 €, 21 % TVA ou 186.000,00 € TVA et révision comprises comprise inscrits à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un subside de la DMS à concurrence de 90.000 € inscrit à l'article de recette 104/665-52 /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021, le solde étant financé par un emprunt à charge de la Commune;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-S-063 - Hôtel communal de Forest : restauration des luminaires historiques», pour un montant estimé à 138.500,00 € HTVA , ou 167.585,00 €, 21 % TVA ou 186.000,00 € TVA et révision comprises comprise inscrits à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un subside de la DMS à concurrence de 90.000 € inscrit à l'article de recette 104/665-52 /64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021, le solde étant financé par un emprunt à charge de la Commune.

Overheidsopdrachten - 2021-S-063 - Gemeentehuis van Vorst: restauratie van de oude armaturen - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's - Toepassing art. 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat verschillende oude armaturen van het gemeentehuis van Vorst in slechte staat verkeren als gevolg van waterschade en onvoldoende restauratie tijdens eerdere werkzaamheden;

Overwegende dat de desbetreffende armaturen uitgerust zijn met energieverblindende en verouderde lichtbronnen;

Overwegende dat de restauratiewerken van de oude armaturen van het gemeentehuis van Vorst moeten worden uitgevoerd;

Overwegende dat het verzoek om subsidies waarmee de uitgave ten belope van 90.000 € wordt gefinancierd, later bij de DML zal worden ingediend, zoals vereist in de toegangsvoorwaarden;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-S-063 - Gemeentehuis van Vorst: restauratie van de oude armaturen", voor een geraamd bedrag van 138.500,00 € excl. btw of 167.585,00 €, 21 % btw inbegrepen of 186.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een subsidie van de DML ten belope van 90.000 €, ingeschreven op artikel van ontvangst 104/665-52 /64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021, en het saldo door een lening ten laste van de Gemeente;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-S-063 - Gemeentehuis van Vorst: restauratie van de oude armaturen", voor een geraamd bedrag van 138.500,00 € excl. btw of 167.585,00 €, 21 % btw inbegrepen of 186.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een subsidie van de DML ten belope van 90.000 €, ingeschreven op artikel van ontvangst 104/665-52 /64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021, en het saldo door een lening ten laste van de Gemeente.

47 **Marchés publics - 2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1 - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que le site de Forest Domaine présente des problèmes de ravinements importants au niveau des chemins ; que les eaux de ruissellement sont actuellement dirigées vers des caniveaux de récolte puis vers l'égout avenue Victor Rousseau ; que ces caniveaux sont très fréquemment obturés par la dolomie et ne permettent pas une évacuation efficace lors des précipitations intenses ; que le talus a dû être stabilisé il y a quelques années à cause du ruissellement des eaux pluviales ;

Considérant que la commune souhaite pouvoir gérer les eaux pluviales sur le site, grâce à des aménagements paysagers

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1», pour un montant estimé à 82.644,63 € HTVA , ou 100.000,00 €, 21 % TVA ou 110.000,00 € TVA et révision comprises comprise inscrits à l'article 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-017 - Forest Domaine : aménagement pour la gestion des eaux pluviales - Phase 1», pour un montant estimé à 82.644,63 € HTVA , ou 100.000,00 €, 21 % TVA ou 110.000,00 € TVA et révision comprises comprise inscrits à l'article 877/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt .

Overheidsopdrachten - 2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - Fase 1 - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de

klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat er op de site van Forest Domaine grote problemen zijn door uitholling van de wegen; dat het afvloeiende water momenteel naar opvanggoten en vervolgens naar het riool op de Victor Rousseaulaan wordt geleid; dat deze goten vaak verstopt zijn met dolomiet en hierdoor een efficiënte afvoer niet mogelijk is bij intense regenval; dat enkele jaren geleden het talud moest worden gestabiliseerd vanwege de afvloeiing van regenwater;

Overwegende dat de gemeente het regenwater op de site wil beheren aan de hand van landschapsinrichtingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - Fase 1", voor een geraamd bedrag van 82.644,63 € excl. btw of 100.000,00 € 21% btw inbegrepen of 110.000,00 € btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-T-017 - Forest Domaine: inrichting voor het beheer van regenwater - Fase 1", voor een geraamd bedrag van 82.644,63 € excl. btw, of 100.000,00 € 21% btw inbegrepen of 110.000,00 € btw en herziening inbegrepen er ingeschreven op artikel 877/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

48 **Marchés publics - 2021-T-059 - Aire de jeux Jupiter : sécurisation et remplacement des modules de jeux - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 et 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité de procéder à la sécurisation et au remplacement des modules de jeux vétustes de l'aire de jeux Jupiter ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-059 - Aire de jeux Jupiter : sécurisation

et remplacement des modules de jeux», pour un montant estimé à 24.793,38 € HTVA , ou 30.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et est financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-059 - Aire de jeux Jupiter : sécurisation et remplacement des modules de jeux», pour un montant estimé à 24.793,38 € HTVA , ou 30.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 3-4) et est financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2021-T-059 - Speelplein Jupiterlaan: beveiliging en vervanging van de speeltuigen - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om de verouderde speeltuigen op het speelplein in de Jupiterlaan te beveiligen en te vervangen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-059 - Speelplein Jupiterlaan: beveiliging en vervanging van de speeltuigen", voor een geraamd bedrag van 24.793,38 € excl. btw, of 30.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-059 - Speelplein Jupiterlaan: beveiliging en vervanging van de speeltuigen", voor een geraamd bedrag van 24.793,38 € excl. btw, of 30.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 3-4) en gefinancierd door een lening.

49 **Marchés publics - 2021-T-060 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de**

passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité de procéder à des interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-060 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant global estimé à 29.752,07 € HTVA , ou 36.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et est financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 09 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-060 - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant global estimé à 29.752,07 € HTVA , ou 36.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et est financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2021-T-060 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zware interventies uit te voeren aan de kunstgrasvelden op de Bempt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-060 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden", voor een globaal geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw, of 36.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-060 - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden", voor een globaal geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw, of 36.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

50 **Marchés publics - 2021-T-061 - Bempt : intervention lourde terrain naturel - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant qu'un terrain de rugby en gazon naturel nécessite des interventions bien spécifiques pour une meilleure tenue dans le temps et également une excellente performance pour le jeu ; qu'il est donc important d'adopter une stratégie poussée d'entretien ;

Considérant que cet entretien nécessite un savoir-faire ainsi qu'un matériel professionnel et spécial adéquat, et ce, afin d'améliorer les conditions de sécurité et de jeu ;

Considérant que cette intervention sera réalisée par une firme spécialisée dans le domaine des entretiens des terrains de sports en gazon naturel, afin de garantir un meilleur résultat ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix de la procédure par

procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-061 - Bempt : intervention lourde terrain naturel», pour un montant estimé à 37.190,08 € HTVA , ou 45.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrits à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 21 octobre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-061 - Bempt : intervention lourde terrain naturel», pour un montant estimé à 37.190,08 € HTVA , ou 45.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrits à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten – 2021-T-061 – Bempt: Zware interventie op natuurlijk terrein - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat voor een rugbyveld in natuurlijk gras zeer specifieke interventies vereist zijn voor een langer behoud en tevens voor een uitstekende ondergrond bij het spel; dat het daarom belangrijk is een krachtdadige onderhoudsstrategie aan te nemen;

Overwegende dat dit onderhoud zowel knowhow als professioneel en speciaal aangepast materiaal vereist, en dit om de veiligheids- en speelomstandigheden te verbeteren;

Overwegende dat deze interventie zal worden uitgevoerd door een firma gespecialiseerd in het onderhoud van sportvelden in natuurlijk gras, om een beter resultaat te garanderen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2021-T-061 – Bempt: Zware interventie op natuurlijk terrein" voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 oktober 2021 om te

kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-061 – Bempt: Zware interventie op natuurlijk terrein” voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

51 **Marchés publics - 2021-T-062 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est nécessaire d'intervenir sur les aires de jeux afin d'augmenter la durée de vie des revêtements de sol et la qualité de ceux-ci, et donc la qualité et conformité des aires de jeux. Cette intervention comprend la réparation des module de jeux et des zones de chutes les plus usées, et la remise à neuf et l'embellissement des aires de jeux (brossage lourd professionnel, décompactage, entretien, dépollution, et réintégration du lestage en sable et nettoyage des sols en EPDM aussi bien que la réparation des modules de jeux) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-062 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», pour un montant estimé à 57.851,24 € hors TVA ou 70.000,00 €, TVA et révision comprises inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-062 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», pour un montant estimé à 57.851,24 € hors TVA ou 70.000,00 €, TVA et révision comprises inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2021-T-062 - Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van € 139.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is interventies uit te voeren aan de speelpleinen teneinde de levensduur van de grondbekleding en de kwaliteit ervan te verhogen en dus de kwaliteit en conformiteit van de speelpleinen te verbeteren; Deze interventie omvat de herstelling van de meest versleten speelmodules en valzones, en de herinrichting en verfraaiing van de speelpleinen (professioneel grondig borstelen, decompactage, onderhoud, zuivering, en re-integratie van zandballast en reiniging van de EPDM-vloeren alsook de herstelling van speelmodules);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-062 - Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen”, voor een geraamd bedrag van € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-062 - Zware interventies aan de gemeentelijke speelpleinen”, voor een geraamd bedrag van € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 en gefinancierd door een lening.

52 Marchés publics - 2021-T-065- Crèche le bercail : remplacement de l'adoucisseur d'eau - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017;

Considérant qu'en application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 6,7 et 124 ;

Considérant la nécessité de procéder à un remplacement de l'adoucisseur d'eau à la Crèche le bercail ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-065 - Crèche le bercail : remplacement de l'adoucisseur d'eau», pour un montant estimé à 4.132,23 € HTVA , ou 5.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 4) et est financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-065 - Crèche le bercail : remplacement de l'adoucisseur d'eau», pour un montant estimé à 4.132,23 € HTVA , ou 5.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 4) et est financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2021-T-065 - Kinderdagverblijf Le Bercail: vervanging van de waterontharder - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 wet 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen van toepassing zijn op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65 en 95;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid de artikelen 6, 7 en 124;

Overwegende dat de vervanging van de waterontharder in kinderdagverblijf Le Bercail noodzakelijk is;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-065 - Kinderdagverblijf Le Bercail: vervanging van de waterontharder", voor een geraamd bedrag van 4.132,23 € excl. btw of 5.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 4) en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-065 - Kinderdagverblijf Le Bercail: vervanging van de waterontharder", voor een geraamd bedrag van 4.132,23 € excl. btw of 5.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 4) en gefinancierd door een lening.

53 **Marchés publics -2021-T-066 bis - Remise en état des trampolines - Procédure sur simple facture acceptée (article 92 de la loi du 17 juin 2016) - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 et 236 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5 ;

Considérant qu'en application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché :13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'état actuel des trampolines ne permet pas leur utilisation en toute sécurité qu'il est donc nécessaire de les rendre exploitables ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 2 décembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-066 bis - Remise en état des trampolines», pour un montant estimé à 8.264,46 € HTVA , ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 5-6) et est financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 2 décembre 2021 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2021-T-066 bis - Remise en état des trampolines», pour un montant estimé à 8.264,46 € HTVA , ou 10.000,00 €, 21 % TVA comprise inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 (MB 5-6) et est financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2021-T-066 bis - Herstelling van de trampolines - Procedure via gewone aanvaarde factuur (art. 92 van de wet van 17 juni 2016) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze, te raadplegen firma's en gunning - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen van toepassing zijn op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de trampolines gezien hun staat niet in alle veiligheid kunnen worden gebruikt, dat het dus noodzakelijk is ze opnieuw bruikbaar te maken;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 december 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-066 bis - Herstelling van de trampolines", voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw, of 10.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 5-6) en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 2 december 2021 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2021-T-066 bis - Herstelling van de trampolines", voor een geraamd bedrag van 8.264,46 € excl. btw, of 10.000,00 €, 21 % btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2021 (BW 5-6) en gefinancierd door een lening.

54 Marchés publics - 2021-T-071 - Écoles 3 et 6: Revêtement de sol (2 LOTS) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que ce revêtement date de l'époque de la construction de deux sites ;

Considérant l'impossibilité de le réparer efficacement en raison de nombreuses zones endommagées comportant des lattes ne sachant plus être remises en place et empêchant le nettoyage de par leur état en vue de l'utilisation de ces locaux ;

Considérant que dans un souci de sécurité et d'hygiène il est indispensable de remplacer l'ensemble des parquets dans les deux écoles concernées;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Remplacement du parquet de la salle des fêtes de l'école 3, rue Timmermans à 1190 Forest), estimé à 54.000,00 € hors TVA ou 57.240,00 € 6% TVA comprise ou 60.000,00 € TVA et révision comprises ;

* Lot 2 (Remplacement du parquet de la grande salle de l'école 6, rue Jef Devos à 1190 Forest), estimé à 50.000,00 € hors TVA ou 53.000,00 €, 6% TVA comprise ou 55.000,00 € TVA et révision comprises ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-071 - Écoles 3 et 6: Revêtement de sol (2 LOTS)», pour un montant estimé à 104.000,00 € hors TVA ou 115.000,00 €, TVA et révision comprises inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2021-T-071 - Écoles 3 et 6: Revêtement de sol (2 LOTS)», pour un montant estimé à 104.000,00 € hors TVA ou 115.000,00 €, TVA et révision comprises (Lot 1: Remplacement du parquet de la salle des fêtes de l'école 3, rue Timmermans à 1190 Forest ; 54.000,00 € hors TVA ou 57.240,00 €, 6% TVA comprise ou 60.000,00 €, TVA et révision comprises ; Lot 2: Remplacement du parquet de la grande salle de l'école 6, rue Jef Devos à 1190 Forest ; 50.000,00 € hors TVA ou 53.000,00 €, 6% TVA comprise ou 55.000,00 € TVA et révision comprises) inscrit à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 et financé par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2021-T-071 - School 3 en 6: Vloerbekleding (2 PERCELEN) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw overschrijdt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat deze vloer dateert uit de tijd van de bouw van twee sites;

Overwegende dat het onmogelijk is deze doeltreffend te herstellen wegens de talrijke beschadigde zones met latten die niet meer kunnen worden teruggeplaatst en die niet kunnen worden gereinigd wegens de staat waarin zij verkeren, met het oog op het gebruik van deze lokalen;

Overwegende dat het met het oog op de veiligheid en de hygiëne noodzakelijk is alle parketvloeren in de twee betrokken scholen te vervangen;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

* Perceel 1 (Vervanging van de parketvloer in de feestzaal van school 3, Timmermansstraat te 1190 Vorst), geraamd op 54.000,00 € excl. btw of 57.240,00 €, 6% btw inbegrepen of 60.000,00 €, btw en herziening inbegrepen;

* Perceel 2 (Vervanging van de parketvloer in de grote zaal van school 6, Jef Devosstraat te 1190 Vorst), geraamd op 50.000,00 € exc. btw of 53.000,00 €, 6% btw inbegrepen of 55.000,00 €, btw en herziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-071 - School 3 en 6: Vloerbekleding (2 PERCELEN)”, voor een geraamd bedrag van 104.000,00 € excl. btw of 115.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor 2021 en gefinancierd met een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2021-T-071 - School 3 en 6: Vloerbekleding (2 PERCELEN)”, voor een geraamd bedrag van 104.000,00 € excl. btw of 115.000,00 €, btw en herziening inbegrepen (Perceel 1: Vervanging van de parketvloer in de feestzaal van school 3, Timmermansstraat te 1190 Vorst; 54.000,00 € excl. btw of 57.240,00 €, 6% btw inbegrepen of 60.000,00 €, btw en herziening inbegrepen; Perceel 2: Vervanging van de parketvloer in de grote zaal van school 6, Jef Devosstraat te 1190 Vorst; 50.000,00 € excl. btw of 53.000,00 €, 6% btw inbegrepen of 55.000,00 €, btw en herziening inbegrepen) ingeschreven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor 2021 en gefinancierd met een lening.

Accueil extrascolaire - Buitenschoolse opvang

55 Accueil extrascolaire - Marchés publics - Achat de deux banderoles - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 2021-F021 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de deux banderoles pour permettre aux parents de mieux localiser la plaine de vacances (nouvel investissement);

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/10/2021 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de deux banderoles» via un marché public de faible montant pour un montant estimé à 158 € hors TVA, 200 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7611/744-98/34 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par subsidence) ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/10/2021 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de deux banderoles » via un marché public de faible montant pour un montant estimé à 158 € hors TVA, 200 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article budgétaire 7611/744-98/34 du service extraordinaire de l'exercice 2021 (financement par subsidence).

Buitenschoolse opvang - Overheidsopdrachten - Aankoop van twee spandoeken - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 2021-F021 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het noodzakelijk was twee spandoeken aan te kopen om de ouders in staat te stellen de vakantiespeelpleinwerking beter te lokaliseren (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28/10/2021 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van twee spandoeken” via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 158 € excl. btw, 200 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door subsidie);

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28/10/2021 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van twee spandoeken” via een overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 158 € excl. btw, 200 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7611/744-98/34 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2021 (financiering door subsidie).

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 56 **Logement - Règlement relatif à l’octroi d’une prime durant les trois années suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest – Modifications des conditions d’octroi, du nombre de tranches, et de l’échéance.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu son règlement du 17 décembre 2013 relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest, modifié par décisions du Conseil communal du 25 avril 2017 et du 17 décembre 2019 ;

Vu le courrier d'UNIA adressé au Collège des bourgmestre et échevins en date du 31 janvier 2020 questionnant la limite d'âge pour l'octroi de la prime relative à l'habitation nouvellement acquise ou construite ;

Considérant que dans le respect du principe de l'égalité des chances, il convient de supprimer le plafond d'âge, attendu qu'un propriétaire de 40 ans et plus ne bénéficie pas forcément d'une situation financière confortable ;

Considérant que cette mesure va augmenter le nombre de demandes de primes ;

Considérant que la volonté politique est d'axer l'aide sur les familles modestes et de permettre à un maximum de ménages de bénéficier de la prime ;

Considérant que la politique de soutien à l'acquisition d'une propriété résidentielle menée par la Région bruxelloise s'est renforcée depuis la création de la prime de Forest en 2013 grâce à une panoplie de mesures pour les propriétaires qui habitent leur bien unique notamment le remplacement du bonus logement par un abattement plus important sur les droits d'enregistrement et la prime Be-Home régionale de 130 € visant à compenser l'augmentation du précompte immobilier ;

Considérant en outre que depuis 2017 le taux d'accroissement annuel moyen du montant octroyé par tranche de la prime est de 5% et qu'en 2020 plus des trois quarts des primes octroyées dépassaient les 600 € ;

Considérant que le budget prévu pour les primes de 45 000 € a été utilisé à 100 % en 2020 et qu'il a fallu passer ce budget pour les primes à 51 000 € en 2021 ;

Considérant que le nombre de demandes pour 2021 s'élève à 148 - contre 115 en moyenne sur les 4 années précédentes -, dont 63 pour une première tranche, 52 pour une seconde tranche, et 33 pour une troisième tranche ;

Considérant qu'une partie des demandes introduites pour 2021 risque de devoir être refusée sur base de l'article 2 du règlement, la limite des crédits budgétaires de l'exercice étant atteinte ;

Considérant qu'il convient de maîtriser la croissance du coût de cette prime pour les finances communales, notamment sous forme de transferts au profit des ménages, afin qu'elle continue de bénéficier à ceux qui en ont besoin ;

Considérant que le Conseil communal a adopté le règlement relatif à la prime à l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest au début de la législature précédente parallèlement à l'augmentation de centimes additionnels au précompte immobilier qui sont passés de 2 720 en 2013 à 3 120 en 2014 alors que la moyenne bruxelloise des centimes additionnels au précompte immobilier s'élevait à 2 774 en 2013 ;

Considérant que le Conseil communal visait alors à réduire l'impact de cette hausse de la fiscalité immobilière sur les jeunes ménages acquéreurs de leur logement souhaitant s'installer à Forest ;

Considérant que depuis lors les centimes additionnels au précompte immobilier ont augmenté dans la plupart des autres communes bruxelloises, leur moyenne s'établissant à 3007 en 2020, l'écart entre Forest et la moyenne bruxelloise étant ainsi passé de 299 à 113 entre 2014 et 2020 ;

Considérant que le versement de la prime pour l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite sur une année diminuera l'avantage accordé aux ménages dans une proportion semblable ;

Considérant que la prime unique s'appliquera aux demandes de primes introduites après l'entrée en vigueur du présent règlement ;

Considérant que les ménages auxquels le Collège a octroyé la prime dans le cadre du règlement revu par la présente décision devraient avoir droit à la liquidation des autres tranches dès lors que les conditions d'octroi initiales sont toujours réunies ;

Considérant que le règlement adopté sous la précédente législature vient à échéance fin avril 2023 et qu'il convient d'assurer une pérennité du dispositif jusqu'à la fin de la législature actuelle ;

DECIDE

De modifier le règlement relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest comme suit :

Ancien texte :

Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1.-Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;
- Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;
- Pleine propriété : propriété non-démembrée constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose.

Article 2.-Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite. La signature de l'acte authentique d'acquisition ou la première occupation de la nouvelle construction doit avoir eu lieu à partir du 1er janvier 2013.

Article 3.- Le demandeur ou les demandeurs :

3.1.-doi(ven)t être âgé de 18 ans au moins et ne pourra(ont) avoir atteint l'âge de 40 ans à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2.- doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3.- ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 45.000 € pour un isolé; 65.000 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 3.000 € par enfant à charge. Les plafonds ainsi que le supplément de 3.000 € par enfant à charge, visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'index santé déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec pour base, l'indice santé octobre 2013/(base 2004) = 120,99 et seront adaptés chaque année au 1er janvier.

3.4.-doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble à partir du 1^{er} janvier 2013 et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5.-ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 - Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite mais ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 750 € par exercice d'imposition.

Article 5 - L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 - Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5, la prime est allouée par tranche annuelle dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 - La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la première tranche doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A.- l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction;

B.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi;

C.- l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. ou une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant du montant des revenus nets imposables du (ou des) demandeur(s);

D.- la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par cet avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier.

Article 8.- La demande d'octroi de la prime sera réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9.- Les demandes de liquidation de chacune des 2 tranches suivantes de la prime doivent être introduites auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du nouvel avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier accompagnées uniquement de l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier y relatif et de la preuve de son paiement. A défaut d'être accompagnée des documents requis dans le délai précité, la demande de liquidation de tranche sera réputée irrecevable.

Article 10 : Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposés par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen n° 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 11 : Dispositions transitoires

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du Ministère des Finances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s) - cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

Article 12.- Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de trois ans et quatre mois.

Nouveau texte :

Règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1.-Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé;
- Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;
- Pleine propriété : propriété non-démembrée constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose.

Article 2.-Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite. La signature de l'acte authentique d'acquisition ou la première occupation de la nouvelle construction doit avoir eu lieu à partir du 1er janvier 2013.

Article 3.- Le demandeur ou les demandeurs:

3.1.-doi(ven)t être âgé de 18 ans au moins à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2.- doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3.- ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 45.000 € pour un isolé; 65.000 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 3.000 € par enfant à charge. Les plafonds ainsi que le supplément de 3.000 € par enfant à charge, visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'index santé déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec pour base, l'indice santé octobre 2013/(base 2004) = 120,99 et seront adaptés chaque année au 1er janvier.

3.4 doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble à partir du 1^{er} janvier 2013 et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestres et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5.-ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de

l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 - Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite mais ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions éventuelles. Il est plafonné à maximum 822 €.

Article 5 - L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 - Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5 et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 10, la prime est allouée en une tranche dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 - La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la tranche unique doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A.- l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction;

B.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi;

C.- l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. ou une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant du montant des revenus nets imposables du (ou des) demandeur(s);

D.- la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par cet avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier.

Article 8.- La demande d'octroi de la prime sera réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9 : Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposés par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen n° 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 10 : Dispositions transitoires

§ 1 documentation patrimoniale à fournir

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du Ministère des Finances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s) - cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

§ 2 deuxième et troisième tranches de la prime octroyée avant l'entrée en vigueur du présent règlement

Les demandes en vue de la liquidation d'une 2^{ème} ou 3^{ème} tranche de prime que le Collège a octroyée avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont recevables sous réserve des conditions fixées aux articles 3.3 à 3.5. Les demandes de liquidation de la tranche doivent être introduites auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du nouvel avertissement-extrait de rôle du

précompte immobilier accompagnées de celui-ci et de la preuve de son paiement ainsi que de l'avertissement extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'avant-dernière année. A défaut d'être accompagnée des documents requis dans le délai précité, la demande de liquidation de tranche sera réputée irrecevable. Le montant de la prime est calculé comme prévu à l'article 4 et est plafonné à 750 €.

Article 11. - Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de trois ans et six mois.

Huisvesting - Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst – Wijzigingen van de toekenningsvoorwaarden, het aantal schijven en de termijn.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Zijn reglement van 17 december 2013 herziend betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst, gewijzigd bij beslissingen van de Gemeenteraad van 25 april 2017 en van 17 december 2019;

Gelet op de brief van UNIA gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van 31 januari 2020 waarin de leeftijdsgrens voor de toekenning van de premie met betrekking tot een pas verworven of gebouwde woning in vraag wordt gesteld;

Overwegende dat, met inachtneming van het beginsel van gelijke kansen, de leeftijdsgrens moet worden afgeschaft, aangezien een eigenaar van 40 jaar en ouder niet noodzakelijkerwijs over een comfortabele financiële situatie beschikt;

Overwegende dat deze maatregel het aantal premieaanvragen zal doen toenemen;

Overwegende dat de politieke wil bestaat om de steun toe te spitsen op gezinnen met een bescheiden inkomen en om een zo groot mogelijk aantal gezinnen gebruik te laten maken van de premie;

Overwegende dat het beleid ter ondersteuning van de aankoop van een residentiële eigendom, gevoerd door het Brussels Gewest, sinds de invoering van de premie in Vorst in 2013 versterkt is dankzij een reeks maatregelen voor eigenaars die hun enige woning bewonen, meer bepaald de vervanging van de woonbonus door een hoger abatement op de registratierechten en de gewestelijke Be-Home-premie van 130 € ter compensatie van de verhoging van de onroerende voorheffing;

Overwegende bovendien dat sinds 2017 het gemiddelde jaarlijkse groeipercentage van het toegekende bedrag per premieschijf 5% bedraagt en dat in 2020 meer dan driekwart van de toegekende premies hoger was dan 600 €;

Overwegende dat het voor premies uitgetrokken budget van 45.000 € in 2020 voor 100% is opgebruikt en dat dit budget voor premies in 2021 moest worden verhoogd tot 51.000 €;

Overwegende dat voor 2021 het aantal aanvragen 148 bedraagt - tegenover gemiddeld 115 in de 4 voorgaande jaren - waarvan 63 voor een eerste schijf, 52 voor een tweede schijf en 33 voor een derde schijf;

Overwegende dat het risico bestaat dat een deel van de voor 2021 ingediende aanvragen zal moeten worden geweigerd op basis van artikel 2 van het reglement, aangezien de limiet van de begrotingskredieten voor het dienstjaar bereikt is;

Overwegende dat de stijging van de kosten van deze premie voor de gemeentefinanciën in de hand moet worden gehouden, meer bepaald in de vorm van de overdracht aan gezinnen, zodat deze ten goede blijft komen aan hen die haar nodig hebben;

Overwegende dat de Gemeenteraad aan het begin van de vorige bestuursperiode het reglement betreffende de premie tot vestiging in een pas verworven of gebouwde woning in Vorst heeft aangenomen, tegelijk met de verhoging van de opcentiemen op de onroerende voorheffing, die stegen van 2 720 in 2013 naar 3 120 in 2014, terwijl het Brussels gemiddelde van de opcentiemen op de onroerende voorheffing 2 774 bedroeg in 2013;

Overwegende dat de Gemeenteraad destijds de gevolgen van deze verhoging van de onroerendgoedbelasting voor jonge gezinnen die hun woning hebben aangekocht en zich in Vorst willen vestigen, wilde beperken;

Overwegende dat de opcentiemen op de onroerende voorheffing sindsdien in de meeste andere Brusselse gemeenten zijn gestegen en hun gemiddelde in 2020 is vastgesteld op 3 007, waarbij het verschil tussen Vorst en het Brussels gemiddelde tussen 2014 en 2020 dus gedaald is van 299 naar 113;

Overwegende dat de betaling van de premie voor de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning over één jaar het aan de gezinnen toegekende voordeel in een vergelijkbare verhouding vermindert;

Overwegende dat de eenmalige premie zal gelden voor de premieaanvragen die zijn ingediend na de inwerkingtreding van onderhavig reglement;

Overwegende dat de gezinnen waaraan het College de premie in het kader van het bij dit besluit herziene reglement heeft toegekend, recht moeten hebben op de betaling van de andere schijven zolang nog aan de oorspronkelijk toekenningsvoorwaarden wordt voldaan;

Overwegende dat het tijdens de vorige bestuursperiode aangenomen reglement eind april 2023 afloopt en dat het behoud van de regeling tot het einde van de huidige bestuursperiode moet worden gewaarborgd;

BESLIST

Het reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

Artikel 1.- Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

- Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;
- Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;
- Volle eigendom: het recht op het gebruik van een onverdeelde eigendom, op het vruchtgebruik ervan of om erover te beschikken.

Artikel 2.- Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben). De ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bewoning van het nieuwe gebouw moet plaatsgevonden hebben vanaf 1 januari 2013.

Artikel 3.- De aanvrager of de aanvragers:

3.1.- moet(en) minimaal 18 jaar zijn en mag (mogen) de leeftijd van 40 jaar niet bereikt hebben op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2.- moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3.- mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 45.000 € voor een alleenstaande; 65.000 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de samengevoegde belastbare inkomens van de aanvrager(s). Deze bedragen worden verhoogd met 3.000 € per kind ten laste. De plafonds alsook de toeslag van 3.000 € per kind ten laste, bedoeld in artikel 3.3 volgen de schommelingen van de gezondheidsindex, vastgelegd door het Ministerie van Economie, met als basis, de gezondheidsindex oktober 2013/(basis 2004) = 120,99 en worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

3.4.- moet(en) zich in het gebouw domiciliëren vanaf 1 januari 2013 en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5.- mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4.- Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning maar mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 750 € per aanslagjaar.

Artikel 5.- De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6.- Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen wordt de premie toegewezen per jaarlijkse schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7.- De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eerste schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

- A.- het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw;
- B.- een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;
- C.- het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar, voorzien in artikel 3.3. of een verklaring van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Directe Belastingen, betreffende het bedrag van de belastbare netto-inkomens van de aanvrager(s);
- D.- het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting die door dit aanslagbiljet van de onroerende voorheffing gevorderd wordt.

Artikel 8.- De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9.- De aanvragen tot betaling van elk van de 2 volgende schijven van de premie moeten per brief

ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden na de verzendingsdatum van het nieuwe aanslagbiljet van de onroerende voorheffing. Daaraan wordt alleen het desbetreffende aanslagbiljet van de onroerende voorheffing en het betalingsbewijs toegevoegd. De aanvraag tot uitbetaling van de schijf wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de voormelde termijn.

Artikel 10: Bescherming van de persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 11: Overgangsbepalingen

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Registratie en Domeinen dat aantoonst dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

Artikel 12.- Het huidige reglement treedt in werking op 1 januari 2020 voor een duur van drie jaar en vier maanden.

Nieuwe tekst:

Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

Artikel 1.- Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

- Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;
- Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;
- Volle eigendom: het recht op het gebruik van een onverdeelde eigendom, op het vruchtgebruik ervan of om erover te beschikken.

Artikel 2.- Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben). De ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bewoning van het nieuwe gebouw moet plaatsgevonden hebben vanaf 1 januari 2013.

Artikel 3.- De aanvrager(s):

3.1.- moet(en) minimaal 18 jaar zijn op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2.- moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3.- mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 45.000 € voor een alleenstaande; 65.000 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de samengevoegde belastbare inkomens van de aanvrager(s). Deze bedragen worden verhoogd met 3.000 € per kind ten laste. De plafonds alsook de toeslag van 3.000 € per kind ten laste, bedoeld in artikel 3.3 volgen de schommelingen van de gezondheidsindex, vastgelegd door het Ministerie van Economie, met als basis, de gezondheidsindex oktober 2013/(basis 2004) = 120,99 en worden jaarlijks op 1 januari aangepast.

3.4.- moet(en) zich in het gebouw domiciliëren vanaf 1 januari 2013 en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5.- mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4.- Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning maar mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 822 €.

Artikel 5.- De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6.- Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen en behoudens de overgangsbepalingen voorzien in artikel 10, wordt de premie toegekend in één schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7.- De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eenmalige schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

- A.- het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw;
- B.- een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;
- C.- het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar, voorzien in artikel 3.3. of een verklaring van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Directe Belastingen, betreffende het bedrag van de belastbare netto-inkomens van de aanvrager(s);
- D.- het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting die door dit aanslagbiljet van de onroerende voorheffing gevorderd wordt.

Artikel 8.- De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9: Bescherming van de persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 10: Overgangsbepalingen

§ 1 te verstrekken patrimoniumdocumentatie

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Registratie en Domeinen dat aantoonst dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

§ 2 tweede en derde schijf van de premie toegekend vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement

De aanvragen voor de betaling van een tweede of derde schijf van de premie die het College vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement heeft toegekend, zijn ontvankelijk onder voorbehoud van de voorwaarden van artikels 3.3 tot 3.5.

De aanvragen tot betaling van de schijf moeten schriftelijk worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden na de verzendingsdatum van het nieuwe aanslagbiljet van de onroerende voorheffing. Daaraan worden dit laatste en het betalingsbewijs evenals het aanslagbiljet van de personenbelasting van het voorlaatste jaar toegevoegd. De aanvraag tot uitbetaling van de schijf wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de voormelde termijn.

Het te vereffenen bedrag wordt berekend zoals voorzien in artikel 4 en wordt beperkt tot 750 €.

Artikel 11.- Het huidige reglement treedt in werking op 1 januari 2022 voor een duur van drie jaar en zes maanden.

57 **Logement – Immeuble inoccupé sis à Forest, rue du Canada 55-57 et mis en vente dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne » – Acquisition en vue de la réalisation de 4 logements - Exercice du droit de préemption – Décision du 19 octobre 2021 – Compléments et précisions.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 1^{er} et 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre VII et du titre X du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire relative au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 2018 approuvant le programme de revitalisation urbaine du contrat de quartier durable « Wiels-sur-Senne » et octroyant à la Commune de Forest une subvention pour la mise en œuvre de ce programme ;

Vu sa décision du 19 octobre 2021 :

a) D'exercer son droit de préemption sur le bien sis, à Forest, rue du Canada 55-57, dans le périmètre du contrat de quartier « Wiels-sur-Senne », conformément à l'article 259, 4^o du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, en vue de le rénover pour y réaliser 4 logements moyens ;

b) De notifier à la cellule préemption de Urban.brussels, la décision du Conseil Communal d'exercer le droit de préemption pour le bien visé ;

c) D'approuver le montant de l'acquisition de 475.000 € , conformément à l'article 267, 2^o du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

d) D'inscrire la dépense de 475.000,00 € à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

e) De financer la dépense à concurrence de 95%, soit 451.250,00 € , via le subside régional de Politique de la Ville et le solde de 5%, soit 23.750,00 € , par un emprunt ;

Considérant que la Commune de Forest sollicitera le subside régional de Politique de la Ville afin de permettre l'acquisition du bien visé ;

Considérant que le subside régional de Politique de la Ville varie entre 85% et 95% du montant estimé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la Région Bruxelloise ;

Considérant que pour bénéficier d'un taux à 95% il faut que : l'état d'abandon du bien soit constaté par arrêté du Bourgmestre ordonnant des mesures d'assainissement ; ou des réparations nécessaires pour rétablir la salubrité ; ou pour raison de sécurité publique ; ou que l'immeuble soit repris à l'inventaire régional des logements inoccupés (art. 2 AGRBC PdV) ; la liste des logements inoccupés pour l'année de 2020 a été transmise à la Région de Bruxelles-Capitale le 29 octobre 2021 ;

Considérant que l'estimation du bien par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la Région de Bruxelles-Capitale est nécessaire afin de demander le subside régional de Politique de la Ville ; que celui-ci l'a estimé le 01 octobre 2021 à 450.000,00 € ;

Considérant qu'il y a lieu de préciser que la création de logements moyens ou sociaux relève de l'utilité publique ;

Considérant que l'acte authentique doit être dressé dans un délai de quatre mois à compter de l'aliénation ;

Considérant que le montant de l'acquisition (475.000,00 €) doit être majoré de 5.000,00 €, représentant l'estimation des frais nécessaires à cette acquisition.

DECIDE :

D'acquérir pour cause d'utilité publique, l'immeuble sis à Forest, rue du Canada 55-57, en vue de le rénover pour y réaliser 4 logements moyens ;

D'approuver le montant de l'acquisition s'élevant à 475.000,00 €, augmenté des frais d'acquisition estimés à 5.000,00 €, soit un total de 480.000,00 €, à inscrire à l'article 922/722-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2021 ;

De financer 95% de cette dépense (432.250,00 €) par un subside et le solde de 5% (47.750,00 €) par un emprunt ;

De déposer un dossier de demande de subvention via le subside Régional de Politique de la Ville axe 1 afin de financer la dépense à concurrence :

1) de 95% du montant de l'estimation effectuée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de la Région de Bruxelles-Capitale, soit 427.500,00 € (= 450.000,00 € X 95%), par un subside, et le solde de 5%, soit 47.500,00 € (= 450.000,00 € X 5%), par un emprunt ;

2) de 95% des frais inhérents à cette acquisition, soit 4.750,00 €, par un subside, et le solde de 5%, soit 250,00 €, par un emprunt ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou de son délégué, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De désigner Jean Martroye de Joly, Notaire à Forest, avenue Van Volxem 14, afin qu'il assiste la commune à la rédaction et à la signature de l'acte authentique nécessaire à cette acquisition.

Huisvesting - Leegstaand pand in Vorst, Canadastraat 55-57, te koop, in de perimeteer van het wijkcontract "Wiels aan de Zenne" - Verwerving met het oog op de realisatie van 4 woningen - Uitoefening van het voorkeerprijsrecht – Beslissing van 19 oktober 2021- Aanvullingen en toelichtingen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de artikelen 1 en 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titel VII en titel X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkeepsrecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkeepsrecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het stedelijke herwaarderingsprogramma voor het duurzaam wijkcontract “Wiels aan de Zenne” en tot toekenning van een subsidie aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van dat programma;

Gelet op de beslissing van 19 oktober 2021 om:

- a) Het voorkeepsrecht uit te oefenen op het goed gelegen Canadastraat 55-57 te Vorst, in de perimeteer van het wijkcontract “Wiels aan de Zenne”, overeenkomstig artikel 259, 4° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, met het oog op de renovatie ervan teneinde er 4 woningen voor middeninkomens tot stand te brengen;
- b) De cel Voorkoop van Urban.brussels in kennis te stellen van de beslissing van de Gemeenteraad om het voorkeepsrecht voor het betrokken goed uit te oefenen;
- c) Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag van 475.000 €, overeenkomstig artikel 267, 2° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;
- d) De uitgave van 475.000,00 € in te schrijven op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;
- e) 95% van de uitgave, zijnde 451.250,00 € te financieren via de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid en het saldo van 5%, zijnde 23.750,00 €, via een lening;

Overwegende dat de gemeente Vorst de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid aanvraagt om het betrokken goed te kunnen aankopen;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid schommelt tussen 85% en 95% van het bedrag dat door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van het Brussels Gewest is geraamd;

Overwegende dat, om in aanmerking te komen voor een percentage van 95%, het volgende noodzakelijk is: de staat van verwaarlozing van het goed moet worden vastgesteld door een besluit van de Burgemeester waarin saneringsmaatregelen worden bevolen; of noodzakelijke herstellingen om de gezondheid te herstellen; of vanwege de openbare veiligheid; of het gebouw moet worden opgenomen in de gewestelijke inventaris van leegstaande woningen (art. 2 BBHR SB); de lijst van leegstaande woningen voor het jaar 2020 werd op 29 oktober 2021 overgemaakt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de raming van het goed door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest noodzakelijk is om de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid aan te vragen; dat dit het op 1 oktober 2021 op 450.000,00 € heeft geraamd;

Overwegende dat moet worden verduidelijkt dat de creatie van sociale of middelgrote woningen een zaak van openbaar nut is;

Overwegende dat de authentieke akte moet worden opgesteld binnen een termijn van vier maanden na de vervreemding;

Overwegende dat het aankoopbedrag (475.000,00 €) met 5.000,00 € moet worden vermeerderd, zijnde de geraamde kosten die nodig zijn voor deze aankoop.

BESLIST:

Het goed gelegen Canadastraat 55-57 te Vorst aan te kopen ten algemene nutte, met het oog op de renovatie teneinde er 4 woningen voor middeninkomens tot stand te brengen;

Goedkeuring te verlenen aan het aankoopbedrag van 475.000,00 €, vermeerderd met de aankoopkosten die worden geraamd op 5.000,00 €, zijnde een totaal van 480.000,00 €, in te schrijven op artikel 922/722-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2021;

95% van deze uitgave (432.250,00 €) te financieren door een subsidie en het saldo van 5% (47.750,00 €) door een lening;

Een subsidieaanvraagdossier in te dienen via de gewestelijke subsidie voor het stadsbeleid - pijler 1 voor de financiering van de uitgave ten belope:

1) van 95% van het bedrag van de raming uitgevoerd door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijnde 427.500,00 € (= 450.000,00 € X 95%), door een subsidie, en het saldo van 5%, zijnde 47.500,00 € (= 450.000,00 € X 5%), door een lening;

2) van 95% van de kosten in verband met deze aankoop, zijnde 4.750,00 €, door een subsidie, en het saldo van 5%, zijnde 250,00 €, door een lening;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of diens afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of diens afgevaardigde, machtiging te verlenen om de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;

Jean Martroye de Joly, Notaris te Vorst, Van Volxemlaan 14, aan te stellen opdat hij de gemeente bijstaat bij de opstelling en ondertekening van de authentieke akte die voor deze aankoop nodig is.

58 **Logement - Convention de partenariat et de subventionnement avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d'acte des comptes de l'AISF et du Rapport du Réviseur d'entreprises au 31-12-2019 – Liquidation de la 3ème tranche 2019.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 octobre 2015, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2016 ;

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 21 février 2019 autorisant la liquidation d'une partie du Subside communal 2019 à l'AISF prévu par la convention du 29 octobre 2015, en deux mensualités de 5.727,14 € (cinq mille sept cent vingt-sept euros et quatorze cents) ;

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 22 août 2019 autorisant, d'une part, la liquidation du solde de la première tranche 2019 du Subside communal 2019 à l'AISF, soit 29.781,18 € et d'autre part, la liquidation de la deuxième tranche du Subside communal 2019 à l'AISF prévu par la même convention, soit 20.617,73 € ;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement d'une troisième tranche (6.872,58 €) sur base des pièces justificatives précisées à l'article 3 ;

Considérant que l'AISF a communiqué lesdites pièces justificatives par courriel en date du 5 novembre 2020 ;

Vu le Rapport du Réviseur d'entreprise Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-2019 ;

Considérant que dans son Rapport, le Réviseur d'entreprise Groupe Audit Belgium, a précisé que la provision pour investissement futurs de 53.400 EUR n'est pas conforme au droit comptable belge et doit être reprise en augmentation du résultat et ainsi des fonds propres ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 4 février 2020, autorisant l'AISF ASBL à titre exceptionnel de mettre en réserve une provision pour investissement ;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2019/39 du service ordinaire du budget 2021 soit 6.496,81 € n'est pas suffisant pour payer la totalité de la troisième tranche de la subvention 2019 à l'AISF;

DECIDE:

De prendre acte du Rapport financier de l'AISF et du Rapport du réviseur d'entreprises Groupe Audit Belgium sur les comptes de l'AISF au 31-12-2019 annexés à la présente décision et d'autoriser à titre exceptionnel la mise en réserve pour investissement à concurrence de 53.400 € ;

D'autoriser la liquidation de la troisième tranche du subside communal 2019 à l'AISF prévu par la convention de partenariat et de subventionnement du 21 octobre 2015 ;

D'inscrire la dépense de 6.496,81 € (six-mille quatre cent nonante-six euros et quatre-vingt-et-un cents) à l'article 922/332-02/2019/39 du service ordinaire du budget 2021 ;

D'inscrire la dépense de 375,77 € (trois cent septante-cinq euros et septante-sept cents) à l'article 922/332-02/39 du service ordinaire du budget 2021.

Huisvesting - Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor op 31-12-2019 – Uitbetaling van de 3de schijf 2019.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 20 oktober 2015 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het SVKV voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2016;

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 21 februari 2019 om toestemming te geven voor de uitbetaling van de eerste schijf van de gemeentelijke subsidie 2019 aan het SVKV voorzien bij de overeenkomst van 29 oktober 2015, in twee maandelijks termijnen van 5.727,14 € (vijfduizend zeventien en twintig euro en veertien cent);

Gelet op de beslissing van het College in zitting van 22 augustus 2019 om toestemming te geven voor de uitbetaling van het saldo van de eerste schijf 2019, namelijk 29.781,18 € en van de tweede schijf van de gemeentelijke subsidie 2019 aan het SVKV voorzien bij de bovenvermelde overeenkomst, namelijk 20.617,73 €;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst voorziet in de betaling van een derde schijf (6.872,58 €) op basis van de bewijsstukken vermeld in artikel 3;

Overwegende dat het SVKV de voormelde bewijsstukken heeft overgemaakt via e-mails van 5 november 2020;

Gelet op de verslag van de Bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2019;

Overwegende dat de Bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium in zijn verslag verduidelijkt dat de voorziening voor toekomstige investeringen van 53.400 € niet in overeenstemming is met de Belgische boekhoudwetgeving en moet worden opgenomen als een verhoging van resultaten en dus van het eigen vermogen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 4 februari 2020 om het SVKV toestemming te verlenen bij wijze van uitzondering een voorziening voor investeringen aan te leggen;

Overwegende dat het overgedragen krediet ingeschreven op het artikel 922/332-02/2019/39 van de gewone dienst van de begroting 2021 namelijk 6.496,81 € niet voldoende is om totaliteit van de derde schijf van de toelage 2019 aan het SVKV te betalen;

BESLIST:

Akte te nemen van het financiële verslag van het SVKV en van het verslag van de bedrijfsrevisor Groupe Audit Belgium over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2019, opgenomen in bijlage bij de huidige beslissing, en toestemming te verlenen bij wijze van uitzondering een reserve voor investeringen van 53.400 € aan te leggen ;

Toestemming te geven voor de uitbetaling van de derde schijf van de gemeentelijke subsidie 2019 aan het SVKV voorzien bij de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst van 21 oktober 2015;

De uitgave van 6.496,81 € (zesduizend vierhonderd zesennegentig euro en eenentachtig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2019/39 van de gewone dienst van de begroting 2021;

De uitgave van 375,77 € (driehonderd vijfenzeventig euro en zevenenzeventig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/39 van de gewone dienst van de begroting 2021.

3 annexes / 3 bijlagen

59 **Logement - Régie Foncière - Approbation des budgets 2022.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment les article 84 §1er, 117 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que la commission d'avis conformément à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2022 de la Régie Communale Ordinaire ;

Vu le rapport de la Commission d'avis ;

DECIDE:

D'approuver le budget d'exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2022 joints en annexe.

Huisvesting - Grondregie - Goedkeuring van de begrotingen 2022.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de begroting 2022 van het gewone gemeentebedrijf;

Gelet op het verslag van de adviescommissie;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2022.

8 annexes / 8 bijlagen

Propreté publique - Openbare netheid

60 Propreté Publique - Marché public - Achat d'une rampe lumineuse - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'une nouvelle rampe lumineuse pour le véhicule de la cellule répression afin de remplacer celle qui ne fonctionne plus ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'une rampe lumineuse" estimé à 8.264,46 € hors TVA soit 10.000 €, 21% de TVA comprise et inscrit à l'article 87540/744-51/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé par emprunt (MB 4) ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 25 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'une rampe lumineuse" estimé à 8.264,46 € hors TVA soit 10.000 €, 21% de TVA comprise et inscrit à l'article 87540/744-51/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé par emprunt (MB 4).

Openbare Netheid - Overheidsopdracht - Aankoop van een lichtbalk - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nieuwe lichtbalk aan te schaffen voor het voertuig van de cel Repressie ter vervanging van de defecte lichtbalk;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een lichtbalk" geraamd op 8.264,46 € excl. btw of 10.000 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 87540/744-51/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd door een lening (BW 4);

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een lichtbalk" geraamd op 8.264,46 € excl. btw of 10.000 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 87540/744-51/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd door een lening (BW 4).

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Ecoles - Scholen

61 Affaires communautaires - Enseignement néerlandophone - Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales néerlandophones de Forest - Adoption.

DE GEMEENTERAAD,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'art. 117 et 119 ;

Considérant la loi du 18 décembre 2002 qui étend le champ d'application de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail aux administrations locales ;

Vu le Règlement de travail de l'administration communale de Forest, adopté en séance du 3 mars 2009, et ses modifications;

Vu le Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales forestoises, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ;

Considérant que ce Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales de Forest doit être adapté à la réalité des écoles communales néerlandophones et au cadre légal qui s'applique à l'enseignement néerlandophone et à l'accueil extrascolaire ;

Vu le protocole d'accord intervenu N° 457 entre les autorités et les organisations syndicales en date du 9 novembre 2021;

DECIDE:

D'adopter le Règlement relatif à l'accueil extrascolaire dans les écoles communales néerlandophones de Forest en annexe.

Gemeenschapszaken - Nederlandstalig onderwijs - Reglement voor- en naschoolse opvang op de Nederlandstalige gemeentescholen van Vorst - Goedkeuring.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald de artikelen 117 en 119;

Gelet op de wet van 18 december 2002 die het toepassingsgebied van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen uitbreidt naar de plaatselijke besturen;

Gelet op het gemeentelijk Arbeidsreglement voor Vorst, aangenomen tijdens de zitting van 3 maart 2009, en wijzigingen;

Gelet op het gemeentelijk Reglement met betrekking tot de voor- en naschoolse opvang in de gemeentescholen

van Vorst dat in voege is getreden op 1 januari 2016;

Overwegende dat dit Reglement met betrekking tot de voor- en naschoolse opvang in de gemeentescholen van Vorst dient te worden aangepast aan de realiteit van de Nederlandstalige gemeentescholen en het wettelijk kader dat van toepassing is voor het Nederlandstalig onderwijs en de voor- en naschoolse opvang;

Gelet op het protocolakkoord nr. 457, gesloten op 9 november 2021 tussen de overheid en de vakbondsorganisaties.

BESLIST:

Het bijgesloten Reglement voor- en naschoolse opvang op de Nederlandstalige gemeentescholen van Vorst te aanvaarden.

1 annexe / 1 bijlage

62 **Affaires communautaires – Enseignement néerlandophone – Personnel enseignant subventionné de GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Déclaration des places vacantes supplémentaires pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2022.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le Décret de la Communauté flamande du 27 mars 1991, section 3 – art 33, concernant la position légale de certains employés de l'enseignement subventionné et des centres d'accompagnement d'élèves subventionnés ;

Vu la décision du Conseil du 23 novembre 2021 concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à partir du 1er janvier 2022 ;

Considérant les heures de cours disponibles dans les écoles et la composition du personnel subventionné en date du 15 octobre 2021 dans les écoles communales GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel ;

Vu la circulaire "Personeelsformatie Scholen in het Gewoon Basisonderwijs (BaO/2005/09)" du 26 juin 2005, modifiée le 29 octobre 2021, qui donne exécution au CAO XII sous réserve de l'approbation définitive par le parlement Flamand ;

Considérant que les heures destinées à l'orientation initiale ont été augmentées et que des heures destinées à "samen school maken" ont été introduites ;

Vu la note de service d'AGODI du 20 octobre 2021 concernant l'augmentation des heures destinées à l'orientation initiale pour l'année scolaire 2021-2022 ;

Vu la note de service d'AGODI du 20 octobre 2021 concernant l'attribution d'heures supplémentaires destinées à "samen school maken" ;

Considérant qu' en date du 1 janvier 2022 une heure supplémentaire d'orientation initiale dans GBS De Puzzel et une heure supplémentaire d'orientation initiale dans GBS De Wereldbrug seront vacantes et qu'il serait dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures ;

Considérant qu' en date du 1 janvier 2022 une heure supplémentaire destinée à "samen school maken" dans GBS De Puzzel et une heure supplémentaire destinée à "samen school maken" dans GBS De Wereldbrug seront vacantes et qu'il est dès lors possible de faire des nominations permanentes pour ces heures;

Considérant qu' une nomination permanente pour les heures supplémentaires destinées à "samen school maken"

n'est possible que dans les fonctions d'enseignant maternel, d'enseignant primaire, de professeur d'éducation physique ou de professeur de religion ou de morale et que ces heures ne peuvent qu'être attribuées au délégués syndicaux au sein de l'école à laquelle ont été attribuées des heures supplémentaires destinées à "samen school maken";

Vu la décision du Conseil du 24 juin 2003 de faire adhérer les écoles communales GBS De Wereldbrug et GBS De Puzzel à une nouvelle communauté d'écoles portant le nom Spectrum ;

Vu la notification du 11 mai 2020 auprès de l'Agence des services de l'enseignement de la Communauté flamande, sur la poursuite de la Scholengemeenschap Spectrum pour la période 2020-2026 ;

Vu la décision du Conseil du 21 septembre 2021 approuvant la Convention de collaboration pour la période 2020-2026 ;

Considérant la procédure proposée et approuvée par les 7 écoles au sein de Spectrum concernant la déclaration des places vacantes pour une nomination permanente, au sein de la communauté d'écoles ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre acte de la déclaration de places vacantes supplémentaires, à partir du 1^{er} janvier 2022, pour une nomination permanente dans une fonction de recrutement, à charge de la Communauté flamande :

GBS De Wereldbrug:

Enseignant.e primaire	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);
Enseignant.e primaire/enseignant.e maternel.le/ professeur d'éducation physique/de professeur de religion ou de morale	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);

(**HC** = heures de cours, **HM** = heures sur une montre, **TP** = temps plein)

GBS De Puzzel :

Enseignant.e primaire	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);
Enseignant.e primaire/enseignant.e maternel.le/ professeur d'éducation physique/de professeur de religion ou de morale	pour 1 HC par semaine (TP = 24 HC);

(**HC** = heures de cours, **HM** = heures sur une montre, **TP** = temps plein)

Article 2:

De prendre acte que le directeur-coordonateur de Spectrum et tous les directions de la communauté d'écoles informeront avant le 15 novembre 2021 l'ensemble du personnel des différentes écoles de ces dispositions ;

De prendre acte que le personnel subventionné de la communauté d'écoles Spectrum, qui souhaiterait postuler pour une place vacante avec nomination permanente, doit adresser sa candidature par triple mail au directeur, au pouvoir organisateur de l'enseignement et au directeur-coordonateur de la Scholengemeenschap Spectrum et ce

uniquement par le formulaire établi par Spectrum **au plus tard le 15 décembre 2021** ;

Les candidatures incomplètes, tardives (après le 15 décembre 2021) ou non conformes aux prescriptions établies par Spectrum, ne seront pas prises en considération.

Gemeenschapszaken – Nederlandstalig onderwijs – Gesubsidieerd onderwijzend personeel van GBS De Wereldbrug & GBS De Puzzel – Bijkomende vacantverklaringen voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2022.

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap d.d. 27 maart 1991, afd.3 – art. 33, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 23 november 2021 betreffende de vacantverklaringen voor een vaste benoeming in een wervingsambt, met ingang van 1 januari 2022;

Overwegende de beschikbare lestijden in de scholen en de samenstelling van het gesubsidieerde personeel op 15 oktober 2021 in de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel;

Gelet op de omzendbrief Personeelsformatie Scholen in het Gewoon Basisonderwijs (BaO/2005/09) van 26 juni 2005, zoals gewijzigd op 29 oktober 2021, die – onder voorbehoud van de definitieve goedkeuring door het Vlaams parlement – uitvoering geeft aan CAO XII;

Overwegende dat de lestijden voor aanvangsbegeleiding worden verhoogd en dat er aanvullende lestijden voor "samen school maken" worden geïntroduceerd;

Gelet op de dienstbrief van AGODI van 20 oktober 2021 met betrekking tot de verhoging van de lestijden aanvangsbegeleiding voor het schooljaar 2021-2022;

Gelet op de dienstbrief van AGODI van 20 oktober 2021 met betrekking tot de toekenning van aanvullende lestijden voor "samen school maken";

Overwegende dat op 1 januari 2022 één bijkomende lestijd aanvangsbegeleiding in GBS De Puzzel en één bijkomende lestijd aanvangsbegeleiding in GBS De Wereldbrug vacant zijn, en er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Overwegende dat op 1 januari 2022 één lestijd "samen school maken" in GBS De Puzzel en één lestijd "samen school maken" in GBS De Wereldbrug vacant zijn, en er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden;

Overwegende dat vaste benoeming in de lestijden "samen school maken" alleen mogelijk is in de ambten van kleuteronderwijzer, onderwijzer, leermeester lichamelijke opvoeding en leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer en enkel kunnen worden toegewezen aan vakbondsafgevaardigden in de school waaraan lestijden "samen school maken" werden toegekend;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 juni 2003 om de gemeentescholen GBS De Wereldbrug en GBS De Puzzel deel te laten uitmaken van een nieuwe scholengemeenschap met de naam Spectrum;

Gelet op de melding van de bestendinging van scholengemeenschap Spectrum voor de periode 2020-2026 aan het Agentschap voor Onderwijsdiensten van de Vlaamse Gemeenschap op 11 mei 2020;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 september 2021 om de samenwerkingsovereenkomst voor de

periode 2020-2026 goed te keuren;

Overwegende de voorgestelde en goedgekeurde procedure van de 7 betrokken scholen binnen scholengemeenschap Spectrum met betrekking tot de vacantverklaringen voor vaste benoemingen binnen de scholengemeenschap;

BESLIST:

Artikel 1:

Akte te nemen van de bijkomende vacantverklaring, met ingang van 1 januari 2022, voor een vaste benoeming in een wervingsambt, ten laste van de Vlaamse Gemeenschap:

GBS De Wereldbrug:

Onderwijzer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);
Kleuteronderwijzer/onderwijzer/leermeester lichamelijke opvoeding/leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);

(LT = lestijden, KU = klokuren, VT = voltijds)

GBS De Puzzel:

Onderwijzer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);
Kleuteronderwijzer/onderwijzer/leermeester lichamelijke opvoeding/leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer	voor 1 LT per week (VT = 24 LT);

(LT = lestijden, KU = klokuren, VT = voltijds)

Artikel 2:

Akte te nemen dat deze vacante betrekkingen uiterlijk vóór 15 november 2021 door de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum en alle schooldirecties van de scholengemeenschap worden gecommuniceerd aan alle personeelsleden van de verschillende scholen;

Akte te nemen dat het gesubsidieerde personeel van de scholengemeenschap Spectrum dat in aanmerking wenst te komen voor een vaste benoeming in de vacante uren, zich **uiterlijk op 15 december 2021** dient te melden per drievoudige e-mail aan de directie, het schoolbestuur en de directeur-coördinator van scholengemeenschap Spectrum, via het daartoe door Spectrum opgestelde formulier;

Onvolledige of laattijdige (na 15 december 2021) kandidaatstellingen of niet conform de door Spectrum opgestelde voorschriften worden niet in aanmerking genomen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

63 **Bien-être animal - Marché public - Achat d'un lecteur de puce pour animaux - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité de faire l'acquisition d'un lecteur de puce pour animaux afin de retrouver les propriétaires (le cas échéant) des animaux perdus, errants ou morts sur les voiries communales ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'un lecteur de puce" estimé à 123,97 € hors TVA soit 150,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 875/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé sur fonds propres ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 18 novembre 2021 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'un lecteur de puce" estimé à 123,97 € hors TVA soit 150,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 875/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2021 et financé sur fonds propres.

Dierenwelzijn - Overheidsopdracht - Aankoop van een dierchiplezer - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om een chiplezer voor dieren aan te kopen voor het terugvinden van de eigenaars (in voorkomend geval) van verloren gelopen dieren, zwerfdieren of dode dieren op de gemeentelijke wegen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een chiplezer" geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 875/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd met eigen middelen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2021 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een chiplezer" geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 875/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2021 en gefinancierd op eigen vermogen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

- 64 **Secrétariat - Mobilité - Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'achat d'un vélo à assistance électrique, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique. (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)- report du 19/10/2021- report du 23/11/2021**

LE CONSEIL,

Vu la Déclaration de politique générale communale 2018-2024 qui prévoit notamment de développer la mobilité durable et d'encourager les modes actifs de déplacement;

Vu le plan Good Move approuvé par le Gouvernement Bruxellois qui veut promouvoir l'utilisation des modes actifs et dont un des objectifs est d'augmenter la part des déplacements à vélos;

Vu le Plan Vélo 2010-2015 de la Région de Bruxelles-Capitale qui stipule qu'il faut intensifier l'usage du vélo pour promouvoir durablement l'emploi à Bruxelles et pour participer à la diminution du coût des soins de santé;

Vu le PRDD qui veut faire des modes actifs le moyen de déplacement privilégié pour les distances de moins de 5 km à l'horizon 2030;

Vu le potentiel que constitue l'assistance électrique pour la population forestoise dans ses déplacements à vélo;

Considérant le succès rencontré par ce dispositif depuis plusieurs années;

Considérant le développement des Itinéraires Cyclables Régionaux et des Itinéraires Cyclables Communaux;

Considérant que la prime s'élève à un montant forfaitaire de 250 € par vélo à assistance électrique, kit d'adaptation électrique pour vélo, vélo-cargo ou vélo-cargo à assistance électrique;

Considérant que cette prime sera octroyée à partir de l'année 2022 (sous réserve d'approbation du budget 2022) ;

DECIDE :

d'approuver le règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf;

de financer la dépense par un article budgétaire à créer dans le cadre de l'élaboration du budget 2022.

Secretariaat - Mobiliteit - Reglement met betrekking tot de toekenning van een gemeentelijke premie bij de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets. (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid)- uitstel van 19/10/2021- uitstel van 23/11/2021

DE RAAD,

Gelet op de Gemeenschappelijke Algemene Beleidsverklaring 2018-2024 die met name voorziet in de ontwikkeling van duurzame mobiliteit en de aanmoediging van actieve verplaatsingswijzen;

Gelet op het door de Brusselse regering goedgekeurde Good Move-plan, dat het gebruik van actieve verplaatsingswijzen wil bevorderen en waarvan een van de doelstellingen is het aandeel verplaatsingen met de fiets te verhogen;

Gelet op het Fietsplan 2010-2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin wordt bepaald dat het gebruik van de fiets moet worden versterkt om de werkgelegenheid in Brussel op lange termijn te bevorderen en bij te dragen aan het terugdringen van de kosten voor de gezondheidszorg;

Gelet op het GPDO dat ervoor wil zorgen dat tegen 2030 voor afstanden van minder dan 5 km de voorkeur wordt gegeven aan actieve verplaatsingswijzen;

Gelet op het potentieel van elektrische ondersteuning voor de Vorstse bevolking bij haar verplaatsingen met de fiets;

Overwegende het succes van dit systeem sinds enkele jaren;

Overwegende de ontwikkeling van Gewestelijke Fietsroutes en Gemeentelijke Fietsroutes;

Overwegende dat de premie een forfaitair bedrag van 250 € per elektrische fiets, elektrische aanpassingskit voor fietsen, bakfiets of elektrische bakfiets bedraagt;

Overwegende dat deze premie zal worden toegekend vanaf 2022 (onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting voor 2022);

BESLIST:

goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de toekenning van een premie bij de aankoop van een nieuwe elektrische fiets, een nieuwe elektrische aanpassingskit voor fietsen, een nieuwe bakfiets of een nieuwe elektrische bakfiets;

de uitgave te financieren door een begrotingsartikel dat moet worden gecreëerd in het kader van de voorbereiding van de begroting voor 2022.

5 annexes / 5 bijlagen